

WWW.KAIROSPRESSE.BE

Belgique 4€ • France / Europe 5€ • Bimestriel • Avril / Mai 2022 • N°54

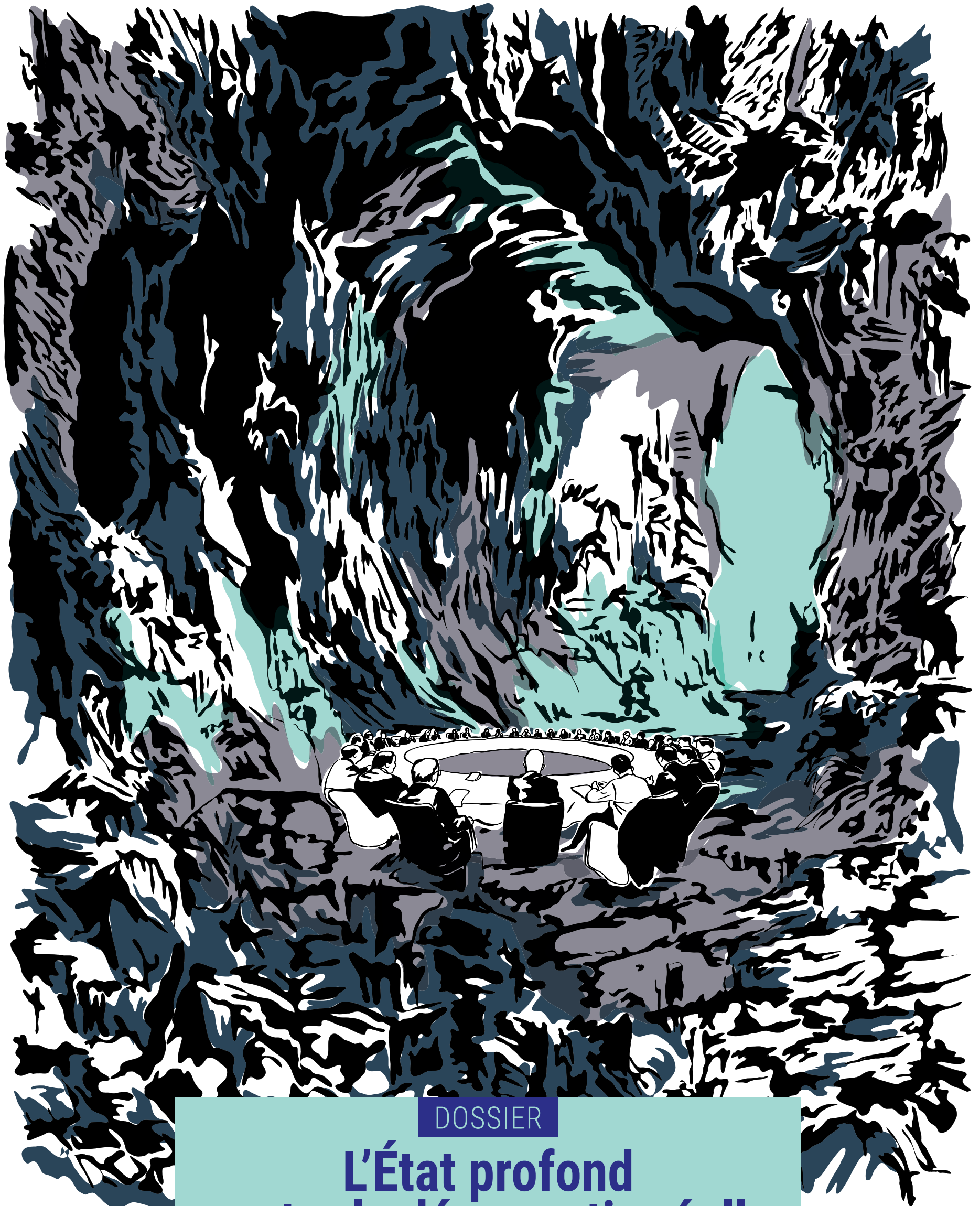


PB-PPIB-00802
BELGIE(N)-BELGIQUE
P913840
BUREAU DE DÉPÔT
CHARLEROI X

Journal
belge
mondial!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE



DOSSIER

L'État profond contre la démocratie réelle

Pages 8 à 17

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



Illustration: Aurélie Garnier

SOMMAIRE

Pandémie et meilleur des mondes de Klaus Schwab

Alexandre Penasse / Pages 2, 12-14

La June (€1), une monnaie libre pour une nouvelle économie

Bernard Van Damme / Page 3

Ukraine et Russie : comprendre avant de juger

Daniel Zink et Alexandre Penasse / Pages 4-5

Produits bio : cinquante nuances de vert

Marie-Ange Herman / Pages 6 - 7

DOSSIER

L'État profond contre la démocratie réelle

Dossier coordonné par Bernard Legros et Alexandre Penasse / Pages 8 à 17

Les maîtres du monde

Alain Adriaens / Pages 9 et 11

Albert, Ursula & Heiko - Les liaisons dangereuses entre la présidente de la Commission européenne et le PDG de Pfizer

S. Kimo / Pages 10-11

Technoscience, élite du pouvoir et ressorts profonds de la domination

Matthieu Amiech/ Page 14

Une tout autre idée de l'État
Aux racines saines des courants politiques :
une convergence dans la liberté

Daniel Zink/ Page 15

Démocraties et États profonds

Michel Weber / Pages 16-17

« Par hypothèse, vous ne pouvez rien changer dans les urnes, puisque les règles du jeu sont élaborées ailleurs »

Entretien avec Valérie Bugault / Pages 18-19

La France a quitté en 2020 le peloton de tête du classement mondial des démocraties

Entretien avec Laurent Mucchielli / Pages 20-21

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 22

Courier de lecteurs

Page 22

Vu, lu, entendu

Page 23

L'insoutenable légèreté du net

Alain Gailliard / Page 24

Pandémie et meilleur des mondes de Klaus Schwab

« *L'ennemi contre lequel nous luttons est invisible ; notre famille, nos amis et nos voisins peuvent tous devenir des sources d'infection ; ces rituels quotidiens que nous chérissons, comme retrouver un ami dans un lieu public, peuvent devenir vecteurs de transmission ; et les autorités qui tentent de nous protéger en appliquant des mesures de confinement sont souvent perçues comme des représentants de l'oppression'* ».

À sa lecture, on croit consulter *Le Soir*, *Le Monde*, TF1 ou encore La RTBF ; écouter une conférence de presse d'un gouvernement, un JT, suivre les nouvelles radiophoniques. *Covid-19 : La grande réinitialisation* (The Great Reset, TGR), est un modèle mental, un prêt-à-penser, un agenda, bible d'une idéologie avatar et apothéose finale² de celle qui a conquis nos sociétés depuis les années 1980. Qu'importe donc qu'il ait été écrit par Klaus Schwab et Thierry Malleret, ou un grand bureau de consultance, il témoigne d'une pensée unique qui irrigue tous les cercles de pouvoir et se donne comme objectif de conquérir les esprits.

« *En ce début de juillet 2020, nous sommes à la croisée des chemins, avancent dans le préambule les auteurs de Covid-19 : la Grande réinitialisation. Une seule voie nous mènera vers un monde meilleur : plus inclusif, plus équitable et plus respectueux de Mère Nature.* » Le lecteur attentif se posera avec raison la question : que veulent les auteurs en écrivant ce livre, est-ce une feuille de route, sorte de planning à venir, ou une réaction à chaud sur la situation présente, truffée d'hypothèses incertaines sur l'avenir ? Car l'ouvrage paraît osciller constamment entre la description et le souhait, l'explication et la volonté de voir advenir, l'enthousiasme et l'impuissance. Si les deux signataires le décrivent comme « *principalement explicatif* », fournissant des suppositions, il ressemble avant tout à un agenda d'intentions dont on est sûrs que les maîtres du monde mettront tout en œuvre pour les voir se réaliser, l'avouant d'ailleurs au détour d'une phrase : ce livre fournit « *de nombreuses conjectures et idées sur ce à quoi le monde post-pandémique pourrait, et peut-être devrait, ressembler* ». Il serait en effet trop cynique de voir dans le cauchemar dystopique décrit dans TGR l'œuvre d'une volonté humaine prête à se déployer, et il reste préférable de le présenter derrière cette fausse incertitude d'un futur probable mais indéterminé. D'où l'utilisation récurrente de possibles opposés.

Dans cette schizophrénie maîtrisée, cette division troublante entre volonté assumée et impuissance feinte, s'écrit le désir d'agir rapidement dans un moment à saisir, « *notre moment décisif* », sorte de Kairos diabolique : « *les possibilités de changement et le nouvel ordre qui en résultent sont désormais illimités et n'ont d'autre frein que notre imagination, pour le meilleur ou pour le pire* ». On ne sait qui décidera du meilleur ou du pire : « *Les sociétés pourraient être sur le point de devenir plus égalitaires ou plus autoritaires, ou orientées vers plus de solidarité ou plus d'individualisme* », nous dit le patron du Forum économique mondial, forum qui réunit les plus grandes entreprises de destruction de la planète. Mais l'analyse de l'ensemble du texte dessine, nous le verrons, un pire probable, et souhaité, considérant que les conséquences négatives et souvent désastreuses de leurs choix seront inévitables.

Rappelons-nous que le livre est publié en juin 2020, trois mois à peine après le début du Covid et le premier confinement en Europe.

La pensée qui s'y déploie n'est donc pas la conséquence d'une expérimentation inédite, mais une situation unique dans laquelle va pouvoir se concrétiser une représentation du monde déjà pensée – et possédant les infrastructures utiles –, le prophète Schwab ayant déjà compris que le Covid-19 constitue un point de bascule : « *Beaucoup d'entre nous se demandent quand les choses reviendront à la normale. Pour faire court, la réponse est : jamais* » ; « *Un monde nouveau va émerger, et il nous faut à la fois en imaginer et en dessiner les contours.* »

Les auteurs établissent spécieusement un lien de causalité entre la pandémie et ses effets économiques et sociaux, comme si les seconds découlaient naturellement de la première, sans prendre en compte les mesures politiques qui les relient, comme si la main visible des gouvernements était celle de Dieu. Mesures qui auraient pu être tout autres, mais pour « faire émerger un nouveau monde », il ne fallait pas d'une épidémie gérable mais d'une catastrophe terrifiante³, qui, comme il est explicitement énoncé, allait seulement profiter à une poignée qui avait les moyens de saisir l'opportunité : « *Aux États-Unis, Amazon et Walmart ont recruté 250.000 personnes pour faire face à l'augmentation de la demande et ont construit une infrastructure massive pour fournir des services en ligne. Cette accélération de la croissance du e-commerce signifie que les géants du commerce de détail en ligne sortiront probablement de la crise encore plus forts qu'ils ne l'étaient avant la pandémie.* »

Plein de certitudes sur l'issue de la « pandémie », TGR nous prévient que des « *changements radicaux* » formeront une « *nouvelle normalité* ». S'appuyant sur des exemples historiques, les auteurs montrent comment les quarantaines/confinements donnent et légitiment l'augmentation du pouvoir des gouvernements : « *Du mot quaranta (qui signifie « quarante » en italien), l'idée d'enfermer les gens pendant 40 jours est née sans que les autorités ne comprennent vraiment ce qu'elles voulaient contenir, mais ces mesures ont été l'une des premières formes de "santé publique institutionnalisée" ayant contribué à légitimer "l'accumulation du pouvoir" par l'État moderne* ». Voyageant entre l'accident propice et l'opportunité fortuite, on ne peut se défaire de l'impression qu'il n'y a pas contingence, mais événement. Qu'importe ici de savoir quelle est l'origine du Covid-19, ils en ont fait ce qu'ils voulaient en faire : la « peste » du XXI^e siècle. « Peste » qui permettra de donner à l'État, indispensable structure pour organiser la « pandémie », des pouvoirs supérieurs. « *Si des changements sociaux, politiques et économiques aussi profonds ont pu être provoqués par la peste dans le monde médiéval, la pandémie de Covid-19 pourrait-elle marquer le début d'un tournant similaire avec des conséquences durables et dramatiques pour notre monde actuel ?* »

Aucun observateur n'aura remarqué « l'erreur » dans la citation qui précède, où, ceux qui écrivent, plutôt que de voir des changements qui **ont été** provoqués par la peste (forme passive), y voient une possibilité (« **ont pu** »), une situation opportune à exploiter. Cette analyse est confirmée par le fait qu'ils savent pertinemment que le Covid ne représente pas un danger pour l'humanité et que la dramatisation est de l'ordre du spectacle : « *au niveau mondial, si l'on considère le pourcentage de la population mondiale touchée, la crise du coronavirus est (jusqu'à présent) l'une des pandémies les moins meurtrières que le monde ait connues au cours des*

1 Toutes les citations reprises dans ce texte, sauf mention contraire, sont tirées du livre de Klaus Schwab et Thierry Malleret, Covid-19 : La grande réinitialisation.

2 <https://www.ln24.be/2022-03-25/pour-le-patron-de-blackrock-la-mondialisation-cest-mort>

3 <https://www.kairospresse.be/dune-epidemie-gerable-a-une-catastrophe-terrifiante/>

→ suite page 12

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 20 € pour 5 numéros,
25 € pour la France, 30 € pour la Suisse)
Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs
de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!

Kairos – Journal antiproductiviste
pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de
changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril,
juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage: ce numéro a été
tiré à 7.800 exemplaires

Route: Cambier

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 89,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse
(ap@kairospresse.be)

Graphisme : Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements : Sandy De Wilde

Relecteurs

Janine, Nadia, Alain, Patrick, Sarah, Annie,
Sophie, Manu, Éric

Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be



Notre publication bénéficie de l'aide à la
presse périodique de la Communauté
Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs/Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros
(B.L.), David Tong (D.T.), Inès Trépant (I.T.),
Michel Weber (M.W.), Alain Gailliard (A.G.),
Alain Adriaens (A. A.), François Massoulié
(F.M.), Daniel Zink (D.Z.)

Ont contribué à ce numéro

S. Kimo, Philippe Godard, Marie-Ange Herman,
Bernard Van Damme, Matthieu Amiech, Valérie
Bugault, Laurent Mucchielli

Les articles n'engagent que la responsabilité
de leurs auteurs, mais on ne les laissera
jamais tomber!

Illustrations :

Aurélien Garnier, Pascale Vanhal, Priscilla Bec-
car, Philippe Debonnie, Nicolas Chalupa, Lara
Pérez Duenas, TiTom, Alexandre De Wind, Nora
Juncker, Louise, Hendrickx, Antoine Demant,
Nicolas Drochmans

« In memoriam Paul Lannoye (1939-2021) »

La June (Ğ1), une monnaie libre pour une nouvelle économie

Pour comprendre pourquoi la June, monnaie libre créée en 2017, est un outil au service du collectif, il est important de saisir ce qu'est la monnaie, qui elle sert véritablement et en quoi elle est un outil d'asservissement des peuples dans sa forme actuelle.

On peut généralement considérer que la monnaie répond à trois fonctions principales : elle est un moyen d'échange, un système de mesure et elle sert aussi de réserve de valeur. Cette dernière est cependant plus sujette à caution. Car, de fait, cet usage de l'argent le transforme en objet de spéculation et de subordination d'un groupe d'individus sur le reste de la population.

Il est important de bien distinguer la monnaie centrale corporelle (billets et pièces) de la monnaie secondaire ou scripturale (monnaie sur nos comptes en banque). Les banques privées commerciales, qui sont les intermédiaires entre la Banque centrale (BCE en Europe, FED aux États-Unis, par exemple) et les particuliers, font commerce de la monnaie centrale. Nous avons l'illusion de croire que c'est l'État qui crée la monnaie au travers d'une Banque centrale. Mais en réalité, ce sont les banques commerciales privées qui ont ce privilège, par la monétisation des actifs détenus (conversion des actifs en nouvelle monnaie). Par la loi, les banques ont le monopole de la création monétaire en contrepartie d'une reconnaissance de dettes.

La monnaie sur nos comptes en banque est de la monnaie scripturale ou dite secondaire. Elle est créée *ex nihilo* au moyen des ordinateurs. Elle représente 95 % de la monnaie en circulation dans le monde. Contrairement aux idées reçues, il faut impérativement se convaincre de l'axiome suivant : ce sont les crédits qui font les dépôts et non les dépôts qui font les crédits. Il est donc impossible de réduire les volumes de crédits accordés, dans le monde, sans manquer de monnaie. Les crédits augmentent la masse monétaire, et, à l'inverse, les remboursements diminuent la monnaie disponible dans l'économie. Par conséquent, on a sans cesse besoin de créer des crédits pour rembourser les précédents et maintenir la masse monétaire nécessaire pour faire tourner l'économie.

Cela entraîne ainsi le monde dans une spirale infernale de productions, de consommations aux conséquences désastreuses notamment pour l'environnement et une dépendance de la population à une forme d'esclavage par la dette. Par contre, les intérêts générés par les crédits permettent aux banques et à leurs actionnaires d'acheter des moyens de production, de l'immobilier ou des actifs mobiliers.

LA FINANCIARISATION DE L'ÉCONOMIE

Cette course folle au profit a entraîné la financiarisation de l'économie et la domination du capital financier sur le capital productif. La rentabilité de ce dernier est faible et souvent lente à croître, en raison des contingences liées aux moyens de production, à l'engagement de la main-d'œuvre, etc. Pour compenser, les accapareurs financiers ont introduit des mécanismes spéculatifs, remplaçant l'argent gagné par les entreprises par l'argent emprunté de la dette, puis par l'argent de la fausse monnaie.

Dès le milieu des années 1960, sous l'effet du ralentissement de la croissance d'après-guerre, entraînant une baisse des profits, une épargne insuffisante et, avec comme corollaire, une chute des investissements productifs, le gel des salaires, ainsi qu'une montée du chômage, le monde de la finance a recouru à l'endettement massif et mis au point un appareil pour gérer ces dettes, les mobiliser et les disséminer, entraînant une dérégulation complète du système financier. Nous en avons atteint les limites.

LA DETTE MONDIALE

Au cœur du bel été 1971, le Président Richard Nixon mit fin à la convertibilité du dollar en or, donnant le coup de signal à la Réserve fédérale américaine (FED) pour imprimer des quantités illimitées de dollars, suivies ensuite par les autres banques centrales. Alors qu'il avait fallu quelques milliers d'années pour arriver à une dette

de 1.500 milliards jusque-là, depuis 1971, la dette mondiale a été multipliée par 200. Elle atteint désormais les 300.000 milliards de \$. On n'a jamais connu par le passé une crise de la dette mondiale de cette ampleur.

Concomitamment à la surchauffe du système financier, s'additionne, au passage, le risque majeur causé par les produits dérivés, ces instruments financiers hautement spéculatifs qui polluent de nombreux produits proposés par les banques aux investisseurs, comme les actions ETF, les fonds obligataires, les swaps de taux d'intérêt ou de change, les prêts hypothécaires, etc. la liste est infinie. Dissimulés dans les bilans des banques, personne n'a la moindre idée du montant réel de l'encours. Certains parlent de deux quadrillions de dollars, voire probablement plus. Bref, nous dansons sur un volcan qui risque à tout instant d'exploser.

L'INFLATION

Comme si la coupe n'était pas assez pleine, l'insidieuse inflation est réapparue ces deux dernières années, des deux côtés de l'Atlantique, atteignant un sommet inédit depuis près de quarante ans. L'inflation est un phénomène monétaire et son augmentation actuelle trouve directement sa source dans les impressions monétaires débridées, menées ces dernières années par les banques centrales.

Ces organismes se retrouvent dès lors confrontés à un cruel dilemme. Soit, les banques centrales continuent à maintenir leur taux d'intérêt bas et l'inflation continue sa course vers les sommets, soit elles décident de les réévaluer et dans ce cas, cela entraînera la déroute des marchés et le risque d'effondrement de toutes les bulles dont celle de l'immobilier. Le resserrement des politiques monétaires des banques centrales irait, en fait, totalement à rebours de ce qu'elles ont accompli ces vingt dernières années. En ce sens, l'inflation peut être considérée comme l'obstacle majeur à la financiarisation tous azimuts, en introduisant un paramètre politique.

Choix cornélien s'il en est. Car même si la lutte contre l'inflation, qui est une des missions premières des banques centrales, revenait, en fin de compte, à protéger le pouvoir d'achat des particuliers et la rentabilité des entreprises de l'économie réelle, plutôt que privilégier les marchés financiers. Hélas, le relèvement des taux affecte également les PME et les particuliers. Ces derniers vont avoir du mal à emprunter ou à rembourser leurs crédits.

Et comme si la situation n'était pas encore assez compliquée, en Europe, en particulier, la transition énergétique rendra impossible une hausse des taux d'intérêt à court et à long terme. La hausse des prix de l'énergie et les besoins en investissement nécessaires dans ce secteur vont considérablement contrarier la BCE. Tout resserrement de la politique monétaire risque donc de rester lettre morte et se limiter, comme toujours, à des effets d'annonce et de la communication.

ET COMME PAR HASARD, VINT LE COVID !

En septembre 2019, le système financier était en surchauffe et risquait déjà de s'effondrer. La situation était bien pire qu'en 2008, au moment de la crise des subprimes. Les banques centrales avaient besoin d'un alibi pour lâcher à nouveau les vannes financières et monétaires. Et comme par hasard, survint le Covid. Pour éviter une crise financière, monétaire et bancaire, les planches à billets des banques centrales ont déversé des dizaines de milliers de milliards de liquidités.

La crise sociale, politique, démocratique a donc été le prix à payer pour que nos élites évitent le krach du système qu'ils ont créé. Sachant que les événements risquaient de faire monter la colère populaire, la fausse pandémie permit de répandre la peur et de confiner les gens chez eux. L'étape suivante, pour sauver l'Empire, est d'obtenir les pleins pouvoirs, imposer des règles liberticides et un contrôle total de la population. Sans oublier de lancer la guerre de l'information en étouffant la presse indépendante.

L'EURO, UNE MONNAIE CONDAMNÉE À DISPARAÎTRE

Pour noircir encore un peu plus le tableau, la zone euro à laquelle nous sommes intégrés, est à bout de souffle. Nous allons bientôt probablement assister à la chronique d'une mort annoncée par au moins neuf Prix Nobel d'économie. Réunir dans une même zone monétaire des économies aussi différentes que celles de l'Europe du Nord et celles de l'Europe du Sud était une aberration. Dès le départ cette construction monétaire était bancal. Les échanges entre pays de la zone euro poussent les banques centrales nationales, qui existent toujours à la demande des Allemands, à générer des créances les unes envers les autres. Ce qui crée un endettement immense entre pays.

Inévitablement, trois scénarios sont envisageables et risquent tous de faire du grabuge : soit, les pays endettés remboursent leurs créances, en laminant leur propre population; soit, les pays créanciers enregistreront des pertes colossales qui devront être remboursées par l'épargne de leurs concitoyens; soit, une dévaluation des euros des pays débiteurs s'imposera et le système « 1€ d'un pays = 1€ d'un autre pays de la zone » disparaîtra. Ce sera donc la mort de l'euro.

Mais l'explosion de la zone euro risque même d'être imminente, en cas de nouveau refus de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe à propos de la légalité du PEPP (Pandemic Emergency Purchase Program) concocté par la BCE pour la relance des pays membres, affectés par la pandémie.

UNE LUEUR D'ESPOIR DANS UN MONDE SI SOMBRE

Face à un futur aussi peu engageant et des perspectives économiques dantesques, comment pouvez-vous nous protéger de l'Armageddon qui vient ?

En mars 2017 fut lancée une monnaie libre, nommée « June » (Ğ1), qui revient aux fondamentaux d'une monnaie, une simple unité d'échanges et de mesure et non un objet de spéculation. Sans dette et sans intérêt à rembourser, la monnaie June est créée en continu, à parts égales par tous ses membres. Ainsi, tant qu'il y a des êtres humains vivants, la création monétaire est générée. Elle n'a donc pas besoin de croissance, ni de course au profit pour exister. Chaque participant donne naissance, chaque jour, à un Dividende Universel (DU), égal pour tous.

La June est une monnaie totalement autonome et qui peut se développer en parallèle avec le système monétaire actuel. Elle vit sa propre vie et permet le développement d'une nouvelle économie, en huilant ses rouages. Elle est l'adjuvant qui permet l'émergence d'une nouvelle économie qui se construit à côté de l'autre, sans attendre son effondrement, au départ de la sphère locale. L'autonomie permet de créer un réceptacle, un espace de liberté pour créer des échanges économiques et sociaux entre citoyens. Elle les protège et assure de perpétuer et de garantir la satisfaction des besoins notamment essentiels, alors que tout s'écroule tout autour d'eux. Elle garantit à ceux qui ont perdu leur emploi, de retrouver aussitôt une activité rémunératrice pour assurer les besoins de leur famille. Elle permet de créer du lien social et facilite la reconstruction des individus en perte de sens et de repère. Elle est un instrument de cohésion sociale et rend sa dignité d'être humain à ceux qui ont été rejetés et bannis par le système en place. C'est aussi un havre pour tous ceux qui ne se sentent plus en harmonie avec la société actuelle et qui remettent en cause ses principes et sa logique suicidaire. C'est donc un instrument concret de résistance et de désobéissance. Reprendre sa souveraineté commence par l'indépendance monétaire. Se réapproprier la monnaie.

Bernard Van Damme
Pour plus d'infos sur la June : <https://monnaie-libre.fr>

Ukraine et Russie : comprendre avant de juger

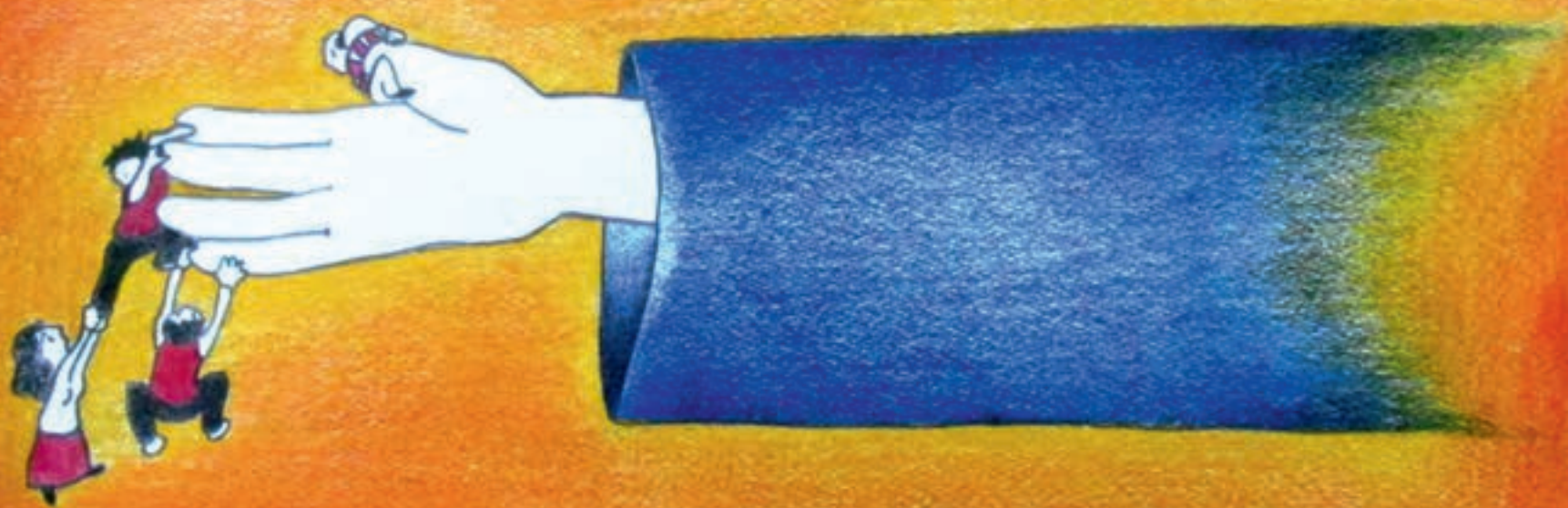


Illustration: Pascale Vanhal

La guerre en Ukraine est traitée de façon très unilatérale, dans les médias dominants : classique dichotomie des bons et des méchants ; peu de références au passé, notamment à la guerre du Donbass, qui sévit depuis 2014 ; pas plus aux opérations occidentales passées, qui éclairent celles d'aujourd'hui (Afghanistan, 1979 ; Serbie, 1999 ; Syrie, 2014 ; ...) ; silence, aussi, sur le coup d'État fomenté par les USA et qui mettra le roi de la confiserie, Viktor Porochenko, au pouvoir ; absence de référence aux milices ukrainiennes nazies, ne manquant pas de rappeler la Syrie, où, ceux qui en Occident sont des terroristes se sont transformés en rebelles modérés (financés par la CIA)...

Pourtant, prendre en compte le point de vue de chaque acteur est essentiel, pour comprendre le présent et envisager un dialogue. On peut bien sûr le faire sans a priori et sans considérer que l'un ou l'autre serait meilleur moralement. Concernant la Russie, elle n'est sans doute ni pire, ni meilleure que la moyenne des pays, que ce soit en matière de gouvernance, de choix sociaux, écologiques, etc. Mais le passage sous silence d'une série de faits, dans les discours qui dominent, est inacceptable et irresponsable.

Nous avons volontairement choisi dans cet article de ne citer que des sources provenant des médias « classiques » et des travaux de chercheurs académiques occidentaux, où de telles informations se trouvent donc, mais avec trop peu de visibilité. Ceci pour désamorcer préventivement toute critique portant sur nos références.

Gorbatchev plaidait pour « une maison européenne commune », sans blocs militaires. Ses idées et propositions furent rejetées sans discussion.

OFFRES DE COOPÉRATION MÉPRISÉES

Pour comprendre le conflit en Ukraine, un point essentiel porte sur l'élargissement de l'OTAN. Concernant les pays anciennement dominés par la Russie soviétique, Andreï Gratchev, historien et politologue, ancien conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, a formulé des réflexions nuancées et compréhensives. Si ce dernier comprend les motivations des pays « *tout juste affranchis de la domination soviétique* » et ayant toujours en mémoire la Russie tsariste, il déplore la « *vieille politique du 'cordon sanitaire' (...): La position des faucons américains (...)* [révèle] *une incapacité à sortir des carcans idéologiques de la guerre froide*¹ ». Cette approche est importante : comprendre les traumatismes et peurs des pays évoqués, mais aussi bien voir que ce n'est pas en traitant un pays comme une menace qu'on dépasse les tensions et risques, au contraire. D'autant que la Russie porte elle aussi de graves traumatismes, en particulier ceux de l'invasion effroyable par l'Allemagne nazie, ainsi que ceux de l'appauvrissement désastreux ayant suivi la fin de l'URSS. Appauvrissement suite auquel l'ouest ne s'est pas empressé d'aller aider les Russes, mais plutôt de se servir dans leurs ressources.

A-t-on en effet, comme le suggère Gratchev, traité la Russie comme une menace ou un ennemi, ces dernières décennies ? Et si oui, ce traitement avait-il des justifications ?

Pour tenter de répondre, revenons d'abord aux négociations autour de la fin de l'URSS, entre dirigeants soviétiques et occidentaux. Gorbatchev plaidait pour « *une maison européenne commune* », un « *vaste espace économique de l'Atlantique à l'Oural* », avec un système de sécurité eurasiatique de Lisbonne à Vladivostok, sans blocs militaires. Ces propositions furent rejetées sans discussion par les Occidentaux².

Dans le même sens, dès 2001, devant le parlement allemand, Vladimir Poutine manifestait une volonté de collaboration et de rapprochement avec l'ouest, en appelant notamment à un approfondissement des relations politiques, économiques et sociétales avec l'Allemagne³. Aucune suite ne fut donnée (*ibid.*)

On constate la volonté générale d'exclure la Russie des partenariats occidentaux, soulignée par divers observateurs – notamment Andreï Gratchev⁴.

« ...de vulgaires escrocs sont ainsi devenus les champions des libertés parce qu'ils acceptent de partager avec l'Occident les fruits de leur ingénierie financière ».

LA RUSSIE SUR UN PLATEAU D'ARGENT

Avec un président russe, Boris Eltsine, des collaborations rapprochées ont bien eu lieu ; ce ne furent cependant pas des coopérations entre pays souverains, mais des ententes conclues au détriment de la Russie... Dès le début des années 2000, Poutine a terriblement dérangé, mettant « *fin au bradage des ressources russes aux entreprises occidentales – surtout états-uniennes –*, *qui, sous son prédécesseur Eltsine, pouvaient se servir comme sur un plateau d'argent* »⁵. Un article de 2003 du *Monde Diplomatique* est ici très éclairant : « *Vladimir Poutine a aussi pris l'initiative en raison de l'imminence de nouvelles privatisations, celles des monopoles d'État comme Gazprom (...): il ne pouvait accepter que les oligarques, renforçant leur mainmise sur l'économie, décident*

seuls des conditions dans lesquelles des entreprises multinationales y prendront pied. (...) Des hommes considérés hier comme de vulgaires escrocs sont ainsi devenus les champions des libertés parce qu'ils acceptent de partager avec l'Occident les fruits de leur ingénierie financière et s'opposent aux " étatistes " regroupés autour de l'« ex-espion » Poutine (...). À l'ouest, on s'inquiète plus de leur sort que de celui des dizaines de millions de victimes de l'effondrement post-communiste. »⁶

DÉSTABILISATIONS CONTRÔLÉES

Plutôt qu'au développement de coopérations d'égal à égal avec la Russie, on a assisté a un élargissement continu de l'OTAN – à une douzaine de pays⁷ – et aussi, au fur et à mesure, à l'installation par cette organisation de ses bases de lancement de missiles⁸. Le motif était-il la protection de ces pays contre un retour de l'impérialisme russe ? Une série de faits indiquent tout autre chose. Au sujet de l'Ukraine (mais cela concerne divers pays), les dirigeants étasuniens déclarent officiellement y avoir investi 5 milliards de dollars, depuis 1991 ; pour, disent-ils, y promouvoir la démocratie⁹. Mais il faut savoir que cet argent a été distribué et utilisé par des organismes comme la National Endowment for Democracy (NED¹⁰) et l'Open Society Foundation (OSF) du milliardaire Georges Soros¹¹. Selon leurs sites web, ces organismes financent des médias, des instituts de formations et des associations. En 2014, le site de la NED indiquait des dizaines de projets subventionnés par cette fondation, en Ukraine. Fondation dont le premier directeur a déclaré sans ambages que son rôle était de prendre le relais des actions clandestines de la CIA à l'étranger¹². Concernant l'OSF, Soros se vanta lui-même que cet organisme avait contribué à la déstabilisation, en 2014, du gouvernement ukrainien qui s'était rapproché de la Russie¹³. Lisons encore ces quelques lignes d'un article du *Soir*, sur des militants actifs lors d'un premier essai de déstabilisation : « *Ukraine – Des activistes internationaux ont contribué à la " révolution orange " (...) [Ils sont] d'autant plus habiles et efficaces qu'ils sont solidement encadrés. Ils ont ainsi bénéficié en Ukraine du soutien financier d'une organisation basée à Washington et très proche du gouvernement américain (...) L'aide étrangère (...) s'étend également à la formation.* »¹⁴

La politique en question n'était donc pas une innocente promotion de médias « indépendants » ou autres « libres associations », mais visait manifestement à influencer la société ukrainienne au point de parvenir à un « *regime change* ». Le but fut atteint en 2014, lors du coup d'État américain, « *initié par des snipers embusqués qui ont tiré sur les manifestants et la police, à Kiev, le 20 février 2014, plongeant le pays dans le chaos* »¹⁵. Une étude du politologue Ivan Katchanovski, de l'université d'Ottawa¹⁶, mène à la même conclusion. Elle se base notamment sur des analyses opérées sur les victimes et les balles, analyses prises très au sérieux dans une conversation entre Catherine Ashton¹⁷ et le ministre des Affaires étrangères estonien (*The Guardian*, 05/03/2014¹⁸). Une autre conversation, entre Victoria Nuland (secrétaire d'État américain) et Geoffrey Pyatt (ambassadeur américain en Ukraine), révèle qu'ils « *ont discuté de la composition du gouvernement avant le coup d'État* »¹⁹.

Ce fut le déclenchement d'une guerre de 8 ans, dans l'est de l'Ukraine, région dont la majeure partie des habitants a refusé ce coup d'État. L'ONU estime que ce conflit a causé au moins 13.000 morts²⁰. En avez-vous souvent entendu parler ici dans les médias, avez-vous assisté à des concerts pour la « bonne cause » électorale, vu des pin's sur les chemises et les drapeaux aux fenêtres ?

Tout État assez fort pour rester indépendant (...) doit être considéré comme "hostile".

« FULL SPECTRUM DOMINANCE »

Les objectifs de cette prise de pouvoir s'éclaircissent à la lumière des écrits d'idéologues très influents aux USA, comme Zbigniew Brzezinski. Ce conseiller était notamment proche de Barack Obama, président lors du déclenchement de la crise ukrainienne de 2014. L'influence de Brzezinski sur Obama est connue, et aussi reconnue par certains médias mainstream. Dans le *Figaro*, on peut lire que Brzezinski, en 2014, est « *toujours très influent auprès de l'administration Obama* ». Dans son ouvrage, *Le grand échiquier, ce conseiller écrit : « l'Ukraine, essentielle (...) et dont le renforcement de l'indépendance rejette la Russie à l'extrême est de l'Europe et la condamne à n'être plus, dans l'avenir, qu'une puissance régionale » ; « l'Ukraine (...) pivot géopolitique » ; « L'Ukraine constitue (...) l'enjeu essentiel. Le processus d'expansion de l'Union européenne et de l'OTAN est en cours. À terme, l'Ukraine devra déterminer si elle souhaite rejoindre l'une ou l'autre de ces organisations* »²¹. »

Comme le note Michel Weber, de telles approches se retrouvent « *dans la doctrine Wolfowitz, qui fut dévoilée dans le New York Times du 8 Mars 1992, [et] stipule simplement que tout État assez fort pour rester indépendant, c'est-à-dire pour ignorer les injonctions de Washington, doit être considéré comme "hostile"* »²². Rappelons aussi que, dans les classes dirigeantes étasuniennes, on déclare explicitement viser une « *full spectrum dominance* »²³, expression très directe d'une volonté de domination complète.

DES MENACES TRÈS RÉELLES

Si l'OTAN place des armes nucléaires en Ukraine, celles-ci pourraient frapper les principales villes russes en quelques minutes (un missile balistique pouvant atteindre près de 30.000 km/h en fin de parcours²⁴ ; cela permettrait sans doute une destruction de la Russie sans possibilité de riposte conséquente, réagir vraiment en quelques minutes ne semblant pas possible²⁵. Une fois un tel armement placé, la Russie n'aurait probablement que deux possibilités : risquer la dévastation atomique ou se soumettre aux puissances qui, on l'a vu, convoitent ses ressources.

Cette menace existentielle est sans doute déterminante, dans la guerre actuelle. Il faut y ajouter la situation des russophones de l'est de l'Ukraine (provinces de Donetsk et Lougansk, proches de la Russie aux niveaux culturels et identitaires). On nous parle avec raison des souffrances du peuple ukrainien suite à l'invasion russe, mais on a très peu appris du sort de cette minorité et des responsabilités, à cet égard, du pouvoir placé en 2014. En effet, celui-ci collabore avec des mouvements néonazis, qui ont joué un rôle important dans le renversement de l'ancien pouvoir²⁶. Ces mouvements sont très hostiles aux Russes ; les organisations dont ils sont héritiers remontent à la Seconde Guerre mondiale, où ces organisations ont collaboré activement avec les milices hitlériennes (en participant à des massacres de populations civiles, notamment juives, comme à Babi Yar²⁷). Elles ont ensuite combattu la domination russo-soviétique sous Staline, domination dont l'Ukraine de l'ouest a fortement souffert, de même que les Ukrainiens de l'est avaient combattu les nazis et souffert de leur domination²⁸. Ce lien avec les souffrances dues au stalinisme pourrait expliquer une certaine clémence à l'égard des Ukrainiens qui rejoignent de tels mouvements. Mais le gouvernement ukrainien est allé bien au-delà d'une clémence : il a réhabilité des "héros" de la collaboration avec les nazis, comme Stepan Bandera, a donné leurs noms à des rues, leur a élevé des monuments...²⁹ Mais surtout, ces néonazis ont été intégrés au pouvoir³⁰ et à l'armée³¹. Il n'est donc pas étonnant que les partisans ou agents de ce pouvoir soient impliqués dans de graves exactions, où leur responsabilité principale est dans certains cas soupçonnée, dans d'autres avérée, selon toute vraisemblance. Un des faits les plus graves : à Odessa, en 2014, une quarantaine de manifestants refusant le putsch s'étaient retranchés dans un bâtiment, afin d'échapper à des néo-nazis laissés la bride sur le coup par le nouveau pouvoir central ; un incendie a alors été provoqué, tuant les 42 personnes³². Selon *Il Manifesto*, cet événement s'inscrit dans un ensemble de tueries commises par des partisans ou agents du nouveau pouvoir. Le géopolitologue et géographe Manlio Dinucci parle d'une série de massacres ou agressions perpétrés sur les russophones : « *Villages mis à feu et à sang, militants brûlés vifs à la Maison des Syndicats d'Odessa, civils sans armes massacrés à Mariupol, bombardés au phosphore blanc à Donetsk et Lugansk.* »³³. On n'en a pas (ou très peu seulement) entendu parler dans les médias qui s'indignent aujourd'hui.

La présence de néonazis et leur intégration au pouvoir ukrainien impliquent que les russophones de l'est du pays sont très menacés. Et de même qu'une part des Occidentaux se sent, à juste titre, concernée par les souffrances des Ukrainiens notamment, de nombreux Russes se sentent très certainement concernés par celles de ces russophones.

À la lumière de tout cela, la meilleure solution est sans doute celle d'une Ukraine neutre. Ne pas le reconnaître et attirer les Ukrainiens vers l'OTAN est aussi irresponsable que criminel. Ce, à l'égard de ce peuple comme de l'humanité, sur laquelle pèse peut-être, à présent, le risque d'un conflit majeur. Les Européens devraient l'admettre et cesser de s'aligner sur Washington. Voilà qui serait courageux et cohérent. Bien plus que de jouer les moralistes et les accueillants généreux. Il faut aider les réfugiés (Ukrainiens comme Palestiniens, Yéménites, Syriens, Afghans...) Mais aussi avouer et assumer nos responsabilités dans la destruction de leurs pays.

Daniel Zink et Alexandre Penasse

1 <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/09/DESCAMPS/59053>

2 <https://truthout.org/articles/chomsky-us-push-to-reign-supreme-stokes-the-ukraine-conflict/> ; pour une traduction en français – plutôt moyenne, mais quand même assez fidèle : <https://www.investigaction.net/fr/chomsky-la-volonte-des-etats-unis-de-regner-en-maitre-alimente-le-conflit-en-ukraine/> ; Notons que Truthout est une ONG très réputée, porteuse de plusieurs distinctions, notamment la Izzy Award, du Ithaca College (<https://www.ithaca.edu/news/izzy-award-independent-media-be-shared-truthout-and-journalists-liliana-segura-and-tim-schwab>), important dans le domaine médiatique.

3 Lüders, M., *Die Scheinheilige Supermacht*, C. H. Beck, 2021, p. 241. (Bientôt disponible en traduction française) ; voir aussi <https://www.lefigaro.fr/international/friedrich-merz-l-autonomie-strategique-de-l-ue-est-une-vision-lointaine-20220127>

Ibid., p. 137.

4 https://www.lemonde.fr/idees/article/2014/03/05/l-europe-a-eu-tort-de-ne-pas-associer-moscou-a-son-partenariat-oriental_4378202_3232.html

5 Lüders, M., *Die Scheinheilige Supermacht*, C. H. Beck, 2021, p. 242 (livre bientôt disponible en traduction française).

6 <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/12/BACHKATOV/10852> (cité par Lüders).

7 <https://www.lalibre.be/international/2017/12/18/ces-documents-declassifies-qui-vont-embeter-lotan-ZCKPEUODL566PAAMSSTB2E72ZA/>

8 <https://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-221.htm>

9 <https://www.ouest-france.fr/europe/ukraine/crise-en-ukraine-5-questions-pour-expliquer-l-origine-des-tensions-93459874-2dba-454d-adc8-c73640671ad3>

10 <https://www.ned.org/ned-stands-in-solidarity-with-ukraine/>

11 <https://www.opensocietyfoundations.org/newsroom/the-open-society-foundations-in-ukraine>

12 <https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1991/09/22/innocence-abroad-the-new-world-of-spyless-coups/92bb989a-de6e-4bb8-99b9-462c76b59a16/> (pour un commentaire en français : http://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/CALVO_OSPINA/14911).

13 <https://www.youtube.com/watch?v=IQJtv6HEWQ4>

14 <https://www.lesoir.be/art/ukraine-des-activistes-internationaux-ont-contribue-a-l-t-20041221-ZOQ3M6.html>

15 Daniele Ganser, Une brève histoire de l'empire américain, Éditions Demi-Lune, 2021, p. 311.

16 <https://www.les-crises.fr/de-maidan-a-maidanek-ou-sont-passees-les-snipers-de-lhotel-ukraine-au-gouvernement/>

17 Jusque 2014 Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

18 <https://www.theguardian.com/world/2014/mar/05/ukraine-bugged-call-catherine-ashton-urmas-paet>

19 Daniele Ganser, Une brève histoire de l'empire américain, Ibid.

20 <https://www.un.org/press/fr/2020/cs14099.doc.htm>
Le détail de la publication de l'ONU précise qu'environ 4.000 militaires ukrainiens ont été tués. 5.000 paramilitaires indépendantistes et 3.500 civils.

21 BRZEZINSKI, Zbigniew, *Le Grand échiquier – l'Amérique et le reste du monde*, Hachette, 2011, pages 19, 74 et 160.

22 <https://www.kairospresse.be/le-prix-nobel-de-la-paix-pour-m-vl-poutine/>

23 https://www.persee.fr/doc/russe_1161-0557_2015_num_45_1_2685

24 Missile balistique – Wikipédia (wikipedia.org)

25 <https://www.lapresse.ca/sciences/201801/25/01-5151361-armes-nucleaires-12-minutes-pour-prevenir-lapocalypse.php>

26 <https://www.cairn.info/revue-etudes-2018-5-page-19.htm>

27 <https://www.cairn.info/revue-etudes-2018-5-page-19.htm>

28 <https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2014-4-page-292.htm> et <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2008-4-page-59.htm>

29 <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/12/GESLIN/56918>

30 <https://www.lefigaro.fr/international/2014/02/26/01003-20140226ARTFIG00463-l-opposition-ukrainienne-presente-son-gouvernement-de-transition.php>

31 https://www.liberation.fr/checknews/que-sait-on-de-la-video-ou-des-membres-du-regiment-azov-trempent-leurs-balles-dans-de-la-graisse-de-porc-20220304_LU6UMR7JEBG27LF5ITMBLDBXQA/

32 Voir l'article du *Monde* où l'on apprend que l'enquête du gouvernement ukrainien est opaque https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai_4626395_3214.html ou l'article de Mediapart <https://www.mediapart.fr/journal/international/250316/ukraine-deux-ans-apres-le-drame-dodessa-reste-un-massacre-sans-coupables>

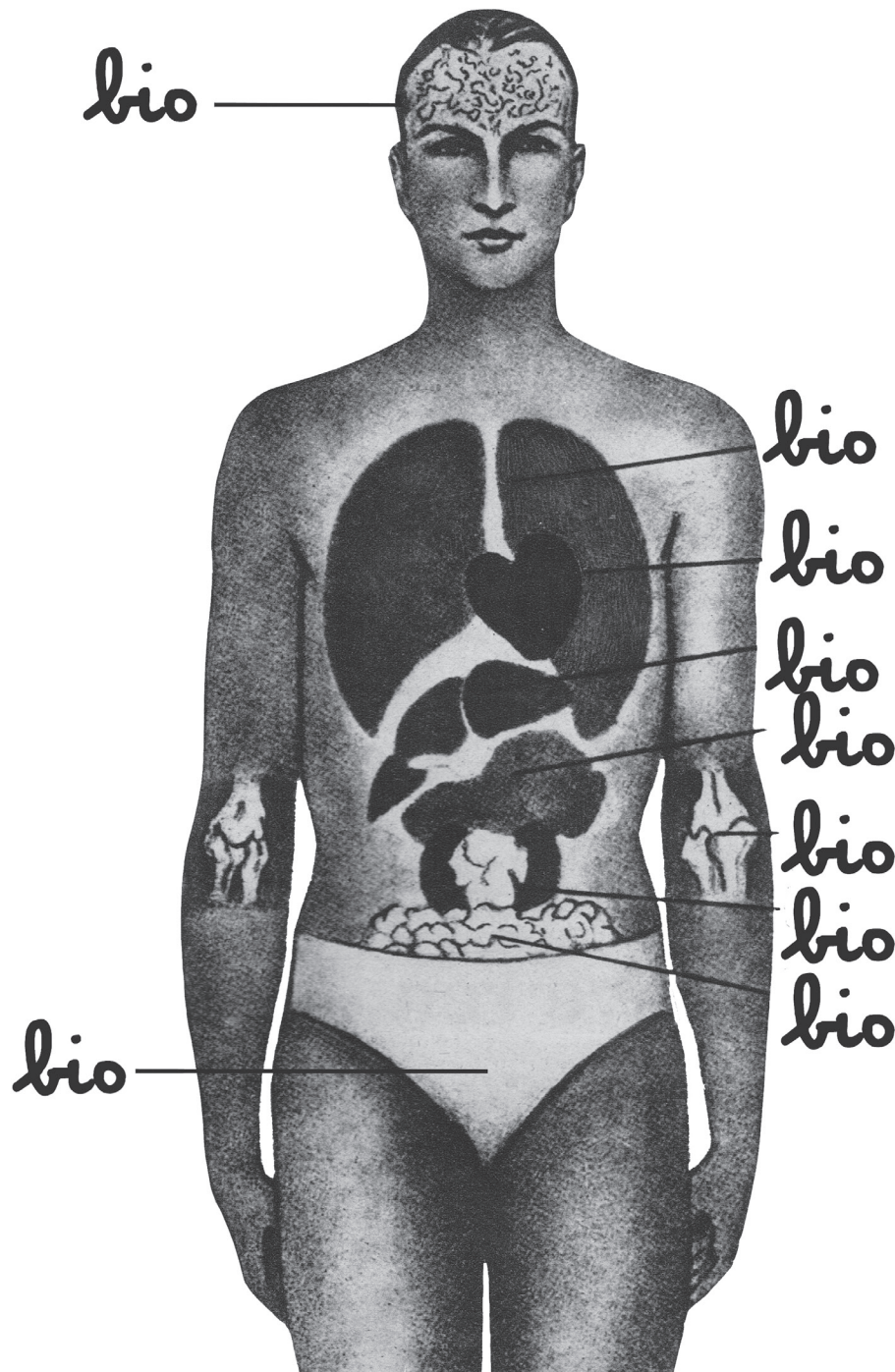
33 <https://ilmanifesto.it/ucraina-bomba-usa-in-europa/>. Traduction en français : <https://www.investigaction.net/fr/ukraine-bombe-usa-en-europe/>

Produits bio : cinquante nuances de vert

Comme dit l'adage, « *L'herbe semble toujours plus verte dans le pré du voisin* », mais elle n'est pas forcément meilleure pour notre santé ! Mais qu'est-ce que le bio ? Quels sont les statuts, quelles sont les normes, quelles sont les obligations et les résultats finaux de cette nouvelle mode qui préconise le vert pour tout et surtout pour notre alimentation ?

La teinte verte se décline dans toutes les nuances. Pour le bio c'est pareil. Qu'en dit le dictionnaire ? Dans le *Larousse* de 1994, le mot ne figure pas. *Le Petit Robert* de 2006 donne la définition suivante : « *Biologique et biographie... élément du grec bios "vie", les composés récents sont didactiques et servent généralement à désigner le rapport entre une science, une technique et la biologie.* » Par contre, sur le net, c'est une tout autre version qu'on nous sert : « *Bio : adjectif, adverbe et nom masculin (aliment) issu de l'agriculture biologique. Légumes bios. Élaboré dans le respect de l'environnement et avec des composants végétaux issus de l'agriculture biologique. Cosmétiques bios.* »¹ Mais nous n'en savons pas plus. Un mot dont toutes les gorges se gargarisent : nos politiques, les riches bobos, les soixante-huitards nostalgiques, les agriculteurs convaincus ou utopistes, le citoyen lambda persuadé de faire du bien à son corps et à la planète, etc. Mais tout n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît. Avant 1920, c'est-à-dire avant l'agriculture dite moderne, le bio n'existait pas. Les agriculteurs utilisaient des engrais organiques comme les déchets de plantes et/ou déjections et sous-produits d'animaux tels que sang, plumes, poudres d'os et même des excréments humains. La pratique ancienne de mise en jachère permettait aussi au sol cultivé de respirer et de se reconstituer en azote, phosphore et potassium, trois éléments minéraux absolument essentiels aux cultures². L'industrialisation de l'agriculture avec la synthèse chimique des engrais a fait naître, par opposition, une agronomie différente.

Comprenons bien le mot « organique » (synonyme de bio dans les pays anglo-saxons) car il fait référence à ce qui est produit naturellement par un être vivant. En 1828, le chimiste allemand Friedrich Wohler réussit la première synthèse chimique d'un composé organique, l'urée, donnant naissance à une nouvelle branche de la chimie : la chimie organique³. À partir de cette découverte, il devient courant de synthétiser toutes sortes de molécules « organiques » de façon non naturelle comme le DDT et autres pesticides organochlorés. Dès la fin du XIX^e siècle, les chimistes produiront des engrais de synthèse à l'échelle industrielle. Toutes ces nouveautés vont faire « déflager » les rendements agricoles grâce à leur facilité d'emploi, leur efficacité et leur coût abordable. « La révolution verte » du milieu des années 1960 est en marche⁴, au grand dam des écolos avant l'heure qui vont essayer de nous dessiller les yeux sur le danger de cet usage massif des intrants. En France, ce n'est pourtant qu'en 1981 que le bio obtiendra une reconnaissance officielle des pouvoirs publics avec la création d'une Commission nationale en charge de son organisation et de son développement. C'est cette même Commission qui, en 1983, élaborera le premier cahier des charges auquel l'agriculture biologique allait se trouver soumise⁵. Et puis l'Europe légifèrera : au sein de l'Union européenne, le premier règlement sur l'agriculture biologique est entré en vigueur en 1992 (Règlement no 2092/91), suivi en août 1999 de règles relatives à la production, l'étiquetage et l'inspection en matière d'élevage (Règlement no 1804/1999)⁶. Jusqu'aux années 2000, malgré l'absence de définition bien précise, les produits bios collaient relativement bien à la charte d'origine, mais l'engouement pour ce paradis verdoyant à la production assez limitée a fait exploser la demande. Comment répondre à cette sollicitation ? En modifiant les règles, tout simplement ! Et au son des pipeaux, c'est ici que s'ouvre le bal du *greenwashing*⁷, des dénégations, des erratas, des aménagements, des ajouts, des retraits et... des magouilles ! Bien sûr, il existe, d'après le fameux règlement, quelques principes généraux auxquels le bio doit répondre : « *Respect des écosystèmes et préservation des espaces naturels, maintien de la biodiversité et de la fertilité des sols, non-utilisation*



de produits chimiques de synthèse, respect du bien-être animal, gestion responsable des ressources naturelles ». De ces principes vont découler moult obligations et interdictions⁸, comme le devoir d'apposer un logo, de respecter un espace correct pour l'élevage d'animaux et que ces derniers soient nourris avec de la nourriture bio. Pourtant la législation reste floue. Par exemple, nous ne trouvons nulle part les termes nocif ou toxique, alors que le sulfate de cuivre pour les cultures et les nitrites pour la fabrication des charcuteries sont toujours largement utilisés. Certains labels comme « Bio Cohérence » en France, créé en 2010 par des acteurs privés⁹ sont beaucoup plus exigeants. Comment est-ce possible ? La réglementation officielle concernant le bio n'est pas rédigée par des écologistes ou des militants, mais par des technocrates qui ne se préoccupent ni de notre santé, ni du bien-être animal et encore moins de l'environnement ! Leur priorité, c'est le bon financement des marchés et de l'économie¹⁰. Donc exit l'empreinte carbone, la taille des entreprises, la limite de rejet de CO₂, etc. Le marché est porteur ! En 2009, l'Europe a accouché d'un nouveau règlement (CE n° 834/2007) qui allait « unifier » les textes pour répondre aux attentes des consommateurs en décrétant de nouvelles possibilités pour rester productif et, dans la foulée, va légaliser une tripotée de règles et de normes inédites, suivies d'un déluge de dérogations et d'autorisations à répétitions. Cette fameuse règle (CE n° 834/2007) prévient en avant-propos que « *cette documentation n'est qu'un outil et qu'elle n'engage pas la responsabilité des institutions* »¹¹. » Un peu plus loin, nous lisons avec étonnement que les produits bio ne sont pas soumis à la LMR (limite maximale des résidus), et cela en se basant sur la bonne foi des producteurs !

Pourquoi faire des contrôles qui sont onéreux en argent et en temps puisqu'aucun produit bio n'est censé contenir de résidus nuisibles ? Voilà pourquoi le bio est devenu un commerce bien plus qu'une pratique agricole¹². Beaucoup de consommateurs confondent bio et naturel. Soyons clairs, « *produit biologique* » n'est pas du tout synonyme de « *produit naturel* ». Naturel *stricto sensu* veut dire : issu de la nature, qui n'est pas le fait du travail de l'homme¹³ ». Le parfum du naturel peut ennoblir tous nos plats et agrémenter nos palais, personne n'a pris la peine de définir exactement de quoi on parlait. Donc que ce qui est « naturel » n'est pas forcément innocent et bénéfique. Pensons à l'uranium, au curare, aux salmonelles, aux virus, etc. On pourrait aussi attirer l'attention sur l'huile de graines de margousier couramment utilisée en agriculture biologique comme pesticide, mais qui se révèle un possible perturbateur endocrinien pour certains mammifères et toxique pour les abeilles !¹⁴ Retenons aussi que tous les produits sauvages (pêche, chasse, cueillette) ne sont pas concernés, il est impossible de vérifier ce qu'ils ont absorbé au cours de leur croissance¹⁵. Il en est de même pour l'eau, les minéraux qu'elle contient ne sont pas cultivés. Bien sûr on trouve du miel bio et il existe un règlement spécifique pour les apiculteurs. Mais on pourrait ironiser, parce qu'aucun apiculteur ne peut certifier que ses abeilles ne butinent que des fleurs bio et, de plus, il n'existe aucun contrôle sur le miel, au contraire des ruches et installations qui, elles, sont contrôlées.

Quant aux cinquante nuances de vert, elles varient suivant l'humeur des lobbies. Nous les devons aux politiques différentes à travers le monde. Commençons par l'Europe. Chaque pays connaît une réglementation plus ou moins souple. Par exemple, il est prévu dans le nouveau règlement que les cultures doivent « *conserver un lien avec le sol* », autrement dit les plantes doivent pousser en pleine terre. Ainsi la culture hors sol, en bac ou hydroponie (culture de végétaux dans l'eau, les

racines plongent dans un substrat inerte irrigué par une solution nutritive) est interdite. Cependant la Finlande, la Suède et le Danemark ont obtenu, « *pour raisons climatiques et historiques* » que la culture en bac puisse être maintenue en bio chez eux¹⁶. En Espagne, ce sont 33.000 hectares voués à la culture bio qui s'étalent près de la ville d'Almería dans le sud du pays. Cette vaste zone que l'on appelle « *la mer de plastique* » est couverte de serres bâchées. En 2018, 100.000 tonnes de légumes labellisés bio y ont été produites alors que l'exploitation utilise une importante main-d'œuvre immigrée souvent illégale et sous-payée, que l'usage massif d'engrais et de produits phytosanitaires, ainsi qu'une irrigation démesurée et mortifère pour l'environnement sont connus de tous. En France, nous citerons la célèbre « *bouillie bordelaise* », interdite dans plusieurs pays, mais qui est acceptée dans l'Hexagone ! Sous cette appellation sympathique qui sonne plus naturelle que naturelle se cache pourtant un fongicide et un bactéricide à base de sulfate de cuivre obtenu par un décapage du cuivre à l'aide d'acide sulfurique et de chaux ! « *C'est l'exemple type du produit chimique de synthèse estampillé bio. Outre la viticulture, son utilisation est autorisée dans le cadre de toutes les cultures labellisées AB (agriculture biologique), et pourtant c'est un produit toxique. Le cuivre s'accumule dans le sol et, transporté par les eaux de pluie, il contamine les rivières.* »¹⁷.

L'importation des produits bio en dehors de l'UE vient de 114 pays différents. L'UE distingue deux catégories de pays : 20% des dits pays sont considérés comme « équivalents » aux pays européens, c'est-à-dire que les autorités locales agréent les orga-

L'État profond contre la démocratie réelle

Dans les sociétés industrielles avancées, la question du lieu du pouvoir est taraudante. La théorie politique moderne nous a habitués à y répondre d'une manière convenue et rassurante : dans les démocraties, le pouvoir – qui est par essence politique – est détenu par le parlement qui traduit la volonté générale en lois (Rousseau) mises en application par l'exécutif, en seconde ligne. Le pouvoir judiciaire arrive ensuite pour combler leurs manquements et non-respect éventuels, en se basant sur la constitution du pays. Seulement, voilà, aujourd'hui ce schéma n'est plus qu'une fable destinée à endormir les consciences. Avec le capitalisme néolibéral, de nouveaux acteurs sont rentrés violemment dans le jeu : les entreprises transnationales et les fonds d'investissements comme Vanguard et BlackRock (voir l'article d'Alain Adriaens dans ce numéro). Ayant accumulé des ressources financières considérables, parfois équivalentes ou dépassant le produit intérieur brut de petits pays, elles sont en mesure de dicter leur volonté aux États, dont la dette publique a explosé depuis des décennies. L'idéologie du progrès a fait le reste, dont l'un des axiomes premiers est que « *le marché se situe au-dessus des lois et du pouvoir de l'État*¹ ». Quelle marge de manœuvre reste-t-il dès lors à celui-ci ? Comment peut-il conserver une certaine légitimité et autorité aux yeux des électeurs-consommateurs ? Ne se montre-t-il pas excessivement complaisant avec les grands acteurs économiques ? La domination exorbitante du capital ne tient-elle pas qu'à la seule bienveillance des gouvernements (Jacques Généreux, 2006) ? Référons-nous ici aux travaux du sociologue Pierre Bourdieu (1930-2001) et du publicitaire Edward Bernays (1891-1995) pour nous aider à y voir clair.

Dans « *La distinction. Critique sociale du jugement* » (Les Éditions de Minuit, 1979), le premier montre que les habits de classes sont identiques, dans les secteurs privé et public, chez les « **agents efficaces** », à savoir ceux qui ont acquis suffisamment de poids pour orienter effectivement les politiques. Pour ne prendre qu'un exemple, ces agents efficaces qui se cooptent entre eux dînent à la même table dans les restaurants huppés, endroits qui favorisent « *une distance sociale et mentale à l'égard du monde* » et où se prennent réellement les décisions, ensuite entérinées par les parlements, mises en œuvre par les administrations ou directement appliquées par les gouvernements par le truchement de pouvoirs spéciaux. Cela explique le phénomène démocratiquement domageable du pantouflage (en anglais *revolving doors*) entre fonction publique et entreprises privées (c'est le cas de Mario Monti, José Manuel Barroso, Tony Blair, Nicolas Sarkozy, etc.). Bourdieu parle ainsi d'un « *gouvernement invisible des puissants* », idée que partageait également Bernays : « *Oui, des dirigeants invisibles contrôlent les destinées de millions d'êtres humains. Généralement, on ne réalise pas à quel point les déclarations et les actions de ceux qui occupent le devant de la scène leur sont dictées par d'habiles personnages agissant en coulisse*² ». Il y a bel et bien un État dans l'État, soit un État *profond*, l'activisme parlementaire n'en représentant que l'écume et le miroir aux alouettes. Nous ne vivons dès lors plus dans un État de droit, mais dans un État aux pulsions totalitaires (Tocqueville), comme les populations occidentales l'ont expérimenté ces deux dernières années.

« Covid-19 » aura révélé une brèche, pour le meilleur et pour le pire : celle qui sépare les gens, dits réformistes, enclins à penser vivre dans le meilleur des systèmes (ou le moins mauvais), monde qu'il suffirait d'aménager superficiellement pour en atteindre la perfection, à renfort de « bonne gouvernance » ; et les autres, pour qui ce système est profondément vicié, « le ver est dans le fruit », tout est à refaire et les politiques sont des marionnettes au service de la finance et des multinationales. Le rapport au réel, pour les uns et les autres, est profondément différent. Pour les premiers, les médias de masse auraient le mérite d'exister, car ce serait à nous, individus « libres », de rechercher les sources « alternatives », à portée de clic. Les seconds, au contraire, voient dans ces médias des outils qui formatent les esprits, une propagande tuant dans l'œuf toute velléité libertaire. Il n'y a pas de coexistence possible : l'omnipotence et l'omniprésence des médias de masse assurent la destruction réelle ou symbolique du divergent, jusqu'à la curiosité de rechercher autre chose, et même la capacité d'imaginer qu'autre chose puisse exister.

Pour les citoyens critiques, les indignations médiatiques sont sélectives, tout comme le choix des bonnes victimes et des bons coupables. Si la justice, la vérité et l'éthique guidaient les industries de l'information et la plupart de leurs journalistes inféodés, celles-ci ne survivraient pas à leur logique fonctionnelle : la fabrique du consentement. Cette seule énonciation fera bondir le premier groupe, blessé narcissiquement qu'on puisse considérer que sa personne puisse être déterminée par autre chose que sa volonté propre. Voilà d'ailleurs un concept distinctif majeur entre les uns et les autres : l'autonomie. Ceux qui pensent que les institutions sont intangibles et leur ont été données une fois pour toutes – le propre de l'hétéronomie, pour Cornelius Castoriadis – évoluent dans un cadre donné et immuable : ils peuvent penser et agir, mais dans une zone circonscrite, ce qui contredit fondamentalement la notion d'autonomie, dont l'étymologie signifie « celui qui se donne ses propres lois ». Dans ce cadre, l'individu n'est pas purement déterminé, guidé tel un automate, mais sa liberté est toutefois limitée. Le covid nous a donné l'occasion d'expérimenter l'aphorisme de Rosa Luxembourg : « *Celui qui ne bouge pas ne sent pas ses chaînes* ».

Ces deux façons différentes de penser le monde – avec leurs nuances respectives qu'on laisse ici de côté – exposent les agents à aborder de façon diamétralement opposée la notion d'État profond. Là où les uns y verront l'explication d'une certaine ligne de conduite du monde décidée loin du spectacle démocratique et expliquant de nombreuses décisions politiques, d'autres n'y verront que complots. Pour ceux qui reconnaissent l'existence d'une structure de fonctionnement « derrière le rideau », il n'y a pas de complots mais des individus et des institutions qui planifient l'histoire et organisent le monde. Ces groupes peuvent-ils se réconcilier ? Pour les premiers ce serait admettre le grand mensonge du monde, ce serait une blessure narcissique, puisqu'ils considèrent que l'on est toujours libre de choisir. Il n'est jamais facile de reconnaître que l'on a été berné.

Comme le prônait le dissident tchèque Jan Patočka (1907-1977), il est temps de revenir à une conception dure de l'idéal démocratique.

Dossier coordonné par Alexandre Penasse et Bernard Legros



Illustration : Philippe Dehongnie

1 Guillaume Carnino, *L'invention de la science. La nouvelle religion de l'âge industriel*, Seuil, 2015, p. 230.

2. Edward Bernays, *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Zones, 2007, p. 51.

Les maîtres du monde

BlackRock est un gestionnaire d'actifs, ce qui signifie qu'il a reçu des sommes d'argent de la part de particuliers et d'entreprises et qu'il est chargé de faire fructifier un maximum ces dépôts. Cela ressemble donc un peu à ce que nous appelons Sicav qui ont le même objectif. BlackRock est le plus grand des gestionnaires de fonds. Il investit principalement en actions les sommes qui lui sont confiées. BlackRock détiendrait 9.500 milliards de dollars en gestion. D'autres fonds semblables, eux aussi américains, sont proches : Vanguard dispose de 7.200 milliards de \$ en dépôt et State Street gère 3.500 milliards¹.

UNE INFLUENCE ÉNORME

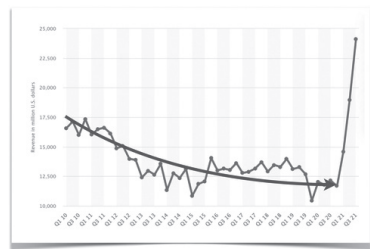
Ces trois acteurs de la finance mondialisée ont le même objectif : faire le plus de profits possible afin de satisfaire la multitude de ceux qui ont déposé chez eux leur bel argent avec un seul objectif : voir la valeur de BlackRock et autres gestionnaires d'actifs monter toujours.

Comment se fait-il que BlackRock soit le premier dans sa catégorie ? C'est probablement parce que le fonds a mis au point, depuis près de 20 ans, une « intelligence artificielle » du nom d'Aladdin et dont les algorithmes permettraient de prédire l'évolution des cours de bourse. Cela attire les épargnants, mais n'est pas d'une efficacité prouvée. Ainsi BlackRock et Aladdin n'ont pas vu venir la crise financière de 2008. Si la réserve fédérale n'était pas intervenue pour renflouer BlackRock, il est vraisemblable que, comme d'autres, le fonds aurait connu la banqueroute. Une fois de plus, le public a sauvé une entreprise privée qui ne sera pas reconnaissante par la suite. Au final, fort de sa résilience (bien aidée) BlackRock est sorti de la crise comme « le sauveur ». Il est vrai que quand Bear Stearns a fait faillite en 2007, le premier coup de semonce annonçant la crise qui allait venir, on a fait appel à BlackRock pour analyser les comptes et faire le ménage. C'est aussi BlackRock qui a été conseil de JP Morgan, qui a gardé les actifs sains alors que la Réserve fédérale a absorbé ceux qui ne l'étaient pas. Toujours la « publicisation » des pertes et la privatisation des profits.

BlackRock prétend avoir une gestion passive, c'est-à-dire qu'il n'interviendrait pas dans les entreprises dans lesquelles il a investi. On verra que c'est faux et qu'il a bien une gestion active. Déjà, rien qu'en achetant une quantité importante des actions d'une firme (ce qui est possible avec les milliers de milliards qu'il possède) et en accroissant la demande, cela fait automatiquement monter le cours des actions.

LA STRATÉGIE MACHIAVÉLIQUE LORS DE LA CRISE SANITAIRE

Avec ses réserves énormes, BlackRock possède des actions dans une multitude d'entreprises. C'est ainsi qu'il est actionnaire dans la majorité des entreprises du SP 500 et du CAC 40, soit les plus grandes des multinationales. Il est ainsi actionnaire de la multinationale pharmaceutique Pfizer. On croit aujourd'hui que Pfizer est une entreprise très saine et qui a toujours fait des bénéfices. C'est loin d'être vrai et jusqu'en 2020 Pfizer était un géant en sursis dont le chiffre d'affaires ne faisait que baisser depuis 10 ans. Voyons le graphique du chiffre d'affaires de la multinationale depuis 10 ans (source L'investisseur sans costume). Ainsi donc, c'est la pandémie du Covid-19 qui a sauvé la multinationale.



© L'investisseur sans costume

Au début de la pandémie, on a vécu en France une belle polémique. Les médias dominants se sont emparés du sujet. La dispute a trouvé son origine dans une étude du professeur Raoult, spécialiste des maladies infectieuses, professeur à l'Université d'Aix-Marseille et directeur de la Fondation institut hospitalo-uni-



versitaire Méditerranée Infection. Ce chercheur renommé affirma que l'hydroxychloroquine était une molécule qui protégeait des formes graves de l'infection au Covid-19. Alors que des recherches européennes sur l'hydroxychloroquine étaient en cours, une étude fut publiée dans *Le Lancet*, revue scientifique renommée. Cette étude affirmait que le traitement à l'hydroxychloroquine du professeur Raoult augmentait la mortalité des patients hospitalisés pour cause de Covid. Les conséquences de cette parution furent immédiates et dès le lendemain, le ministre français de la Santé, Olivier Véran, interdisait la vente d'hydroxychloroquine en dehors d'études scientifiques. Peu de temps plus tard, l'OMS emboîtait le pas et dissuadait d'employer le traitement proposé par Raoult. Pourtant, dès le lendemain aussi, 100 médecins envoyaient immédiatement une lettre ouverte au *Lancet* pour dénoncer la supercherie, car ils avaient vu d'énormes incohérences dans l'étude. Par la suite, une équipe de chercheurs publiait une « étude de l'étude » qui en démontrait les failles méthodologiques. Excédés par l'ampleur de l'arnaque, les auteurs de la contre-étude demandent une enquête sur les conditions de relecture du *Lancet*. D'ailleurs, celui-ci avait retiré l'étude trafiquée 5 jours après sa publication, mais le mal était fait. Le ministre de la Santé ne revint jamais sur sa décision et l'emploi de l'hydroxychloroquine devait se faire discrètement, sous le manteau.

« Qu'est-ce que ça a à voir avec BlackRock ? » direz-vous. Si l'on est un peu soupçonneux, on investigate et on cherche qui décide réellement dans *Le Lancet* et qui a fait l'étude bidon. Dans le monde capitaliste, on sait que ceux qui décident vraiment en dernier ressort sont les détenteurs du capital. Or, il s'avère que BlackRock détient plus de 10% du capital de RELX (anciennement Elsevier) qui contrôle *Le Lancet*. Avec les autres géants de la gestion d'actifs américains, il a donc acquis une position de contrôle sur ce média scientifique. Or, il s'avère aussi que BlackRock est également le deuxième actionnaire de Pfizer, de Johnson & Johnson et de Merck MSD.

Avec cette mainmise sur les plus importantes multinationales pharmaceutiques, BlackRock est capable d'orienter les décisions prises par les directions des entreprises. On se demandait comment les relecteurs du *Lancet* avaient laissé passer un faux aussi

grossier, détruisant la crédibilité de Raoult et de sa médication alternative. Il est donc possible que ce soit BlackRock qui ait permis de publier une étude bidon qui a eu un résultat qui lui convenait : que les vaccins, produits par des entreprises dont il détenait des actions, soient restés les seuls en course pour être officiellement ceux qui pouvaient permettre de combattre la pandémie. Certains avancent même que le processus de validation du *Lancet* n'a pas failli. À ce stade de falsification, ce serait le contraire : il n'a pu qu'être élaboré spécifiquement pour faire passer ce bidonage.

Le même scénario s'est déroulé un peu plus tard. Cette fois c'est l'ivermectine qui remplace l'hydroxychloroquine dans le rôle de l'alternative au Covid-19. L'ivermectine est aujourd'hui le médicament le plus utilisé pour éliminer certaines parasitoses (gale). Son large spectre d'action (acaricide et insecticide) et sa haute efficacité à très faibles doses, sa persistance et faible toxicité pour les mammifères ont valu un prix Nobel à ses découvreurs. Au début 2021 de nombreuses études (73 selon les défenseurs de l'ivermectine²) affirment que cette molécule produite par Merck aurait des propriétés anti-Covid-19. Mais voilà que le « consensus scientifique » se met à découvrir des effets secondaires très nocifs pour les mammifères et l'environnement. Le 4 février 2021, malgré les études disant le contraire, Merck a publié un communiqué affirmant que son ivermectine ne permettait pas, à leur connaissance, de soigner le Covid. Il est rare qu'une entreprise fasse la contre-publicité visant une de ses productions. Le 31 mars 2021, l'OMS a aussi recommandé de ne pas utiliser l'ivermectine pour les malades du Covid-19, hors essais cliniques. L'ivermectine étant éliminée, les vaccins de Pfizer et Johnson & Johnson, beaucoup plus chers que l'ivermectine, restent la médication qu'ont privilégiée la plupart des États. Et derrière le voile soigneusement tiré, BlackRock pourrait bien être à la manœuvre. En influençant *Le Lancet* via son actionnaire majoritaire qu'est RELX, il pouvait discréditer les concurrents de ses vaccins qui ont ainsi été les seuls qu'ont achetés les États. Certes, l'on n'a aucune preuve de ces conflits d'intérêts. Il ne serait pas étonnant que BlackRock ait coordonné les affirmations selon lesquelles les vaccins seraient la seule manière de contrer le virus.

INFLUENCER LES POLITIQUES

Larry Fink, le PDG de BlackRock est, selon Denis Robert qui lui a consacré un livre, *Larry et moi*, comme l'homme le plus puissant de la planète avant Poutine, Xi Jinping ou Trump (le livre a été écrit avant la défaite de ce dernier à l'élection présidentielle américaine). Avec un salaire annuel de 25 millions de dollars, il n'est pas le CEO le plus rétribué, mais le plus influent.

Pour atteindre cet objectif, il doit évidemment fréquenter de très près les dirigeants politiques. C'est ainsi que Larry Fink a été un des premiers invités par le président Macron après son élection et est apparu au moins 7 fois aux côtés du président de la République française. Alors qu'il conseille une foule d'importantes sociétés privées, quel intérêt a-t-il à s'intéresser à la politique française ? En fait, BlackRock suit de près l'évolution des retraites en plein remaniement en France. La politique ne va pas jusqu'à mettre en cause le régime de retraite par répartition (les travailleurs d'aujourd'hui cotisent pour alimenter les pensions des travailleurs d'hier) et à le remplacer par le régime de capitalisation (chacun assure sa retraite en créant un capital, aidé par son employeur). S'il a adopté ce régime de retraite par capitalisation, le travailleur touchera (si les bourses ne s'écraient pas) un petit pactole lorsqu'il quittera son travail. C'est ce qui se passe aux États-Unis et cette réserve peut être placée dans les actifs, toujours croissants, de BlackRock. Or, la réforme de l'actuel gouvernement français rendra le montant de la pension beaucoup moins prévisible (système de la retraite à points dont la valeur peut changer selon la dynamique de l'économie française). Devant cette incertitude, un grand nombre de travailleurs seront poussés à se constituer un petit magot en parallèle à leurs retraites par répartition. Une telle évolution est évidemment un pas supplémentaire vers la privatisation des pensions, ce qui est un des objectifs des groupes qui, comme BlackRock, veulent privatiser une série de services publics. C'est aussi un des objectifs du *Great Reset*³, le programme néolibéral réformiste promu par Klaus Schwab, fondateur du Forum de Davos et Thierry Malleret, son actuel directeur. On peut penser que Larry Fink, si proche de celui qui décide de toutes les politiques françaises, a poussé dans la direction d'une fragilisation des retraites.

Albert, Ursula & Heiko

Les liaisons dangereuses entre la présidente de la Commission européenne et le PDG de Pfizer

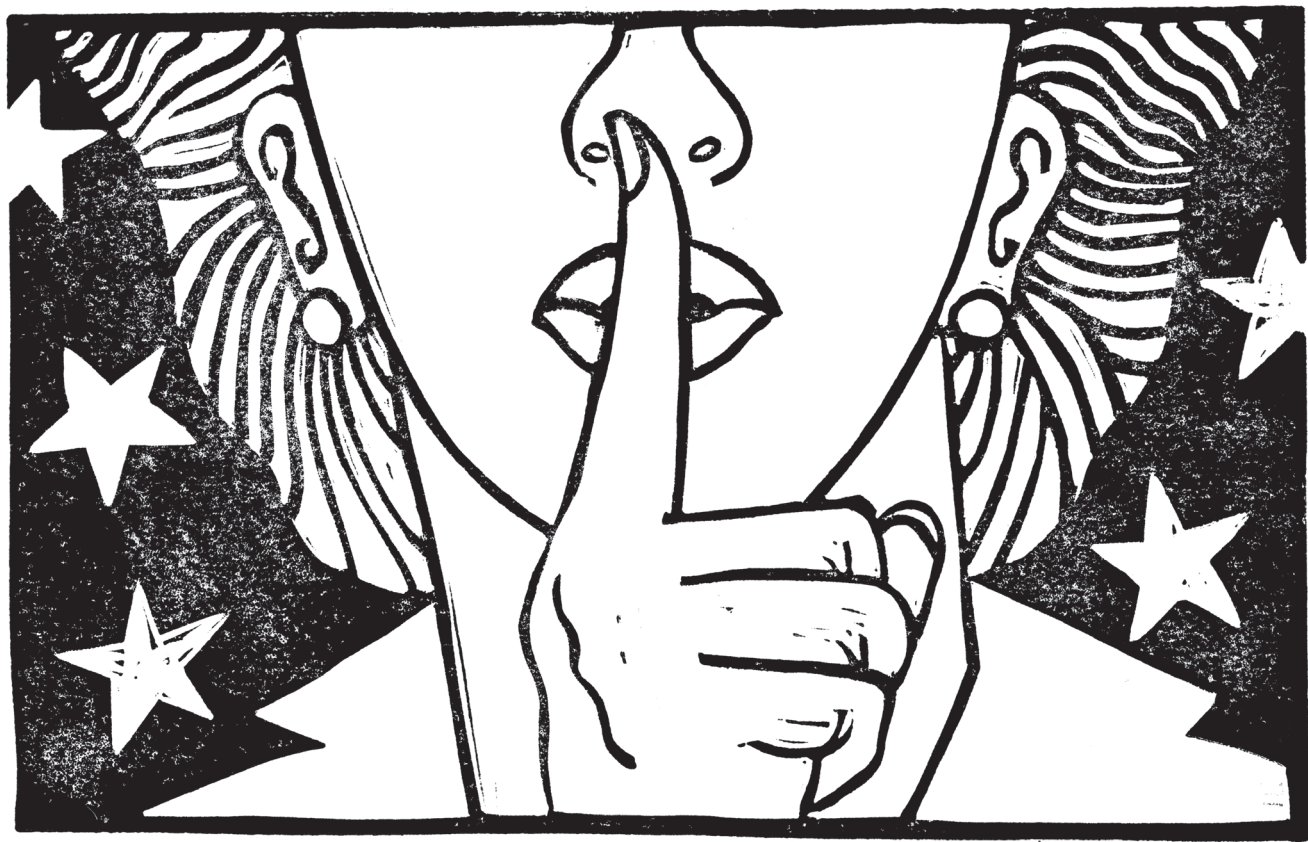


Illustration : Lara Pérez Duenas

En mars 1999, le comité d'experts indépendants constitué à la suite d'un vote du Parlement européen afin « d'examiner la façon dont la Commission décèle et traite les cas de fraude, de mauvaise gestion et de népotisme, en procédant notamment à un examen de fond des pratiques de la Commission en matière d'octroi de tous les contrats financiers » rendait son rapport¹. Il pointait du doigt l'octroi par la Commissaire Édith Cresson d'un contrat de travail de complaisance au bénéfice de son ami médecin pour un montant total d'environ 5,5 millions de francs belges, soit 137.500 euros. Deux jours après, la Commission Santer au grand complet démissionnait.

Autres temps, autres mœurs : en avril 2021, le *New York Times* a révélé qu'Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, négociait directement avec Albert Bourla, le PDG de Pfizer, au moyen d'appels téléphoniques et de textos². Et en effet, le mois suivant, la Commission annonçait la conclusion d'un méga-contrat avec l'alliance entre les sociétés allemande BioNTech et américaine Pfizer portant sur l'achat, entre fin 2021 et 2023, de 900 millions de doses du vaccin, avec une option pour 900 millions de doses supplémentaires. À ce jour, la Commission européenne a signé des contrats avec sept laboratoires ou groupes pharmaceutiques pour un total de 4,575 milliards de doses potentielles, soit dix doses par habitant, tous âges confondus³. Le contrat Pfizer/BioNTech de mai 2021 s'élève à 35 milliards d'euros. Comparé aux contrats de l'automne précédent, le prix de la dose a augmenté de 15,50 à 19,50 euros. Au regard du nombre faramineux de 1,8 milliards de doses commandées et des rabais et économies d'échelle qui devraient normalement en découler, un tel résultat surprend.

Les chiffres donnent le tournis, et il est utile de comparer le montant du contrat négocié par la Commission européenne (35 milliards d'euros) avec l'explosion du chiffre d'affaires (81,3 milliards de dollars) et des bénéfices déclarés par Pfizer (22 milliards de dollars) pour l'exercice 2021. Comme l'illustre bien le tableau réalisé par le site « statista » à partir des résultats annuels publiés par Pfizer le 8 février 2022, ces résultats sont en augmentation spectaculaire par rapport aux années précédentes. De plus, 36 milliards de l'ensemble du chiffre d'affaires a été réalisé grâce aux traitements contre le covid. En résumé, c'est le contribuable européen qui finance l'essentiel des bénéfices des actionnaires et des dirigeants de Pfizer (ainsi que, dans une moindre mesure, de son partenaire « junior » BioNTech).

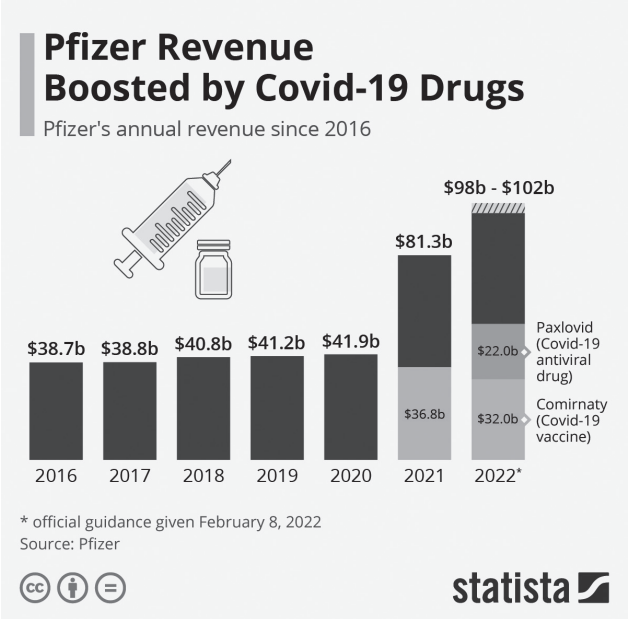


Tableau réalisé par le site « statista » à partir des résultats annuels publiés par Pfizer le 8 février 2022⁴

De tels bénéfices représentent sept fois le déficit du programme « Covax » le quel, piloté par le Gavi⁵, est censé étendre la vaccination anti-covid à l'ensemble de la planète. Selon une enquête du quotidien britannique *The Independent*, si Pfizer a cédé ses doses au « prix coûtant » de 5,90 euros aux pays de l'Union africaine, leur prix de revient réel pourrait en fait ne pas dépasser les 90 centimes d'euros⁶. À supposer même que le prix de revient soit réellement de 5,90 euros, il semble difficile de justifier la marge de 13,60 euros par rapport au prix de vente de 19,50 euros. Cette marge bénéficiaire ahurissante de 230% pour le seul méga-contrat de mai 2021 permet de réaliser un bénéfice net de 24,48 milliards d'euros sur le dos du contribuable européen.

Comme pour les contrats précédents, en dépit de multiples demandes, la Commission européenne s'est réfugiée derrière un prétendu « secret des affaires » pour refuser de publier ce contrat autrement que dans une version largement caviardée⁷. Même la Commission de contrôle budgétaire du Parlement européen n'a pas pu prendre connaissance de leur version originale, rendant ainsi impossible tout contrôle effectif. Ceci est une violation flagrante de l'esprit et de la lettre du devoir de contrôle du budget européen par le Parlement, la seule institution européenne

directement élue et dont les députés sont censés représenter les citoyens.

Normalement, les négociations auraient dû être menées par une équipe dirigée par la Commissaire à la santé Stella Kyriakides. Intrigué par les méthodes peu orthodoxes révélées par le *New York Times*, un journaliste autrichien a interrogé la Commission sur le contenu des messages échangés entre la présidente von der Leyen et le PDG Bourla. Ce faisant, Alexander Fanta s'est appuyé sur un règlement européen de 2001 par lequel tout citoyen européen doit pouvoir accéder à l'information de la manière « la plus large possible ». Pourtant, en réponse à sa demande, seule une poignée de documents déjà publiés lui a été transmise. Fanta a alors saisi Emily O'Reilly, médiatrice de l'Union européenne, laquelle, après avoir mené son enquête interne, s'est prononcée sur ce cas en janvier 2022⁸. Rompant avec le ton habituellement feutré des communications officielles, l'ancienne journaliste irlandaise y critique de manière très vive la manière dont la demande d'accès aux textos de la présidente de la Commission européenne a été traitée. Elle estime qu'il s'agit là d'un cas de « mauvaise administration » et déclare : « Si tous les textos ne doivent pas être nécessairement enregistrés, ceux qui relèvent clairement de la législation de l'UE en matière de transparence et dont la pertinence est incontestable devraient l'être. Il n'est pas envisageable d'affirmer le contraire (...). C'est le contenu du document qui importe et non le support ou la forme. Si les textos concernent des politiques et des décisions de l'UE, ils doivent être traités comme des documents de l'UE. » La médiatrice a prié la Commission de lui fournir une réponse détaillée d'ici le 26 avril 2022.

Nul doute que, soucieuse de respecter les formes, la Commission apporte une réponse officielle à la date impartie. Toutefois, la médiatrice ne peut émettre que des recommandations et n'exerce aucun pouvoir direct. Or, à défaut d'une pression politique, médiatique ou citoyenne soutenue, il y a fort à parier que la Commission campera sur sa ligne générale de considérer les textos comme des « documents éphémères » (sic) lesquels ne contiendraient pas, « par principe (re-sic), d'information importante concernant une matière relative aux politiques, activités et décisions de la Commission »⁹.

Au-delà de cette obstruction de principe, il apparaît nécessaire de se pencher sur le cas de la présidente von der Leyen. Comme ses prédécesseurs, celle-ci entretient des relations de grande proximité avec le milieu des affaires. Outre le cas emblématique de Jacques Santer et Jean-Claude Juncker, anciens premiers ministres du paradis fiscal luxembourgeois, célèbre pour ses res-

crits fiscaux en faveur des multinationales¹⁰, on se souviendra que Romano Prodi fit partie du comité directeur du groupe Bilderberg et que José Manuel Barroso fut embauché par la banque d'affaires américaine Goldman Sachs peu après ses dix ans à la tête de l'exécutif européen. Notons encore que le même Barroso a été nommé en septembre 2020 président du Conseil d'administration de Gavi, lequel rassemble dans une « Alliance du Vaccin » des partenaires tels que l'OMS, la Banque mondiale, la Fondation Bill & Melinda Gates et les principales multinationales pharmaceutiques.

Les liens étroits entre Ursula von der Leyen et des groupes d'intérêts privés ont éclaté au grand jour lorsqu'elle était ministre de la Défense dans le gouvernement d'Angela Merkel. Ayant nommé au poste de secrétaire d'État en charge de l'armement Katrin Suder, l'ancienne dirigeante de la filiale allemande du cabinet McKinsey, elle avait recouru sans appel d'offres aux services de cabinets de consultants, dont McKinsey, pour un total de 200 millions d'euros en trois ans. Alerté par la Cour des comptes, le Bundestag avait constitué une commission d'enquête parlementaire, laquelle avait obtenu la saisie des deux téléphones portables professionnels de la ministre. Hélas, leurs mémoires avaient été « malencontreusement » effacées. Ursula von der Leyen avait tenté de rassurer les députés de la commission en leur affirmant qu'ils ne comportaient « *aucun message important* » (sic). Bref, le caractère « éphémère » de ses textos semble établi de longue date !

La presse allemande a relevé le fait que David von der Leyen, l'un des fils de la présidente de la Commission, a travaillé pour McKinsey entre 2015 et 2019, c'est-à-dire à l'époque où sa mère était ministre de la Défense et avait engagé Katrin Suder comme secrétaire d'État. Avec un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards de dollars – selon l'estimation de Forbes – présent dans 65 pays, le rôle de poids lourd de ce cabinet, qui vend ou « offre » ses conseils tant au secteur privé qu'au secteur public, s'est avéré déterminant dans la gestion de la pandémie de covid. C'est ainsi qu'en Belgique, comme en France et dans nombre de pays occidentaux, les ministères de la Santé ont recouru à ses services pour contribuer à définir et mettre en œuvre leurs stratégies vaccinales. Pour reprendre le titre d'un ouvrage récent consacré à ce sujet¹¹, on peut à cet égard parler d'une véritable « infiltration » des administrations publiques. Rendues publiques le 17 mars 2022, les conclusions des travaux de la commission d'enquête du Sénat français sur l'influence des cabinets de conseil sur les politiques publiques sont cinglantes : elles dénoncent sans ambages un « *phénomène tentaculaire et opaque* » s'étendant à « *des pans entiers des politiques publiques* », et influençant, de manière toujours aussi opaque, des décisions qui sont du ressort du politique¹². On notera aussi que plusieurs dirigeants de McKinsey France ont conseillé, à titre gracieux, le candidat Emmanuel Macron pour « pousser » sa campagne électorale présidentielle de 2017¹³.

LA FIRME

Un tel phénomène ne concerne pas seulement les administrations nationales, mais s'observe aussi au niveau européen. Dès mars 2020, McKinsey avait écrit à la Commissaire Kyriakides pour lui proposer « *d'envoyer une équipe bénévole sur la réponse à la crise au sein de la structure pertinente des institutions de l'Union européenne* ». Tout en continuant à conseiller ses clients de Big Pharma, McKinsey pourrait ainsi accéder au cœur du processus de coordination des politiques européennes, le tout dans une grande opacité, puisque le fait d'offrir ses services à titre gracieux lui permettait d'éviter tout appel d'offres public. Et de fait, la Commission a refusé de communiquer la plupart des documents relatifs aux activités 'pro bono' de McKinsey¹⁴.

La « générosité » de McKinsey à l'égard de la Commission européenne est piquante lorsque l'on sait que le même cabinet s'est

illustré en incitant plusieurs groupes pharmaceutiques à « pousser » leurs médicaments antidouleurs, notamment en augmentant le dosage de ces produits opioïdes, ce qui a contribué à créer une accoutumance dramatique pour des millions d'Américains. Pour obtenir l'abandon des poursuites judiciaires, McKinsey s'est vu contraint, en février 2021, de verser 5% de son chiffre d'affaires, soit plus de 570 millions de dollars, en guise de réparation pour les vies détruites. Par ailleurs, en novembre 2021, une filiale de McKinsey a payé une amende de 18 millions de dollars à l'autorité américaine de contrôle des marchés financiers dans le cadre d'une affaire de délit d'initié.

Surnommé « la Firme » par ses propres dirigeants et employés, le cabinet McKinsey mène une politique de réseautage et d'influence qui n'est pas sans rappeler certaines pratiques mafieuses une analogie qui ne saurait être jugée diffamatoire compte tenu des révélations de certaines de ses pratiques par la justice américaine. Tout à la fois cabinet de conseil et fonds d'investissement, au confluent des mondes de la politique, de l'administration et des affaires, la 'Firme' est très efficace dans sa capacité à animer des réseaux et à nouer des intérêts croisés, tant à l'échelle nationale qu'européenne et internationale. Parmi ses techniques d'influence, le cas de David von der Leyen n'est pas unique, car McKinsey ne rechigne pas à embaucher d'autres rejets de dirigeants politiques. Ainsi de Victor Fabius, fils de l'ancien premier ministre français et actuel président du Conseil constitutionnel. On se souviendra que celui-ci avait avalisé, à la grande surprise et à la non moins grande fureur des défenseurs des libertés publiques, la majeure partie des dispositifs du « pass vaccinal » imposé par Macron. En bref, McKinsey joue dans la plupart des pays occidentaux un rôle clé dans de multiples dossiers commerciaux, dont la campagne vaccinale anti-covid.

Dans la famille von der Leyen, outre le fils David « McKinsey », il faut compter avec le mari Heiko « Orgenesis ». Selon une enquête approfondie menée par le journaliste roumain Adrian Onciu¹⁵, le Dr. Heiko von der Leyen, époux de la présidente de la Commission européenne, qui dirigeait jusqu'alors une clinique à Hanovre a été recruté en décembre 2020 comme « *Medical Director* » de la société pharmaceutique Orgenesis dont le siège est situé dans l'État de New York, tout comme celui de Pfizer. Selon Adrian Onciu, en traversant l'Atlantique depuis Hanovre jusqu'à New York, son salaire annuel aurait grimpé de quelque 300.000 euros à plus d'un million de dollars, selon le barème américain habituel pour ce genre de postes. Onciu estime qu'il convient sans doute d'y ajouter d'éventuelles « primes de performance » ou autres bonus redistribués aux cadres dirigeants lorsque les affaires sont bonnes. Or, en cette période de pandémie, les affaires battent leur plein. Orgenesis est une société de biotechnologie qui développe des thérapies cellulaires et géniques utilisant la technologie de l'ARN messenger. En mai 2020, la société annonce le lancement de sa nouvelle plate-forme vaccinale ciblant le virus du covid¹⁶. Lorsque le Dr. von der Leyen rejoint le conseil d'administration de la société Orgenesis, la Commission européenne vient de conclure, entre août et novembre 2020, une batterie de contrats avec des compagnies pharmaceutiques, dont deux avec Pfizer/BioNTech¹⁷. Or, Orgenesis entretient des relations étroites avec Pfizer, tant pour les thérapies génétiques fondées sur l'ARN messenger que par les participations croisées de leurs actionnariats respectifs, au premier rang desquels figure le fonds d'investissement Vanguard, ce dernier contrôle aussi, depuis mars 2021, BlackRock, un autre fonds d'investissement géant, dont plusieurs enquêtes ont démontré le travail d'influence systémique, non seulement auprès des investisseurs que des dirigeants et des actionnaires du secteur privé, mais aussi des décideurs politiques¹⁸. Accélérés lors de la pandémie, ces intérêts croisés s'inscrivent sur un fond d'affairisme et de collusions d'intérêts épinglés à maintes reprises par la justice américaine. Au fil des ans, 40 cas d'inconduite ont été portés devant les tribunaux contre Pfizer, qui a acquitté un total de 6,171 milliards de dollars d'amendes, avec 6 cas toujours

en cours d'examen¹⁹. Anecdote révélatrice des collusions entre le monde politique et Pfizer, l'ancien ministre français Jérôme Cahuzac a déclaré lors de son procès que le compte illégal qu'il avait ouvert en Suisse avait été alimenté par des fonds versés par cette compagnie pharmaceutique.

Avec un tel passif, il est indispensable, non seulement de publier tous les textos et échanges entre la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et Albert Bourla, mais aussi de dévoiler le montant total des émoluments, bonus et avantages divers perçus par son mari Heiko depuis son recrutement par la société Orgenesis. En 1999, la Commission Santer avait dû démissionner en raison d'un contrat de travail de complaisance.

Souvenons-nous que, dans l'architecture institutionnelle européenne, la Commission est censée être, non pas le porteur d'eau de groupes d'influence et d'intérêts privés, mais bien la gardienne des Traités, garante de l'État de droit et de l'intérêt général des citoyens européens. À ce titre, elle doit faire preuve d'une probité exemplaire. De ce fait, est-il pensable que la présidente von der Leyen et la Commission européenne dans son ensemble puisse éviter de rendre des comptes exhaustifs sur des contrats portant sur des dizaines de milliards d'argent public passés avec une multinationale à la réputation commerciale sulfureuse ? Comme nous le rappelle Michel Audiard, « *la justice, c'est comme la Sainte Vierge. Si elle n'apparaît pas de temps en temps, forcément, le doute s'installe* ».

S. Kimo

- https://www.europarl.europa.eu/experts/report1_fr.htm
- <https://www.nytimes.com/2021/04/28/world/europe/european-union-pfizer-von-der-leyen-coronavirus-vaccine.html>
- <https://www.touteleurope.eu/societe/vaccins-contre-le-covid-19-comment-l-ue-et-les-laboratoires-negocient-ils/> - Pour mémoire, l'Union européenne compte 447 millions d'habitants
- <https://www.statista.com/chart/25434/pfizer-annual-revenue/>
- Alliance pour le vaccin – cf. infra
- <https://www.independent.co.uk/news/health/pfizer-vaccine-sales-cost-covax-doses-b2009234.html>
- Suite aux nombreuses demandes de parlementaires européens et d'ONG, la Commission européenne s'est résolue à publier les versions largement caviardées de tous ces contrats : https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response/public-health/eu-vaccines-strategy_fr
- La Médiatrice critique la manière dont la demande d'accès aux textos de la présidente de la Commission européenne a été traitée | Communiqué de presse | Médiateur européen (europa.eu)
- Citation extraite d'un article consacré par Médiapart à cette affaire : <https://www.mediapart.fr/journal/international/020222/malgre-les-pressions-la-presidente-de-la-commission-toujours-aussi-opaque-sur-ses-negociations-avec>
- https://www.lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2021/07/01/luxletters-la-nouvelle-astuce-pour-contourner-la-transparence-fiscale-aux-luxembourg_6086592_4862750.html
- Les Infiltrés - Comment les cabinets de conseil ont pris le contrôle de l'État*, Mathieu Aron et Caroline Michel-Aguirre, Allary Editions.
- <https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/un-phenomene-tentaculaire-opaque-le-rapport-au-vitriol-du-senat-sur-le-recours>
- https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/covid-19-on-vous-resume-la-polemique-autour-de-mckinsey-le-cabinet-qui-conseille-le-gouvernement-sur-la-strategie-vaccinale_4291131.html
- Voir à cet égard l'article très détaillé de Charles-Maxence Layet intitulé « Profits outranciers, manigances et délits d'initiés : l'emprise mondiale du cabinet McKinsey », paru dans le n°138, janvier-février 2022, du magazine Nexus
- Traduite et publiée sur le site agoravox : <https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/ursula-von-der-liar-et-ses-237592>
- https://www.manufacturingchemist.com/news/article_page/Orgenesis_launches_cell-based_vaccine_platform_targeting_SARS-CoV-2/165088
- <https://www.globenewswire.com/en/news-release/2020/05/13/2032931/24226/en/Orgenesis-Announces-Cell-Based-Vaccine-Platform-Targeting-Covid-19-and-other-Existing-and-Emerging-Viral-Diseases.html>
- Cf. « Larry et moi - Comment BlackRock nous aime, nous surveille et nous détruit », Denis Robert octobre 2020
- Voir par exemple : <https://www.france24.com/fr/20090903-le-laboratoire-pfizer-ecope-dune-amende-23-C2%A0milliards-dollars-ou-encore> : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Pfizer>

→ suite de la page 9

Autre événement critiqué par le groupe des Verts au parlement européen : le choix par la Commission de prendre BlackRock comme consultant dans les orientations des investissements faits par cette même Commission. Les contestataires y voient un conflit d'intérêts et craignent l'influence que BlackRock aurait sur un volet de la politique européenne. En tout cas, c'est l'arrivée d'un lobby très puissant au cœur même de la « Commission géopolitique » européenne. L'attribution du marché a été réalisée selon les règles, mais alors qu'on estimait le marché à plus de 500.000€, BlackRock a fait une offre à 280.000€ qui a été retenue. Certains considèrent que c'est un *dumping*, une offre déficitaire, mais qui permet de rentrer au cœur de l'enceinte européenne.

Enfin, on ajoutera l'éviction du patron charismatique de Danone, Emmanuel Faber. Celui-ci avait le défaut (selon les actionnaires, dont BlackRock) d'avoir une politique engagée, avec des accents

écologistes et sociaux. Cela n'a pas plu aux véritables décisionnaires, les actionnaires de Danone, qui voulaient plus de profits et pas de politique progressiste. Ils ont donc débarqué Faber.

BlackRock, qui dispose d'actifs au montant supérieur au budget des États-Unis ou de la Chine, est donc un acteur qui développe la mutation vers encore plus de néolibéralisme. La « *Grande réinitialisation* » prétend vouloir « *privilégier un capitalisme responsable qui s'attaque à deux défis majeurs que sont l'écart grandissant entre les riches et les pauvres, et la crise climatique* ». Mais quand on voit les pratiques concrètes de ces acteurs majeurs du capitalisme réel, on a le droit de se demander si les grandes déclarations des « élites » qui se réunissent à Davos ne sont pas que de la poudre aux yeux.

Alain Adriaens

- Chiffres récents dévoilés par *L'investisseur sans costume*, un blog assez alternatif dans lequel j'ai puisé beaucoup des données utilisées dans cet article.
- L'ivermectine est un vermifuge utilisé contre les nématodes gastro-intestinaux, en élevage ainsi qu'en médecine humaine contre certaines parasitoses (gale). Son large spectre d'action, sa haute efficacité à très faibles doses, sa persistance et faible toxicité pour les mammifères ont valu un prix Nobel à ses découvreurs.
- The Reat Reset*, « La grande réinitialisation » est un programme qui, théoriquement, voudrait sauver le capitalisme en acceptant des réformes qui ont pour but de rendre l'économie plus durable, notamment en introduisant des politiques favorables à l'environnement et en réduisant les actuels déséquilibres de la répartition des richesses, parce que des tensions sociales risquent d'augmenter et sont toujours défavorables pour les affaires.

→ suite de la page 2

2.000 dernières années. Selon toute vraisemblance, à moins que la pandémie n'évolue de manière imprévue, les conséquences de la Covid-19 en termes de santé et de mortalité seront légères par rapport aux pandémies précédentes. Fin juin 2020 (alors que l'épidémie fait toujours rage en Amérique latine, en Asie du Sud et dans une grande partie des États-Unis), la Covid-19 a tué moins de 0,006% de la population mondiale. Pour replacer ce chiffre bas dans son contexte en termes de mortalité, la grippe espagnole a tué 2,7% de la population dumonde ».

Il fallait donc jouer sur l'équivoque, l'alimenter, ils ne savaient pas mais ont choisi la voix du pire : « Le degré élevé d'incertitude qui entoure actuellement la Covid-19 rend incroyablement difficile l'évaluation précise du risque qu'elle représente » ; « Depuis le début de la pandémie, nous avons été bombardés quotidiennement par un flux incessant de données mais, en juin 2020, soit environ six mois après le début de l'épidémie, nos connaissances sont encore très incomplètes et, par conséquent, nous ne savons pas encore vraiment à quel point la Covid-19 est dangereuse. » Plutôt que de relativiser la maladie, ils ont mis en place tous les ingrédients pour la rendre terrible. De fait, « les "mesures sanitaires" imposées depuis 18 mois sont radicalement contraires à ce que l'on savait devoir mettre en œuvre pour gérer efficacement une épidémie ». Ils n'auraient jamais dû perturber le fonctionnement social normal et auraient dû mettre en place une politique de santé publique forte⁴.

PANDÉMIE ET NOUVEL ORDRE MONDIAL

« Les réponses d'urgence économique à la pandémie étant désormais en place, il est possible de saisir l'occasion de procéder au type de changements institutionnels et de choix politiques qui placeront les économies sur une nouvelle voie »⁵.

Seule une pandémie pouvait assurer la gestion globale de tous les pays comme une seule et même grande entreprise et permettre la mise en place du gouvernement mondial propre au Nouvel Ordre : "Les 7 milliards de personnes qui vivent sur notre planète ne vivent plus dans une centaine de bateaux distincts [pays] ; elles vivent dans 193 cabines à bord du même bateau. " Klaus Schwab citant Kishore Mahbubani, un universitaire et ancien diplomate de Singapour. Selon ses propres termes, il s'agit de l'une des plus

grandes transformations jamais réalisées. En 2020, il a approfondi cette métaphore dans le contexte de la pandémie en écrivant : « Si nous sommes aujourd'hui 7,5 milliards de personnes les unes sur les autres sur un bateau de croisière infecté par le virus, est-il logique de nettoyer et de récurer uniquement nos cabines personnelles tout en ignorant les couloirs et les conduites d'aération extérieures, par lesquels le virus voyage ? La réponse est clairement non. Pourtant, c'est ce que nous avons fait... Puisque nous sommes maintenant dans le même bateau, l'humanité doit prendre soin du bateau mondial dans son ensemble. »

Dans Covid-19 : La grande réinitialisation, ils feignent de s'étonner des horreurs que ce monde a créées, comme s'il avait fallu le Covid pour les révéler : « Le premier effet de la pandémie a été d'amplifier l'enjeu gargantuesque de l'injustice sociale en mettant en lumière les disparités choquantes entre les degrés de risque auxquels sont exposées les différentes classes sociales. » Alors que ce sont les politiques que le FEM préconise qui ont fait ce monde : « Dans un revirement surprenant et soudain, l'idée, qui aurait été un anathème il y a encore quelques années, selon laquelle les gouvernements peuvent promouvoir le bien public tandis que des économies à la dérive, sans supervision peuvent faire des ravages sur le bien-être social, pourrait maintenant devenir la norme. Sur le cadran qui mesure le continuum entre le gouvernement et les marchés, l'aiguille s'est sans aucun doute déplacée vers la gauche. » Nous avons désormais atteint l'ère de symbiose parfaite entre le capitalisme et le communisme. Les structures gouvernementales ont été les courroies de transmission permettant la mise en place d'un Nouvel ordre mondial, elles leur étaient indispensables : « Seuls les gouvernements avaient le pouvoir, la capacité et la portée nécessaires pour prendre de telles décisions, sans lesquelles une calamité économique et un effondrement social complet auraient prévalu. » Le 21 mars 2022, le Think Tank Business Roundtable (Apple, Visa, General Motors, JPMorgan, Walmart, United Airlines, Paypal, American Express, Alphabet, Amazon, Blackrock, BP, Boston Consulting Group...), recevait Joe Biden, limpide sur ses objectifs : « C'est maintenant que les choses changent. Il va y avoir un nouvel ordre mondial et nous devons le diriger. Et nous devons unir le reste du monde libre pour le faire. »

On pouvait croire qu'ils allaient s'attaquer aux paradis fiscaux et à la criminalité financière... Nullement. La politique Covid-19 a enrichi comme jamais les plus grandes multinationales, favorisé les banquiers, approfondi les inégalités et la misère. Alors que la mondialisation de l'ère pré-covid était responsable de millions de morts et du creusement des inégalités, TGR nous récite la fable du « c'était bien avant, ce sera encore mieux après », hors des « ravages » qu'il évoque : « La mondialisation (...) a sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté ».

COVID ET CLIMAT

Objet d'une simulation quelques mois avant sa mise en place dans le réel (Z event 2021⁶), l'événement Covid-19 était aussi l'élément parfait pour concentrer l'ensemble des « luttes » et assurer la pérennité de la soumission des masses : « La Covid-19 nous a rappelé que les plus grands problèmes auxquels nous sommes confrontés sont de nature mondiale. Qu'il s'agisse de pandémies, de changement climatique, de terrorisme ou de commerce international, ce sont tous des problèmes mondiaux que nous ne pouvons aborder, et dont les risques ne peuvent être atténués, que de manière collective. » (...) « À première vue, la pandémie et l'environnement pourraient passer pour des cousins éloignés ; mais ils sont bien plus proches et imbriqués que nous le pensons »... ce qui permet de comprendre pourquoi dès le début les institutions européennes ont parlé de Green Pass ; on passera du Covid au climat par « contagion comportementale », même si ce ne sont là que des postures, du business as usual, une « opportunité considérable » maquillée en « nécessité impérieuse ». Le Nouvel Ordre Mondial se fera avec l'OMS en tête de gondole, « la seule organisation capable de coordonner une réponse mondiale à la pandémie », comme le dit Bill Gates, cité dans l'ouvrage : « Leur travail ralentit la propagation de la Covid-19 et si ce travail est arrêté, aucune autre organisation ne pourra les remplacer. Le monde a plus que jamais besoin de @WHO. » En somme, l'échec, pris en exemple, ainsi qu'une incapacité stratégique, serviront à justifier la fin complète de ce qu'il demeurerait de souveraineté nationale. Ils ont d'ailleurs prévu de « sacrifier » politiquement les responsables politiques de l'ère Covid, ce qui justifiera le transfert de pouvoir vers des acteurs supranationaux comme l'OMS, et ils espèrent que le peuple le demande : « C'est précisément cet échec de la gouvernance mondiale que nous dépeint la Covid-19. » Et les auteurs de conditionner le « redémarrage⁷ » à cette coopération internationale.

L'heure de l'hyperconnectivité aura permis le scénario Covid-19 : « Plus de la moitié (52 %) de la population mondiale est aujourd'hui connectée, contre moins de 8 % il y a 20 ans ; en 2019, plus de 1,5 milliard de smartphones – symbole et vecteur de vitesse qui

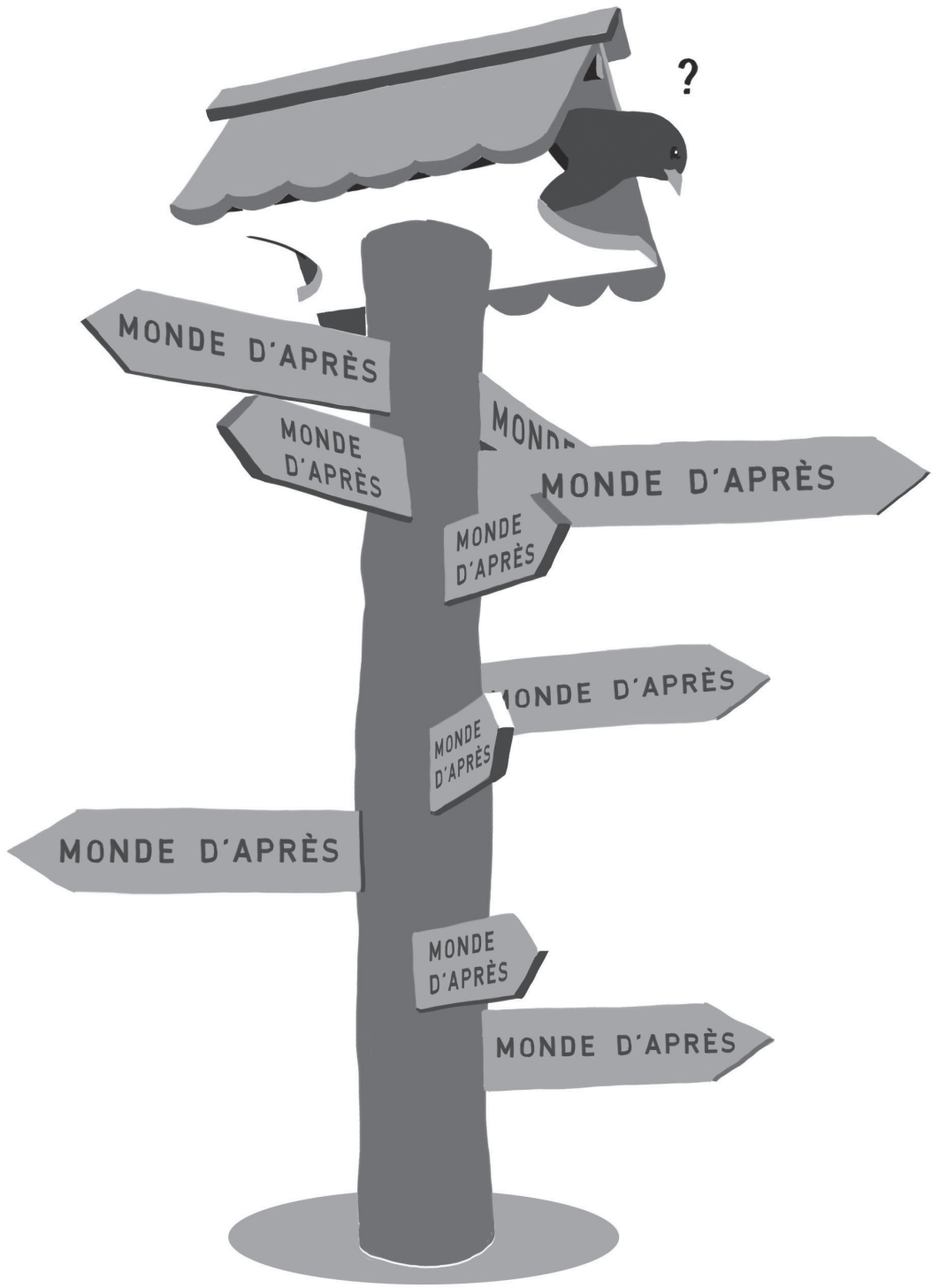


Illustration : Philippe Debonnie

nous permet d'être joignables partout et à tout moment - ont été vendus dans le monde. L'Internet des objets (IoT) relie aujourd'hui 22 milliards d'appareils en temps réel, allant des voitures aux lits d'hôpitaux, des réseaux électriques aux pompes des stations d'eau, en passant par les fours de cuisine et les systèmes d'irrigation agricole. Ce nombre devrait atteindre 50 milliards ou plus en 2030. » Les auteurs poussent la comparaison de la rapidité de déploiement de ces avancées technologiques avec celle du Covid, comme si celui-ci était aussi un produit du système : « Rien n'illustre de façon aussi frappante cette situation que la vitesse fulgurante à laquelle la Covid-19 a progressé en mars 2020. En moins d'un mois, suite au maelström provoqué par la vitesse vertigineuse à laquelle la pandémie a englouti la plus grande partie du monde, il semble qu'une toute nouvelle ère ait commencé à se dessiner. » La perfidie est poussée au point de montrer ses cartes, sans vergogne : « les choses ont tendance à changer progressivement au début, puis d'un seul coup. Attendez-vous à la même chose pour la réinitialisation "macro". » Prévenus à temps, les cobayes de cette ingénierie sociale planétaire auraient certainement refusé le menu du monde qu'on leur présentait, mais la progressivité propre à la manipulation des masses a tétanisé les foules, prêtes à suivre leur bourreau-sauveur.

L'écriture de cet ouvrage trois mois à peine après le début de la pandémie, d'une clarté étonnante, démontre que l'événement Covid-19 s'intègre à un système, prend corps et l'accompagne. Il fait plus qu'esquisser la nécessité que les gens obéissent à de nouvelles règles et comportements, et indique l'essentiel qu'est la mise en place d'une toile d'araignée mondiale de contrôle, capable d'assurer l'obéissance indispensable à la poursuite du projet, maquillée sous des prétextes sanitaires. « Une pandémie est un système adaptatif complexe fait de nombreuses composantes ou informations différentes (...) Pour cette raison, elle peut et doit être considérée comme un "réseau vivant" qui s'adapte aux conditions changeantes (...) La gestion (le confinement, dans ce cas particulier) d'un système adaptatif complexe exige une collaboration continue en temps réel (...) Pour donner un exemple général et trop simplifié, l'endiguement de la pandémie de coronavirus nécessitera un réseau de surveillance mondial capable d'identifier les nouveaux foyers dès leur apparition (...) Elle accentuera également l'un des plus grands défis sociétaux et individuels concernés par la technologie : la vie privée. Nous verrons comment le traçage de contacts a une capacité inégale et une place quasi essentielle dans l'arsenal nécessaire pour combattre la Covid-19, tout en étant capable de devenir un outil de surveillance de masse. » (...) « La pandémie pourrait ouvrir une ère de surveillance sanitaire active rendue possible par les smartphones à détection de localisation, les caméras de reconnaissance faciale et d'autres technologies qui identifient les sources d'infection et suivent la propagation d'une maladie en temps quasi réel. »

Ils savaient déjà avant le Covid qu'une crise économique sans précédent se profilait : « La catastrophe économique mondiale à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui est la plus grave enregistrée depuis 1945 ; en termes de vitesse pure, elle est sans précédent dans l'histoire. Bien qu'elle ne soit pas à la hauteur des calamités et du désespoir économique absolu que les sociétés ont connus dans le passé, elle présente des caractéristiques significatives d'une similarité troublante ». Cette « similarité troublante », bien que Covid-19 soit « l'épidémie la moins meurtrière de l'histoire », a permis de mettre en place une forme de démission contrôlée : « L'histoire montre que les épidémies ont été à l'origine des grandes réinitialisations de l'économie et du tissu social des pays. Pourquoi en serait-il autrement avec la Covid-19 ? », et « d'accompagner » l'effondrement économique : « La Covid-19 a provoqué une crise de l'offre et de la demande qui a conduit à la plus forte chute de l'économie mondiale enregistrée en plus de 100 ans. Comme l'a prévenu l'économiste Kenneth Rogoff en parlant de la pandémie : "Tout dépend du temps que cela prendra, mais si elle dure longtemps, ce sera certainement la mère de toutes les crises financières". » On allait donc pouvoir par un tour de prestidigitation faire croire que Covid-19 était à l'origine de la crise financière.

Il fallait organiser l'ignorance, que nous n'apprenions rien et que les questions se multiplient, laissant ceux qui voulaient dire autre chose et nous rassurer dans l'impossibilité de le faire. Le poulain de Bill Gates, Peter Piot, cité dans l'ouvrage comme « l'un des plus grands virologues du monde », ne dira rien d'autre : « Plus nous en apprenons sur le coronavirus, plus les questions se multiplient. »

Dès le début, malgré toutes leurs « incertitudes », les « décideurs » ne doutèrent pas un seul instant sur l'unique remède à apporter au mal : « Le prochain obstacle est le défi politique consistant à vacciner suffisamment de personnes dans le monde (collectivement, nous sommes aussi forts que le maillon le plus faible) avec un taux de conformité suffisamment élevé malgré la montée des anti-vaccins. »

CE QUE LE COVID PERMET...

« La plupart des gens, craignant le danger que représente la Covid-19, se poseront la question : N'est-il pas insensé de ne pas exploiter la puissance de la technologie comme moyen de nous aider alors que nous sommes victimes d'une épidémie et confrontés à une question de vie ou de mort? Ils seront alors prêts à renoncer à une grande partie de leur vie privée et conviendront que, dans de telles circonstances, la puissance publique peut légitimement passer outre les droits individuels »

« Avec la pandémie, la “transformation numérique” à laquelle tant d'analystes font référence depuis des années, sans savoir exactement ce qu'elle signifie, a trouvé son catalyseur »

Conséquences inévitables ou heureuses aubaines, il est difficile d'établir la distinction lorsque nos deux auteurs décrivent les effets post-Covid. Il est évident qu'ils savent qu'il faudra passer par une « destruction créatrice » pour mener à bien la grande transition (ou Great Reset). Car les deux se conjuguent subséquemment : quand on détruit, on érige le nouveau. Du chaos maîtrisé, de la poussière, se construit leur meilleur des mondes.

La thérapie de choc du Covid-19 aura en effet permis de mettre en place ou d'accélérer d'opportuns « investissements stratégiques » et « d'emprunter le TGV numérique »⁸ tant attendu : « En l'espace d'un mois seulement, il est apparu que de nombreuses entreprises ont fait un bond de plusieurs années en avant en termes d'adoption de technologies. Cette avancée fut bien accueillie par les adeptes du numérique, mais beaucoup moins par les autres (parfois de façon catastrophique). Satya Nadella, directeur général de Microsoft, a observé que les exigences de distanciation sociale et physique ont créé un monde du “tout à distance”, avançant de deux ans l'adoption d'un large éventail de technologies, tandis que Sundar Pichai, PDG de Google, s'est émerveillé du bond impressionnant de l'activité numérique, prévoyant un effet “significatif et durable” sur des secteurs aussi différents que le travail, l'éducation, le shopping, la médecine et les loisirs en ligne. »

Alors que le confinement et la « distanciation sociale » favorisaient la numérisation et les relations virtuelles, les multinationales pharmaceutiques s'affairaient à préparer un produit fausement appelé « vaccin » dans la plus grande précipitation, avec une Europe qui les exempta préalablement des responsabilités par rapport aux risques inhérents à un tel empressement. Sachant que ce qu'ils détruiraient ne reviendrait pas, ils ont conditionné, dans un fabuleux mensonge, la reprise économique et le retour « à la vie d'avant », en un chantage à la piqûre : « Dans les mois à venir, la situation du chômage est vouée à se détériorer davantage, pour la simple raison qu'elle ne peut pas s'améliorer de manière significative tant qu'une reprise économique durable n'est pas amorcée. Cela n'arrivera pas avant qu'un vaccin ou un traitement soit trouvé ».

Leur société du robot était déjà dans les bacs, mais, et ils le savent, ce que le robot remplace, l'homme le perd, en toute logique : « Selon toute vraisemblance, la récession induite par la pandémie va déclencher une forte augmentation du remplacement de la main-d'œuvre, ce qui signifie que le travail physique sera remplacé par des robots et des machines “intelligentes”, ce qui à son tour provoquera des changements durables et structurels sur le marché du travail. »⁹ L'automatisation, accélérée par le Covid, permettra de faire gagner du temps aux travailleurs, à court terme et de les virer à moyen terme : « Les solutions RPA (l'automatisation robotisée des processus) ont aidé certains hôpitaux à diffuser les résultats des tests Covid-19, permettant aux infirmières d'économiser jusqu'à trois heures de travail par jour », « au détriment d'une augmentation probable du chômage »... Le confinement et la peur leur feront demander ce qu'ils n'auraient jamais voulu d'eux-mêmes et que la catastrophe accentuera : « Les consommateurs pourraient préférer les services automatisés aux interactions en face à face pendant encore un certain temps, ce qui se passe

actuellement avec les centres d'appel se produira donc inévitablement dans d'autres secteurs. "L'anxiété de l'automatisation" est donc promise à un renouveau, que la récession économique va aggraver. » États et individus auront creusé leur propre tombe.

La recette du monde de demain de Klaus Schwab est faite d'intelligence artificielle, biologie synthétique, automatisation, robots ; de biotechnologie, télémedecine, livraison par drone, réunion virtuelle, école numérique, économie sans contact¹⁰, sports électroniques. (169). La fin de ce qui fait de nous des humains, êtres sensibles et grégaires : « se rendre en voiture à une réunion de famille loin de chez soi pour le week-end (le groupe familial WhatsApp n'est pas aussi amusant mais, là encore, plus sûr, moins cher et plus écologique) ou même assister à un cours universitaire (pas aussi satisfaisant, mais moins cher et plus pratique). » ; « La tendance semble claire : le monde de l'enseignement, à l'instar d'autres industries, deviendra en partie virtuel. » (...) « La pandémie pourrait se révéler être une aubaine pour l'enseignement en ligne. »

Recette que la pandémie aura « suralimenté » : « la pandémie accélérera encore plus l'innovation, en catalysant les changements technologiques déjà en cours (comparables à l'effet d'amplification qu'elle a eu sur d'autres problèmes mondiaux et nationaux sous-jacents) et en "suralimentant" toute entreprise numérique ou la dimension numérique de toute entreprise. »

Le massacre de la classe moyenne s'accompagnera de celui de ceux qui étaient déjà victimes de ce monde depuis des siècles, à savoir les classes populaires et les pays aujourd'hui dénommés « émergents » et « pauvres surendettés », ces derniers encaissant le plus : « Pour eux, cette crise va prendre des proportions énormes et il leur faudra des années pour en sortir, avec des dommages économiques considérables se traduisant rapidement par une douleur sociale et humanitaire. » (...) « Elle pourrait entraîner une catastrophe humanitaire et une crise alimentaire » (...) « D'une manière ou d'une autre, ces risques auront pour conséquences une plus grande instabilité, voire le chaos. » (...) « Dans les années à venir, alors que la pandémie infligera des souffrances à l'échelle mondiale, il est fort probable que la dynamique n'ira que dans un sens pour les pays les plus pauvres et les plus fragiles du monde : de mal en pis. En bref, de nombreux États qui présentent des facteurs de fragilité risquent d'échouer. »

Ces bouleversements s'accompagneront de troubles sociaux, le Forum de Davos les ayant déjà prévus : « Le bouleversement sociétal déclenché par la Covid-19 durera des années, voire des générations. L'impact le plus immédiat et le plus visible est que de nombreux gouvernements seront pris à partie, avec beaucoup de colère dirigée contre les décideurs politiques et les personnalités politiques, dont les réponses à la gestion de la Covid-19 ont semblé inappropriées ou mal préparées. » Ils n'ont pas peur de la révolte, ils l'ont déjà anticipée... elle leur permettra de refourguer leur Nouvel ordre. « L'un des dangers les plus profonds de l'ère post-pandémique est l'agitation sociale. Dans certains cas extrêmes, elle pourrait conduire à la désintégration de la société et à l'effondrement politique. D'innombrables études, articles et avertissements ont mis en lumière ce risque particulier, en se fondant sur le constat évident que lorsque les gens n'ont ni emploi, ni revenu ni perspective de vie meilleure, ils ont souvent recours à la violence. » Les auteurs auraient même cette cynique lucidité : « Les inégalités pourraient donc diminuer mais, si l'on se fie à l'histoire, ce scénario optimiste a peu de chances de l'emporter s'il n'est pas précédé de troubles sociaux conséquents. »

Marche ou crève : « Ceux qui ont pris du retard et ont raté le train numérique à grande vitesse auront beaucoup de mal à s'adapter et à survivre » (...) « La réinitialisation “micro” obligera chaque entreprise de chaque secteur à expérimenter de nouvelles façons de faire des affaires, de travailler et de fonctionner. Ceux qui essaieront de revenir à l'ancienne façon de faire échoueront. Ceux qui s'adaptent avec agilité et imagination finiront par tourner la crise de Covid-19 à leur avantage. » C'est le cycle infernal de la peur qui nourrit le changement qui nourrit la peur : « Sous une forme ou une autre, les mesures de distanciation sociale et physique risquent de persister après la fin de la pandémie elle-même, ce qui justifie la décision de nombreuses entreprises issues de différentes industries d'accélérer l'automatisation. Au bout d'un cer-

4 Voir <https://www.kairospresse.be/dune-epidemie-gerable-a-une-catastrophe-terrifiante/>

5 L'auteur ajoute « plus juste et plus vert », mais ce n'est, nous le verrons, que de l'enfumage.

6 <https://www.centerforhealthsecurity.org/event201/about>

7 Le verbe est entouré de guillemets, cf p.96.

8 <https://www.kairospresse.be/nouvelles-technologies-et-transition-numerique-illusion-technocratique-la-lumiere-de-la-5g/>

9 <https://www.lesoir.be/390333/article/2021-08-20/elon-musk-devoile-le-tesla-bot-un-robot-humanoide-video>

10 Cf. p.128, note de bas de page.

Technoscience, élite du pouvoir et ressorts profonds de la domination

Au cas où les initiateurs de ce dossier ne le sauraient pas, démocratie et État profond sont des notions sans rapport entre elles. C'est Rudy Reichstadt, un des papes de l'anti-complotisme français, qui l'affirme, dans cette déclaration faite au *Huffington Post*, le 26 août 2017 : « Si le concept peut faire valoir ses prétentions à rendre compte imparfaitement mais sûrement d'une partie bien tangible de la réalité dans le contexte de régimes semi-démocratiques ou autoritaires comme en Turquie et en Égypte (on parle en arabe de "dawla âmiqa"), où le pouvoir civil est placé sous la surveillance, voire la tutelle directe de l'armée, il apparaît en revanche autrement plus discutable de parler d' "État profond" s'agissant de démocraties libérales politiquement stables, garantissant les libertés publiques fondamentales, dotées de contre-pouvoirs efficaces, d'une presse plurielle et d'un État de droit authentique ». La position de Reichstadt pose au moins deux problèmes. Le premier, c'est qu'il n'existe pas actuellement de démocraties libérales, garantissant les libertés publiques fondamentales de manière satisfaisante, et dotées de contre-pouvoirs efficaces comme une presse « plurielle » (sic). Démocratie signifie exercice du pouvoir par l'ensemble du corps politique, prise des grandes décisions engageant la société par une (grande) majorité de citoyens, correctement informés, concernés et actifs. Le régime représentatif n'a en ce sens jamais été synonyme de démocratie ; et à notre époque, les nations occidentales auxquelles pense Reichstadt peuvent être décrites sans hésitation comme des oligarchies : le pouvoir politique, économique et médiatique y est détenu par un nombre restreint d'acteurs, dont les intérêts et les visions du monde convergent. Ces oligarchies pour partie élues (les commissaires européens, par exemple, ne le sont même pas, alors que leur rôle politique est crucial) sont plus ou moins libérales – respectent plus ou moins les libertés publiques fondamentales – selon les pays et selon les moments. Il y a sans aucun doute une différence entre la France actuelle et l'Égypte, il y en a déjà moins avec la Turquie ; il y a une différence non négligeable entre l'Allemagne et la Russie de Poutine, mais à notre époque, ce n'est pas une différence profonde de nature du régime, c'est une différence dans le degré de dépossession des citoyens et d'autoritarisme des dirigeants, liée essentiellement à une différence d'imprégnation des sociétés par les traditions démocratiques et contestataires du passé. Si demain en Allemagne éclatait une contestation sociale de l'ampleur des Gilets jaunes, on verrait que cette imprégnation n'y est pas si profonde, le vernis libéral sauterait en quelques jours. En Russie, il est vrai, le vernis en question n'a jamais eu le temps de sécher¹...

Le deuxième problème posé par l'affirmation de Reichstadt, c'est que même si des coups d'État militaires n'y éclatent pas depuis plusieurs décennies, il y a bien dans les oligarchies (plus ou moins) libérales des secteurs de l'État et de l'industrie qui déploient des stratégies et défendent des intérêts dans l'ombre, à l'abri de tout débat sur leur légitimité. Parmi tant d'exemples disponibles, le journal d'extrême-centre allemand *Die Welt* a révélé récemment qu'au début de l'épidémie de Covid-19, en mars 2020, le ministère de l'Intérieur avait sollicité des chercheurs de pre-

mier plan pour rédiger un rapport scientifique qui permettrait de justifier des mesures de restriction sévères de la vie sociale en Allemagne. Ce rapport « secret-défense », certifiant que sans de telles mesures, un million d'Allemands mourraient rapidement, tomba opportunément dans les mains de la presse, et contribua à l'atmosphère de panique dans la population. Des enquêtes fort bien documentées, telles que *La Science asservie*, d'Annie Thébaud-Mony², ou *Les Gardiens de la raison*, de Stéphane Foucart, Stéphane Horel et Sylvain Laurens³, montrent l'ampleur des moyens scientifiques, financiers et publicitaires mobilisés par certaines industries pour dissimuler leurs méfaits sanitaires et écologiques. Les lobbies de l'amiante, du tabac, des pesticides ou du nucléaire relèvent ainsi d'une forme d'« État profond », de par leur capacité à influencer le débat public, les décideurs politiques officiels et les journalistes, par des stratégies conjuguées d'expertise, de séduction et de corruption. L'étude de ces stratégies et de leurs résultats fait songer à cette citation fameuse d'Edward Bernays, père fondateur des relations publiques dans l'Amérique des années 1920 : « La manipulation consciente et intelligente des actions et des opinions des masses est un élément important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible de la société constituent un gouvernement invisible qui est le vrai pouvoir dans notre pays. Nous sommes gouvernés, nos esprits sont formés, nos goûts éduqués, nos idées suggérées, en grande partie par des hommes dont nous n'avons jamais entendu parler⁴. »

Dans le *Manifeste conspirationniste*, paru récemment sans signature aux éditions du Seuil, on trouve différentes citations-témoignages de cet acabit, qui discréditent assez radicalement l'idée de démocratie libérale sous contrôle des citoyens. Par exemple, la déclaration cinglante d'un conseiller de George W. Bush au journaliste américain Ron Suskind, en 2002 : « Nous sommes un empire maintenant, et quand nous agissons, nous créons notre propre réalité. Et pendant que vous étudiez, fort judicieusement, cette réalité, nous agissons à nouveau, créant ainsi une autre et nouvelle réalité, que vous pourrez bien étudier. [...] Nous sommes des acteurs historiques... et vous, vous tous, il ne vous restera plus qu'à étudier ce que nous faisons. » (p. 184) Ou encore la confession tonitruante de Pierre Uri, haut-fonctionnaire atlantiste, sur son rôle au Commissariat au Plan dans les années 1950 : « C'était prodigieux ! Nous étions trois, Monnet, Hirsch et moi, [...] toujours tous les trois ensemble à tout faire, une espèce de commando. On a fait la reconstruction, le plan d'industrialisation, la stabilisation, la politique sociale ; on a fait la politique étrangère et on a terminé en faisant la politique militaire [...] C'était très efficace comme méthode ; trois types clandestins qui faisaient tout ! Et les gouvernements faisaient ce qu'on leur disait ! » (p. 225). Mais ce *Manifeste* apporte bien autre chose que ces perles « complotistes » savoureuses, prétentieuses, et peut-être un peu trompeuses. Ce qui est le plus pertinent dans cet ouvrage riche, c'est qu'il relie les capacités de gouvernement et de manipulation des masses aux sciences modernes ; donc à des travaux de recherche qui sont en général publics. Ainsi, quand ils s'attardent sur les programmes (secrets ou non) de la CIA, les auteurs du *Manifeste conspirationniste* montrent que ces programmes prennent appui

sur des travaux de sciences humaines, de psychologie sociale notamment hypnose thérapeutique, écologie de l'esprit, programmation neurolinguistique, expériences de Stanley Milgram ou Solomon Asch... En revenant sur les origines de Google et les parcours de ses fondateurs, ils montrent également que les algorithmes de recherche et de tri de l'information qui ont fait le renom et la fortune de l'entreprise sont les résultats de travaux directement commandés par la communauté du renseignement américain (CIA, NSA, etc., voir pp.137 à 140). Plus largement, ils rappellent de manière répétée l'importance décisive des financements et des préoccupations militaires dans nombre d'innovations des décennies écoulées : Internet, la souris informatique, les fenêtres de Windows, les liens hypertextes, les téléconférences, le GPS, le cloud, les systèmes de reconnaissance vocale, les logiciels d'anonymisation comme Tor, les « vaccins » à ARN messenger... Tout le chapitre « Ce monde est dual, comme le sont ses technologies » recoupe les affirmations de longue date du groupe Pièces et Main d'œuvre, ou encore celles des auteurs (également anonymes) de l'enquête *Toulouse nécropole*⁵.

Bref, s'il y a un État profond dans les vieux pays industrialisés à régime représentatif, il est à chercher du côté des industriels et des hauts fonctionnaires qui orientent la recherche de pointe. C'est la trinité grand capital - Big Science - armée, ce que le sociologue américain Charles Wright Mills avait appelé « L'Elite du pouvoir » dans les années 1950, dans un livre qui demande simplement à être actualisé et révisé au prisme de la mondialisation (y compris des élites dirigeantes)⁶. On peut parler d'État profond à ce propos, dans la mesure où en orientant cette recherche de pointe, ces acteurs orientent le cours actuel des sociétés humaines ; et dans la mesure où ils ne sont pas toujours sur le devant de la scène, plutôt en deuxième ou troisième rideau. Par contre, il faut souligner que leur programme d'innovations scientifiques et technologiques n'a, sauf exception, rien de caché⁷. Il est public, et la population peut le contester.

Matthieu Amiech

1 Sur la notion d'oligarchie, voir les textes politiques du recueil *La Montée de l'insignifiance*, de Cornelius Castoriadis (Seuil, 1996). Sur les dynamiques de démocratisation et de régression démocratique, on peut aussi consulter l'essai passionnant de Rudolf Rocker, *Nationalisme et culture* (1933 ; traduit en français en 2008 aux Éditions libertaires/CNT-RP).
2 Éditions La Découverte, 2014 (sous-titré *Santé publique : les collusions mortifères entre industriels et chercheurs*).
3 Éditions La Découverte, 2020 (sous-titré *Enquête sur la désinformation scientifique*).
4 Extrait de *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, essai de 1928 traduit aux éditions La Découverte en 2007.
5 Livre auto-édité, avec le sous-titre *La production d'armement dans la région toulousaine*.
6 Ouvrage republié par les éditions Agone sous le titre *L'Elite au pouvoir* en 2012.
7 Voir Pièces et Main d'œuvre, *Manifeste des chimpanzés du futur contre le transhumanisme*, Editions Service compris, 2017.

→ suite de la page 13

tain temps, les préoccupations persistantes au sujet du chômage technologique s'estomperont à mesure que les sociétés mettront l'accent sur la nécessité de restructurer le lieu de travail de manière à réduire au minimum les contacts humains rapprochés. » En un tournemain, ils auront réussi à générer la fausse solution (« distanciation sociale ») à un problème mineur (coronavirus) qu'ils ont présenté comme gravissime, générant la peur et favorisant de nouvelles « solutions » (automatisation) pour s'adapter au monde sans contacts qu'ils ont mis sur pied : « **Les technologies d'automatisation sont particulièrement bien adaptées à un monde dans lequel les êtres humains ne peuvent pas être trop près les uns des autres ou sont prêts à réduire leurs interactions. Notre crainte persistante et peut-être durable d'être infecté par un virus (celui de la Covid-19 ou autre) va donc accélérer la marche implacable de l'automatisation, en particulier dans les domaines les plus sensibles à celle-ci.** En 2016, deux universitaires d'Oxford sont arrivés à la conclusion que jusqu'à 86% des emplois dans les restaurants, 75% des emplois dans le commerce de détail et 59%

des emplois dans le secteur du divertissement pourraient être automatisés d'ici 2035. Ces trois industries sont parmi les plus durement touchées par la pandémie et c'est dans celles-ci que l'automatisation, pour des raisons d'hygiène et de propreté, sera une nécessité qui, à son tour, accélérera encore la transition vers plus de technologie et plus de numérique ».

Covid-19, c'est la prophétie auto-réalisée, l'opportune « pandémie », plateau d'argent pour nous amener à accélérer l'émergence d'un monde techno-totalitaire où ceux qui gagnaient déjà se surpasseront en écrasant les autres. « Ce n'est pas par hasard que des entreprises comme Alibaba, Amazon, Netflix ou Zoom sont sorties "gagnantes" de ces confinements » (...) « Il est tout à fait naturel qu'ils soient les principaux bénéficiaires de la pandémie ». Non, ce n'est pas un hasard Herr Schwab. C'est « naturel ». Comme « ces petites entreprises [qui] vont excessivement souffrir de cette situation, car elles devront lutter pour survivre aux fermetures imposées par le confinement (ou à la forte réduction des activités) et éviter la

faillite. Si elles sont obligées de fonctionner à capacité réduite avec des marges encore plus étroites, beaucoup ne survivront pas. » (...) « Prenez les restaurants. Ce secteur d'activité a été frappé par la pandémie à un point tel que l'on ne sait même pas comment le secteur de la restauration pourra se rétablir un jour. » (...) « En France et au Royaume-Uni, plusieurs voix de l'industrie estiment que jusqu'à 75 % des restaurants indépendants pourraient ne pas survivre au confinement et aux mesures de distanciation sociale consécutives. » Ne pensez donc pas que votre soumission sera récompensée, elle ne fera que précipiter votre perte.

« Si vous désirez une image de l'avenir, imaginez une botte, piétinant un visage humain... éternellement » (George Orwell).

Alexandre Penasse

Une tout autre idée de l'État

Aux racines saines des courants politiques : une convergence dans la liberté



Plus que jamais, les politiques mises en œuvre témoignent d'une profonde contradiction, entre les noms que se donnent les décideurs et leurs actes. Ils se nomment démocrates, socialistes ou libéraux, mais les vrais sens de ces mots ne s'appliquent pas à eux. S'ils revenaient aux racines des courants dont ils se réclament, ils mesureraient cette contradiction dans toute son ampleur. On peut espérer que cela amène certains d'entre eux à des remises en cause des orientations prises. En tout cas, se pencher sur ces racines est éclairant pour nous tous, car elles sont très souvent oubliées. Et en plus des remises en cause, cela favorise aussi la rencontre et le dialogue, en ce temps d'exacerbation des divisions.

Un tel retour aux sources, on en trouve un dans un petit livre passionnant qui gagne beaucoup à être lu ou relu : *Quel rôle pour l'État ?*¹ de Noam Chomsky (qui y est bien mieux inspiré que quand il parle des politiques sanitaires). L'auteur y compare des textes fondateurs du socialisme, du libéralisme et du socialisme libertaire. Il en ressort qu'à l'origine ces courants se rejoignaient fortement, autour de la liberté surtout, mais également que les deux premiers étaient presque à l'opposé de ce qui s'en est réclamé ensuite.

RECHERCHE, AUTONOMIE ET CRÉATIVITÉ

Chomsky cite des réflexions de Wilhelm von Humboldt, un des meilleurs porteurs du libéralisme classique (bien loin d'un Adam Smith) : « Chercher et créer, voilà les axes autour desquels tournent plus ou moins directement toutes les entreprises humaines [...] Toute la culture morale prend sa source [...] dans la vie intérieure de l'âme, et [...] ne saurait jamais [être] engendrée par des facteurs étrangers et artificiels [...] Le développement de [...] toute [...] faculté de l'homme est [...] le fruit de sa propre [...] ingéniosité² ». Ces pensées sont mises en relation avec des écrits du jeune Marx, qui traitent du « caractère aliénant du travail [...] lorsque [...] l'ouvrier ne se réalise pas dans son travail [...] mais se prive [...] [de] ce qui caractérise son espèce [...], son activité libre et consciente [...], sa vie productive³ ». Ainsi, à la base, les deux courants présentent l'humain comme, par essence, un être de recherche et de création, donc de conscience et de liberté. Ce qui rejoint bien sûr le socialisme libertaire.

« Chercher et créer – voilà les axes autour desquels tournent plus ou moins directement toutes les entreprises humaines »

W. von Humboldt

Dans le libéralisme classique, cette vision a mené à la volonté de maintenir les interventions de l'État à leur minimum ; car pour Humboldt, l'État tend forcément à instrumentaliser les humains à ses propres fins, donc à négliger leurs buts individuels⁴ (les grands dangers du pouvoir privé n'apparaissent alors pas encore, mais ils ne mettent pas en cause la réalité de l'instrumentalisation pointée là). Dans une part du socialisme (le marxisme dit radical, qui critique le léninisme), la vision esquissée a mené à l'idée que les travailleurs doivent pouvoir maîtriser la production : « L'industrie ne saurait être [...] contrôlée de manière démocratique que si les travailleurs élisent directement des comités administratifs issus de leurs propres rangs [...] et qui connaissent les besoins de la communauté⁵ », écrit le marxiste William Paul, rejoignant le socialisme libertaire.

MUTATIONS EN L'OPPOSÉ

Comme évoqué, les formes prises ensuite par ce qu'on nomme socialisme et libéralisme sont tout autres. Le dirigisme dit socialiste a suffisamment été mis en avant. Concernant le prétendu libéralisme, il nous échappe souvent qu'il revient à un capitalisme d'État⁶ dirigé par de puissantes multinationales et des gouvernements centraux eux aussi puissants (pensons par exemple aux complexes militaro-industriels, contrôlés par un enchevêtrement de grandes entreprises et d'élus politiques, au profit des deux). L'autoritarisme de ces centres de pouvoir se manifeste bien sûr dans l'ensemble de la société (médias, administrations, associations subventionnées...). Outre les dévastations sociales et écologiques de ces puissances, une autre grave conséquence est l'absence de vraie créativité, suite inévitable du fait de ne pas pouvoir œuvrer librement. Absence qui fait aussi obstacle à une transformation de la société, cette transformation nécessitant justement la créativité. Tout cela implique aussi une perte du sentiment de sens du travail, perte qui peut se répercuter sur une grande part de la vie, et rendre hostile ou indifférent à la société. La perte de sens est d'ailleurs reconnue par les psychologues⁷ et ses conséquences sont graves. Exemple actuel : le psychologue Mat-

tias Desmet pointe le rôle central de cette crise de sens dans la psychose de masse autour du Covid-19 : on cherche un sens en s'investissant dans la lutte contre la prétendue pandémie et ceux qui la mettent en doute⁸. Ainsi, la liberté serait sans doute un moyen d'assainir comme de vivifier les consciences et la société.

L'ÉTAT COMME SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISÉE

Au fond, revenir aux racines des courants évoqués devrait mener à viser un réel transfert du pouvoir au peuple dans son ensemble. Cette idée fait craindre un affaiblissement de l'État. Une réflexion de l'économiste alternatif Michel Laloux aide à dépasser cette crainte : pour lui, beaucoup dépend de ce qu'on entend par « État » ; est-ce forcément un gouvernement central ? Ou cela pourrait-il correspondre à l'ensemble de la société civile, organisée pour son autogestion ? Car partage du pouvoir entre tous n'implique pas forcément désorganisation ; et avec bien d'autres, ce chercheur défend une série d'idées pour une telle autogestion : initiative législative citoyenne réelle, orientation individuelle de l'impôt, développement par la société civile de ses propres institutions – avec des conseils de coordination réunissant les praticiens concernés –, etc.⁹ Dans le même sens, Chomsky évoque « un système de conseils ouvriers, de conseils de consommateurs, d'assemblées communales, de fédérations régionales [...] avec représentation directe et révocable, en ce sens que les représentants sont directement responsables envers le groupe social bien défini et intégré au nom duquel ils s'expriment dans une institution quelconque d'un niveau supérieur, et qu'ils réintègrent directement les rangs de ce groupe le moment venu¹⁰ ». En cette période où, plus que jamais, les gouvernements centraux et les multinationales manifestent leurs tendances totalitaires, de telles idées devraient nous interpeller.

Daniel Zink

1 Chomsky, N., *Quel rôle pour l'État ?*, Écosociété, 2005.
2 Ibid., p. 8.
3 Cité par Chomsky dans op. cit., p. 10.
4 Ibid., p. 7.
5 Ibid., p. 17.
6 Voir p. ex. Chomsky, N., *Le capitalisme contre la démocratie*, noam-chomsky.fr.
7 Corona et totalitarisme, Yggdrasil, n° 10, octobre 2021.
8 Ibid.
9 Écouter e. a. les 2 1ères émissions accessibles ici : <https://www.civiliens.net/podcast>
10 Chomsky, op. cit., p. 24.

Démocraties et États profonds

QUI DIRIGENT VRAIMENT NOS DÉMOCRATIES ?



1. LA NAISSANCE DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE (VI^e SIÈCLE)

L'histoire de la « démocratie » commence à Athènes en 507 avant notre ère avec les réformes de Clisthène et se termine en 338 avec la soumission de la Cité au roi de Macédoine. La période s'étirant entre la naissance de Périclès (495-429) et la mort d'Aristote (384-322) – et plus particulièrement le « siècle de Périclès » (qui s'étale en fait de 462 à 429) – constitue indubitablement l'âge d'or de la civilisation hellénique. La démocratie signale l'avènement d'un espace social entièrement nouveau : les constructions urbaines ne sont plus groupées, comme auparavant, autour d'un palais royal, demeure privée, privilégiée s'il en était, cernée de fortifications. La ville est maintenant centrée sur l'Agora, l'espace public par excellence, et la parole discursive est l'instrument du pouvoir que tous y ont en partage. La démocratie directe, c'est-à-dire la gestion des affaires publiques par la communauté civique avec vote à main levée, plusieurs fois par mois des citoyens assemblés, constitue l'accomplissement anachronique de la célèbre formule de Lincoln : le « *gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple* » (discours de Gettysburg du 19 novembre 1863). En (très) bref, ses vertus cardinales sont les suivantes : l'égalité face à la loi ; la liberté citoyenne ; les devoirs citoyens ; la culture partagée.

1.1. Lois

L'idéal démocratique est simple : établir le règne de la loi. Les conditions de possibilité de l'avènement de la démocratie directe remontent à la rédaction par (le plus ou moins mythique) Dracon des premières lois athéniennes écrites (vers 620). En imposant la suprématie de la loi et de l'arbitrage de l'État, Dracon affaiblit significativement la solidarité exclusive de l'aristocratie.

Les institutions spécifiquement démocratiques sont issues des réformes de Clisthène (508) et de Solon (593) qui opèrent une réorganisation politique au détriment de l'aristocratie avec la création de deux assemblées de citoyens, l'*Ekklesia* (l'assemblée gouvernante de tous les citoyens) et la *Boulê* (le Sénat), de deux catégories de dirigeants, les stratèges et les archontes, et de deux tribunaux, l'Aréopage et l'Héliée (tribunal dont les magistrats étaient élus et les juges tirés au sort).

1.2. Citoyenneté

Cet idéal est toutefois bridé par les contingences de la citoyenneté. La Grèce a créé la liberté et l'égalité politiques en les arrachant collectivement au destin et aux dieux (souvenons-nous de Prométhée) et en inventant l'esclavage : ni l'une ni l'autre n'existaient auparavant sous une forme constitutionnelle aussi achevée. Est citoyen tout homme libre de plus de 18 ans qui est né de père et de mère athéniens et a rempli ses obligations militaires (deux ans d'« éphébie »). Une ligne de démarcation claire traversait la vie de l'homme grec : la vie publique, politique (*koinonia*), et la vie privée, familiale (*oikia*), soumise à la plus stricte inégalité. La seconde vie n'existait qu'en vue de la première. Athènes aurait compté 50.000 citoyens bénéficiant de l'égalité face à la loi (*isonomia*) et de l'égalité de parole (*isègoria*). En marge du système démocratique se trouvaient 100.000 femmes et enfants, 300.000 esclaves (qu'Aristote considère comme « propriété – ou outil – animé ») et 50.000 métèques (résidents étrangers). En pratique donc, seuls 10 % de la population bénéficiaient des droits démocratiques. (Les chiffres exacts sont difficiles à établir et très disputés.) La démocratie grecque n'aurait simplement pas été viable sans l'exploitation d'une main-d'œuvre corvéable à merci. De plus, les déplacements étant difficiles en Attique, il semble qu'il y ait rarement eu plus de 2 à 3.000 citoyens rassemblés à l'*Ekklesia*, la plupart originaires d'Athènes et du Pirée. Ce déficit démocratique théorique constitua un avantage de fait car les

démocrates se concentraient précisément à Athènes. De plus, seuls les orateurs les plus brillants prenaient la parole dans une Assemblée généralement très houleuse.

1.3. Devoirs

Chaque citoyen a le devoir de participer à la défense de la Cité et à l'*Ekklesia*. Le citoyen doit être libre, prêt et capable de servir l'État. La constitution ne lui demande pas uniquement de gouverner effectivement et directement sa cité (chacun était assuré de devoir consacrer au moins une année de sa vie à siéger à la *Boulê*) : les citoyens avaient également des obligations judiciaires (magistrature), religieuses (prêtrise), militaires (chevalerie, hoplitie ou marine) et financières (impôts et taxes). Il ne s'agit pas pour lui de revendiquer la protection et les droits que l'État serait censé lui garantir, mais de co-crée cet État. *Isonomia* veut dire égalité face à la loi, réciprocité, égale participation à l'exercice du pouvoir, et tempérance. Autarcie et autonomie riment nécessairement avec responsabilité, probité et autorité.

1.4. Culture

La démocratie ne consacre pas la souveraineté de ceux qui constituent le *demos*, le peuple citoyen, mais l'isonomie est eunomique, c'est-à-dire que le meilleur pour l'individu ne peut être que le meilleur pour la société. Avant de devenir citoyen, il fallait être éduqué. L'éducation est donc une préoccupation centrale du législateur athénien : sans citoyens capables et vertueux, l'idéal démocratique resterait lettre morte et le régime démocratique lui-même serait insoutenable¹. Après avoir été éduqué pour le bien de la Cité, le citoyen doit disposer du loisir de se livrer à l'exploration scientifique et philosophique. Sans la *skholè*, la quête philosophique, qui est étymologiquement amour de la sagesse, serait tout aussi impossible que la démocratie : le but théorique est bien l'élévation spirituelle². La démocratie grecque se nourrit en effet de la recherche morale de tous les citoyens, recherche qui est à la fois une et multiple. Malgré l'insistance de Platon et d'Aristote, qui demandent une démocratisation de l'éducation, seules l'éducation physique et l'instruction militaire sont publiques.

2. LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE (XVII^e SIÈCLE)

La démocratie représentative reprend l'idéal (mort-né) de la démocratie directe dans le contexte des révolutions bourgeoises scellant l'alliance entre le pouvoir de l'investisseur (du capital) et celui de l'ingénieur (de la technoscience). Il meurt alors une deuxième fois, tant et si bien qu'on peine à identifier ses vertus cardinales.

2.1. Règlements

La prééminence de la loi, décidée collégialement par le peuple souverain, est remplacée, dans les faits, par une inflation de règlements instigués par des technocrates. Comprendre et appliquer le corpus juridique nécessite maintenant de recourir, quand on peut se le permettre, à des juristes experts. Quel sens donner alors à la réappropriation par la Constitution de la Ve République (1958, article 2) du principe de Lincoln (le « *gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple* ») ? La séparation des trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), méditée par Montesquieu (1748), a été brièvement renforcée par l'émergence d'un « quatrième pouvoir », c'est-à-dire la presse et les médias : Balzac a ainsi pu affirmer en 1840 que « *la presse est un quatrième pouvoir dans l'État : elle attaque tout et personne ne l'attaque* ».

2.2. Bourgeoisie

Esclaves et métèques sont remplacés par les prols et les immigrants et bercés de droits factuellement infantilissants. Au cœur de ce dispositif, on trouve l'ambiguïté historique des « libéraux » : Wilhelm von Humboldt mis à part, la liberté politique est mise explicitement en équation avec la liberté économique, qui est celle d'entreprendre et de jouir égoïstement des fruits de son investissement. Avec la judéo-chrétienté s'annonce la priorité de la liberté individuelle sur la nature et sur la culture³. Double renversement donc : de collective et seconde, la liberté devient individuelle et première. Hannah Arendt considère cette évolution calamiteuse car destructrice des fondements de l'action et donc

de la communauté. L'égalité (l'isonomie), quand elle doit se fonder sur l'individu, perd factuellement toute cohérence. Chaque individu naîtrait « égal » et se différencierait progressivement dans le cadre social... mais « égal » à quoi, à qui ? À lui-même ? Qu'apporte cette tautologie sinon une confusion de genre qui conduit bientôt à fonder théologiquement l'anthropologie ?

Du reste, l'idéal bourgeois est celui de la classe moyenne ; il n'a pas grand-chose à voir avec les réalités de la très haute bourgeoisie (les oligarques).

2.3. Droits

Athènes était gouvernée par la convergence des devoirs citoyens ; l'État « représenté » l'est par l'entre-soi de la bourgeoisie. Lorsqu'on parle maintenant de devoir, cela équivaut à exiger l'obéissance aux diktats du pouvoir. Chacun aurait par contre des droits innés, qui sont devenus de plus en plus théoriques et infantilissants au fil du XXI^e siècle.

2.4. Cybernétique

La culture – permettant à la fois l'individuation et la solidarité – était le ciment de la démocratie. Le mécanisme, newtonien avant de devenir cybernétique, considère les individus comme nécessairement conformes et isolés, et la société comme masse. En somme, l'homme devient un animal-machine (Offroy de La Mettrie, lointain successeur de Galien) et ses vices privés font les vertus publiques (Bernard Mandeville). L'éducation à la culture est remplacée par l'enseignement d'une expertise, c'est-à-dire par l'employabilité et la profitabilité. Les mondes privé et public sont tantôt inversés, tantôt également atomisés.

3. ÉTATS SUPERFICIELS ET PROFONDS

Dans la configuration démocratique grecque, il y a une unité destinale qui interdit toute forme de collusion, caractéristique de l'oligarchie (qui est une forme dégénérée d'aristocratie). Ce n'est plus le cas avec les démocraties représentatives : « *La manipulation consciente et intelligente des habitudes et opinions organisées des masses est un élément important de la société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible [unseen] de la société constituent un gouvernement invisible [invisible] qui est le véritable pouvoir dirigeant de notre pays* » (Edward Bernays, 1928). La masse est toujours déjà une nasse. Historiquement, la fédération des intérêts de caste a été – et pour cause – une politique oligarchique ; l'émergence du mouvement syndicaliste dans la seconde moitié du XIX^e siècle et sa lente agonie cent ans plus tard en témoignent amplement. Il tombe sous le sens qu'il est plus facile de mettre autour d'une table 1% de la population – les aliénés – que les 99% d'aliénés. Adam Smith faisait d'ailleurs déjà remarquer l'accumulation de réglementations qui interdisent aux travailleurs de se concerter et la quasi-absence de celles qui interdisent aux patrons d'en faire de même. La raison de ce différentiel est aussi pratique : les organisations patronales peuvent facilement se permettre des réunions plus ou moins discrètes sans éveiller l'attention tandis que les syndicats ouvriers ont bien du mal à rassembler leurs nombreux adhérents en un lieu unique, et encore moins secret. En ces matières également, tout effort de déréglementation revient à renforcer le pouvoir de ceux qui le possèdent déjà. Du reste, il n'est pas nécessaire que tous leurs intérêts convergent, raison pour laquelle il existe de nombreuses fédérations, visibles et invisibles. Avidité, cupidité, non pensée et rapacité brutale sont faites pour s'entendre. Au sens strict, l'expression « État profond » évoque des pratiques étatiques et donc l'agir de fonctionnaires prétendant servir la patrie, la nation, le peuple, le bien commun, indépendamment, ou malgré, les pouvoirs législatif et exécutif qui ont pignon sur rue. Au sens large, l'expression questionne la privatisation des processus de décision politique et le détournement de l'idée même d'État. On peut brièvement ventiler le concept en quatre étapes.

3.1. État dévoyé

Le concept le plus fort d'État profond correspond aux programmes de « continuité du gouvernement » qui remplacent l'exécutif et le législatif en cas de désastre naturel ou de guerre nucléaire. C'est ainsi que le 11 septembre 2001, Richard Clarke a enclenché vers 10 h un tel programme destituant le Président George W. Bush et mettant les parlementaires sous la protection de l'armée. À ceux qui assimilent ce dispositif à un coup d'État militaire, on objectera peut-être que Bush a recouvré ses fonctions en fin de journée – mais c'est précisément ce que conseillait Edward Luttwak (1968) : un bon coup d'État est celui dont personne ne se rend compte car il maintient au pouvoir ceux qui l'exercent en leur imposant une nouvelle politique. Viennent ensuite les structures étatiques qui fonctionnent en immersion périscopique : services secrets, armée, police, et leurs satellites, comme le réseau Gladio



(1944), souvent composé de fascistes pur jus comme en Italie, d'anciens SS en Allemagne, et de patriotes conservateurs ailleurs. Les partis politiques semblent de plus en plus s'y apparenter. Ensuite, les organisations internationales, telle l'OMS, et supranationales, comme l'Europe communautaire, œuvrent à torpiller le fondement même de la démocratie représentative, à savoir la soumission de l'exécutif au législatif. Enfin, certains n'hésitent pas à incriminer la bureaucratie. C'est le sens premier de l'expression « *drain the swamp* », remise à l'ordre du jour par Ronald Reagan (1983) et, plus récemment, par Donald Trump (2016) : il faudrait couper les dépenses gouvernementales, « *starve the beast* » (1980)... sans pour autant régler la question des lobbies mafieux.

3.2. Complexes

Les lobbies les plus puissants sont bien connus : le complexe militaro-industriel (soit l'alliance *de facto* des militaires et des fabricants d'armes), les industries pétrolières et minières, et le secteur de la finance, de l'assurance, et de l'immobilier. Asservir par les armes, l'inflation et la dette les réunissent.

3.3. Lobbies

Nombreux sont les autres lobbies, mafias, et cartels qui agissent comme autant de multinationales. Historiquement, ce sont les Églises qui se sont distinguées dans ce domaine. Il faut mentionner également les boîtes à idées (*think tank*) au sens large et autres fédérations d'intérêts réactionnaires qui ne disent pas toujours leurs noms : le Cercle Royal du Parc (1842), la Société fabienne (1884), le Rhodes trust (1902), le Round Table Movement (1909), le Royal Institute of International Affairs (plus souvent appelé Chatham House, 1920), le Council on Foreign Relations (1921), Le Siècle (1944), la Société du Mont-Pèlerin (1947), le Bilderberg Group (1954), le Club de Rome (1968), le World Economic Forum (WEF, Davos, 1971), la Trilateral Commission (1973), la European Round Table of Industrialists (1983), le Cercle de Lorraine (1998), les Friends of Europe (1999), l'Institut Berggruen (2010)... Ses membres ont toujours le même profil, à quelques inflexions près : quel que soit leur niveau dans la hiérarchie relative qui ne manque pas de s'instaurer entre celui qui possède la banque mais ne gagne que quelques millions par mois et celui qui dirige la banque pour des dizaines de millions par mois, une posture politique de droite extrême est de bon aloi. Les grandes figures du commerce international, de la banque, des gouvernements et des grands médias y sont systématiquement présentes. Dernièrement, on s'est beaucoup interrogé sur le pouvoir réel du WEF.

3.4. Fraternités

Viennent enfin des groupes plus atypiques. On évoque beaucoup la Franc-Maçonnerie, sans connaître toutefois les notables différences qui existent entre pays, obédiences et loges. On parle peu de l'Opus Dei et des autres organisations charismatiques. Malgré les travaux de Gérard de Selys (Longchamps), on ne parle jamais de l'Association de la Noblesse du Royaume de Belgique, créée en 1937.

4. DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

L'existence de ces factions ne veut pas dire qu'elles cultivent toutes exactement les mêmes objectifs – les (néo-)libéraux ne promeuvent par exemple pas exactement le même programme que les (néo-)conservateurs –, mais la convergence des intérêts des oligarques est évidente et il leur est aisé de s'entendre sur le fond. L'idéal démocratique exige la disparition de ces interfaces opaques. Si la démocratie directe est difficilement praticable et que la démocratie représentative s'avère corruptrice, reste à tenter l'expérience de la démocratie participative, de la décroissance et de la communautarisation (pas du communautarisme). Contre Gro Harlem Brundtland (1987), ce sont Günther Anders (1956), Ivan Illich (1973) et André Gorz (1978) qu'il faudrait évoquer. La Cité demande beaucoup à ses citoyens, qui doivent pouvoir s'adonner dextrement à la politique, à la littérature, à la musique, à la gymnastique, à la philosophie, et à la guerre si nécessaire. En retour, elle offre énormément : afin d'être disponible pour toutes les tâches civiles qui lui incombent, le citoyen est, par définition, un homme libéré des contraintes économiques liées à sa survie physique et caractéristiques des espèces animales. La culture (*paideia*) est le cœur de la civilisation hellénique ; elle repose sur la *skholé*, c'est-à-dire sur le loisir. Ce que l'on appellerait maintenant le « temps libre » (et qui n'est plus souvent que l'exigence de l'abrutissement), c'est la liberté de s'occuper de l'essentiel : le culturel en tant qu'il est le spirituel solidement ancré dans le cosmos. Il est temps de s'en souvenir.

Michel Weber

1 Cf. *Politique*, VIII, 1, 1337 a 10-20.
2. On retrouvera le même thème à Rome : Sénèque loue les mérites de l'*otium* et le considère comme la caractéristique de l'homme vraiment libre.
3 Cf. Benjamin Constant, *De la Liberté des Anciens comparée à celle des Modernes* [1819], in *De la liberté chez les Modernes. Écrits politiques*. Textes choisis, présentés et annotés par Marcel Gauchet. Librairie Générale Française, Paris, 1980, pp. 491-515.

« Par hypothèse, vous ne pouvez rien changer dans les urnes, puisque les règles du jeu sont élaborées ailleurs »

ENTRETIEN AVEC VALÉRIE BUGAULT*

Illustration: Nora Juncker

Vous dites que les Français ne comprennent pas la cohérence de long terme des événements, les changements imposés de longue date. Dans cette continuité, il y a évidemment la situation actuelle, le virus dont nous parlerons. Vous ajoutez qu'aujourd'hui, une réaction par le rejet est la seule alternative possible. Mais pour rejeter, il faut comprendre, n'est-ce pas ?

Je voudrais juste préciser qu'aujourd'hui j'ai deux sites Internet, Valeriebugault.fr et Révoludroit, qui est, lui, destiné à mettre en œuvre la réforme institutionnelle que je propose pour sortir de l'impasse politique. Il est évident que nous avons abdiqué toute souveraineté politique depuis tellement longtemps, on s'est laissé bercer par de jolis mots comme la démocratie, la République, la liberté, les droits de l'homme, etc., ce qui nous a fait perdre de vue le rapport de force sur le terrain. Les populations étaient convaincues d'avoir gagné pour toujours une représentation politique valable, alors qu'en réalité toutes les manettes du pouvoir économique, monétaire et politique sont entre des mains privées. Nous n'avons pas affaire à un phénomène politique, mais à un phénomène économique, qui a accaparé le pouvoir de déterminer la norme pour le reste du monde. Au XX^e siècle, cette imposture s'est élargie au niveau international.

Depuis quand ce système s'est-il imposé ?

Notre système politique tourne autour de trois piliers fondamentaux : le parlementarisme représentatif ; la notion de Banque centrale ; la prétendue séparation des pouvoirs. Ils sont les piliers de l'imposture politique, qui ne date pas d'hier, puisque la Banque centrale en France a été créée en 1800 par Bonaparte, qui n'était pas encore Napoléon. Le parlementarisme représentatif et la séparation des pouvoirs se sont imposés à l'occasion de la Révolution française. L'application pratique de la séparation des pouvoirs avait été pensée par Montesquieu comme devant être le sésame de la démocratie en instaurant un équilibre des pouvoirs. Mais elle n'a pas pris en compte le pouvoir monétaire, ce qui fait que cette séparation des pouvoirs n'existe tout simplement pas. Une autre raison est que le parti vainqueur des élections législatives accapare les postes du pouvoir exécutif, que le pouvoir judiciaire est un élément du pouvoir exécutif, puisque les représentants du pouvoir judiciaire, ou plutôt « juridictionnel », font partie du gouvernement. Nous sommes dans une concentration totale des pouvoirs dans les mains du parti vainqueur des élections législatives.

Les médias s'emploieraient à nous leurrer en permanence...

Cet enchaînement n'a pu avoir lieu qu'en raison de l'hégémonie du modèle économique hollando-britannique, un modèle de corruption et d'accaparement financier. Cette superstructure de développement économique qu'on a appelé le capitalisme est en réalité une interprétation hégémonique du capital utilisé à des fins de prédation. Ces développements ont été initiés par les grands banquiers fournisseurs de crédits sur le modèle des « compagnies des Indes » tel que conçu par les banquiers hollandais et anglais ; le partenariat public-privé, inhérent au fonctionnement de ce système, doit être compris comme étant la mise au service des apporteurs de capitaux privés, de la garantie financière publique (c'est-à-dire des impôts) et de la force publique. Ce modèle-là représente la quintessence du partenariat public-privé qui prospère de nos jours ; un modèle dans lequel la garantie financière publique et la force publique sont mises au service d'intérêts privés. Si le rapport de force entre l'Empire maritime et le droit continental eût été autre, nous aurions connu un développement économique différent.

Cette utilisation hégémonique du capital par la caste des apporteurs de capitaux menée par les grands banquiers s'est imposée partout, y compris en France. Il en est résulté que ni le modèle Rhénan de la cogestion, ni le modèle français de la codécision appelée « participation », n'ont pu prospérer. Si le modèle rhénan

fut mis en application, notamment via le concept de mutuelle, les principaux apporteurs de capitaux ont tout fait, en France, pour empêcher la mise en œuvre légale de la participation, qui est un sujet juridique interdit (j'en sais quelque chose). Le concept de participation n'a jamais pu s'imposer en France, bien qu'il y soit né et qu'il ait été couvé au sein des vraies élites françaises. Participation et mutuelles ont été balayées par le modèle hollando-britannique, qui est une pure escroquerie juridique, cachée derrière des oripeaux idéologiques, techniques et théoriques (des grandes théories juridiques, économiques, financières et monétaires).

C'est aussi un outil de l'aliénation qui se fait passer pour le seul système possible. Vous montrez au contraire que tout ça relève de choix politiques et d'une domination. Vous évoquez d'ailleurs souvent la « caste des banquiers-commerçants » et le « nomadisme du capitalisme », en parfaite adéquation avec le principe de la mafia. Guy Debord disait qu'« entre la mafia et l'État, il n'y avait plus aucune différence »...

C'est vrai. Je parle des « banquiers-commerçants » parce que dès le Moyen-Âge, les banquiers qui fournissaient du crédit étaient aussi des commerçants qui faisaient commerce de matières premières comme l'or, qu'ils n'ont eu de cesse d'imposer comme la quintessence de la monnaie, par facilité et par intérêt, étant donné que l'or est en quantité plus limitée que l'argent.

Ce qui n'était pas une mauvaise chose, à l'époque...

Si, c'était une mauvaise chose parce qu'une matière première en quantité limitée peut être accaparée, ce qu'ils ont justement fait, dans le monde entier, au fur et à mesure du temps. Ce faisant, ils ont accaparé le phénomène monétaire en entier, puisque la monnaie avait été finalement assimilée à son vecteur matériel qu'était l'or. C'est le « tout commercial » qui a été le modèle juridique imposé par l'Empire britannique, ce qu'on peut appeler aujourd'hui l'empire financier apatride qui élabore les règles du développement économique. Le libre-échange, lié au nomadisme, est la possibilité éternelle et sans limites de faire des transhumances, pour à la fois les biens matériels, les hommes et les flux financiers. Dans ce système, les banquiers originaires n'apparaissent jamais en première ligne. Il y a toujours des corporations, des entreprises, des fondations et de plus en plus de formes juridiques opaques et anonymes qui ont permis aux banquiers de ne plus jamais apparaître frontalement, alors que ce sont eux qui soutiennent financièrement l'ensemble.

Dans l'ombre ?

Oui, puisque celui qui détient la ressource monétaire a la capacité de choisir à qui il affectera cette monnaie.

La question de la monnaie est essentielle dans votre réflexion. Vous dites qu'elle a été appropriée par les instances privées et qu'elle ne joue plus son rôle d'échange. Le système monétaire américain porte-t-il également cette crise en lui ?

La monnaie est un concept comptable qui s'est avéré utile et nécessaire pour faciliter les échanges et développer une société. Elle était au service du groupe. À partir du moment où son principe fut accaparé par des mains privées, elle ne put plus rendre le service au groupe puisque les banquiers la dispensent. Venons-en à l'Amérique. À partir de Bretton Woods, le dollar est devenu monnaie mondiale. Signalons qu'à ce moment les détenteurs de capitaux ne soutenaient pas le dollar en tant que monnaie mondiale, mais soutenaient Keynes et son panier de monnaies. À partir du moment où les Américains ont imposé leur propre monnaie en tant que monnaie mondiale, ils se sont tiré une balle dans le pied en fusillant leur économie, car la qualité d'une monnaie mondiale est antinomique avec celle d'une monnaie nationale. Celle-ci doit privilégier les exportations sur les importations, alors que pour remplir le rôle d'une monnaie mondiale, il faut qu'elle circule partout dans le monde en quantité suffisante pour répondre aux besoins des échanges, et donc, elle doit privilégier les importations sur les exportations. On comprend qu'une économie qui a beaucoup plus d'importations que d'exportations est déjà morte.

Le découplage du dollar à partir des années 1970 devait assurer sa circulation en quantité suffisante dans le monde entier ; se posait dès lors un problème de fondamentaux, une question de crédibilité d'une telle monnaie. Cette question a été résolue par la déréglementation bancaire qui a permis de transformer des dettes en « actifs comptables » moyennant un nouveau vecteur juridique : la titrisation des créances, sans égard pour la qualité intrinsèque desdites créances (plus ou moins douteuses). L'objectif était, dès le départ, de mélanger dans des paniers juridiques créés pour l'occasion, les « *special purpose vehicles* » (SPV), validés par toutes les « autorités » bancaires et de marché, les créances irrécouvrables avec des créances de meilleures qualité intrinsèque.

Cette construction hors sol fut encore aggravée par la création de produits synthétiques, de dérivés, sur ces dettes devenues des « actifs comptables ». Nous avons ainsi assisté, médusés, à de l'alchimie des temps modernes consistant à transformer des dettes en biens tangibles commercialisables et répandues dans le monde entier.

Ces pratiques mafieuses ont rendu tout le système monétaire international extrêmement fragile car reposant sur des actifs qui n'en sont pas ; ce qui fut encore aggravé par l'imposition mondiale, via les normes comptables IFRS, du prétendu « juste prix ». En fait de juste prix, ces normes ont retiré toute prévisibilité et toute certitude à la valeur des actifs détenus par les entreprises car ces derniers ne sont plus comptabilisés à leur coût historique d'acquisition mais à une valeur, dite « juste », qui repose sur des critères subjectifs, instables et contestables.

Il résulte de toute cette créativité économique-bancaire, que les actifs n'ont réellement plus de valeur vérifiable et que l'intégralité du système est, de ce fait, fondée sur un principe de spéculation.

Il faut bien comprendre que pour maintenir le dollar dans son rôle de monnaie mondiale, les « autorités financières américaines » ont été contraintes de créer des actifs sous-jacents, en transformant des passifs en actifs au moyen de la titrisation, et surtout d'opérer le doublage de ces faux actifs par des produits dématérialisés,

« PAR HYPOTHÈSE, VOUS NE POUVEZ RIEN CHANGER DANS LES URNES, PUISQUE LES RÈGLES DU JEU SONT ÉLABORÉES AILLEURS »

Entretien avec Valérie Bugault

tout aussi artificiels et faux que les premiers. C’est ainsi que le circuit financier est devenu un énorme casino où l'on pratique la spéculation à qui mieux mieux.

Cela peut-il expliquer que le système américain soit devenu un empire qui doit dominer le reste de la planète pour une raison évidemment économique ?

Le système américain n'a jamais été aussi puissant que tant qu'il n'a pas imposé sa monnaie mondialement.

Donc, il s'est tiré une balle dans le pied ?

Il s'est tiré une balle dans le pied et les banquiers les attendaient au passage. Les banquiers savaient très bien qu'à terme ce système n'était pas viable parce qu'ils l'avaient déjà expérimenté avec la Livre Sterling. Ils savaient bien qu'une monnaie nationale est incompatible avec une monnaie mondiale, raison pour laquelle Keynes préconisait le panier de monnaies. Ça ne pouvait pas bien finir ! On a assisté à un phénomène presque incroyable : les banquiers ont lâché l'empire américain pour pouvoir développer un gouvernement mondial qui soit indépendant des États-Unis !

L'effondrement de l'empire américain est quelque chose de profitable aux banquiers ?

Oui, les banquiers ont toujours développé les empires avant de les liquider en fonction de leur agenda. Il en a été de même pour les empires européens. Ces gens-là ont développé les villes, les États et les empires pour les liquider par la suite au profit d'un renouvellement qui sert toujours leurs propres intérêts. Les dirigeants devraient devenir sérieux, considérer l'histoire et comprendre qu'il y a un moment où il faut siffler la fin de la partie pour ces prédateurs. L'humanité n'a pas d'avenir si elle se met entièrement dans les mains de ce type de caste. Ça devient évident aujourd'hui.

Tout ce que je vous dis était caché, n'apparaissait pas de façon évidente aux yeux du monde. Aujourd'hui, avec la crise covidienne, on constate que l'OMS est en train d'acquiescer des prérogatives réglementaires au niveau international. Derrière, il y a des capitaux de plus en plus privés et donc, en fait, l'OMS fonctionne sur le modèle développé par l'OMC des grands capitalistes, ces fournisseurs de crédit qui ont pris le contrôle de l'humanité.

Rappelons juste qu'on fait apparaître l'OMS comme un service public, mais c'est une "boîte privée", en fin de compte...

Un de ses principaux fournisseurs de capitaux, c'est quand même la Fondation Bill et Melinda Gates, qui intervient aussi à plus d'un titre dans presque tous les grands médias occidentaux, notamment *Le Monde*.

À l'occasion du covid, l'importance donnée à l'OMS serait aussi le signe que le « fait politique » s'est effacé devant le « fait économique », et mieux encore, le « fait financier » ?

Derrière le fait économique, effectivement, il y a la puissance financière, ce que j'ai appelé le capitalisme hollando-britannique. En guise d'alternative, il y avait le modèle, qui reste capitaliste, rhénan fondé sur la cogestion et surtout, plus radical encore que le premier, le modèle de la codécision inclus dans le modèle français de la « participation », que j'ai réinventé ou plutôt remis au goût du jour dans ma théorie juridique de l'entreprise (voire mon livre « La nouvelle entreprise »).

Ce capitalisme-là n'est pas pathologique, il est au service du développement du groupe, alors que le modèle capitaliste que nous connaissons aujourd'hui est un modèle de prédation extrêmement pathologique et de déséquilibre intégral des pouvoirs entre ceux qui détiennent les capitaux et ceux qui apportent leur force de travail.

C'est un sujet complexe, mais certains disent que le ver est dans le fruit, et que le système capitaliste en soi doit être prédateur pour pouvoir continuer...

Absolument pas ! Du point de vue du modèle hollando-britannique, vous avez raison, mais on aurait pu dire « le capitalisme, c'est autre chose ». La question capitaliste ne se pose plus du tout dans les mêmes termes si l'on met en œuvre le modèle capitaliste unique de la participation, ou, dans une moindre mesure, si l'on réinitie le modèle du capitalisme rhénan avec sa forme de mutualisation.

Mais est-ce qu'on pouvait encore l'appeler à ce moment-là « capitalisme » ?

Évidemment, on a créé un antagonisme entre libéralisme et communisme, on a pris l'habitude d'assimiler le capitalisme à ce modèle hollando-britannique. Moi je propose de revenir sur sa

définition en disant que le capital peut être utile au développement du groupe, mais à la condition exclusive qu'il soit rééquilibré de façon radicale, de façon statutaire et structurelle, par rapport à la capacité de travail et à la réalité du groupe des individus, des intérêts desquels le capital doit tenir compte. Autrement, c'est une prédation, une pathologie de développement économique.

Ce système en place a instrumentalisé les États. Vous dites que la caste des banquiers commerçants, que d'autres appellent l'État profond, dirigent entièrement les États. Des politiciens en sont conscients comme Emmanuel Macron et notre premier ministre, Alexander De Croo, qui sont Young Global Leaders. Il y en a d'autres assoiffés de pouvoir qui ne se rendent pas compte de ce qui se passe... Mais en tout cas, l'État est un outil au service de biens privés minoritaires...

Il faut comprendre que l'État, tel qu'il se présente actuellement et sur le modèle décrit plus haut, est un show business, un spectacle que l'on montre aux gens pour leur faire croire qu'ils sont en démocratie, et pour les museler, finalement. C'est une imposture politique totale. Le phénomène politique a disparu à la faveur de son accaparement par les détenteurs du pouvoir économique, qui sont à l'origine les banquiers. Ils ont développé toutes les méthodes pour se rendre anonymes et pour supprimer toute responsabilité. Il faut bien comprendre pourquoi l'anonymat leur est indispensable : afin de ne pas attirer l'attention et de n'être pas contestés ni attraités en responsabilité. Si quelqu'un se met à acheter la terre entière, ça entraînera des réactions !

Il y a quelques éléments de preuve, mais aussitôt publiés, aussitôt oubliés. On parlera de Draghi, Monti, Barroso, Prodi qui sont liés de très près à Goldman Sachs et spécialistes du pantouflage. De Croo vient du Boston Consulting Group, proche du Vanguard Group. Ces éléments ne percolent pas...

Non, parce qu'il y a trop de noms, trop de structures différentes, trop d'apparences de diversité pour que les gens comprennent bien la réalité de l'accaparement. La diversité des structures apparentes empêche l'appréciation de la réalité sous-jacente, de la même façon que quand on vous dit « Vous êtes en démocratie parce que vous êtes en parlementarisme représentatif, sous pseudo-séparation des pouvoirs », ça vous empêche de considérer la réalité qui se cache derrière. Il y a toujours une apparence qui est mise en œuvre pour empêcher l'accès à la réalité du terrain, et c'est ça que les médias sont chargés de cacher, finalement.

Alain Accardo a une très belle phrase à ce sujet, il dit que « les médias ont le monopole de la représentation du réel ».

Ils n'ont pas le monopole total, parce que celui-ci est aussi le fait des partis politiques...

Sauf que les partis politiques sans les médias ne seraient pas en bonne posture !

Exact !

J'ai envie d'insister sur quelques notions, notamment celle de libre-échange dont on parle partout. Expliquez-nous pourquoi le jeu n'est pas du tout libre...

À partir du moment où vous interdisez aux États toute possibilité de barrières tarifaires (c'est-à-dire toute possibilité d'instaurer des droits de douanes) et non tarifaires (c'est-à-dire la possibilité de légiférer pour interdire ou restreindre certains flux) il est évident que vous retirez aux États l'essentiel de leurs prérogatives en tant qu'autorités publiques. En faisant cela vous supprimez *de facto* la légitimité des États et faites basculer le monde dans la loi de la jungle, autrement dit la loi du plus fort (où le plus fort est celui qui impose les règles du jeu économique et monétaire) ; laquelle s'accompagne du retour de la loi du talion. Une immense régression en termes de civilisation.

Sans règles pour rééquilibrer les rapports de force, c'est la loi de la jungle.

Je comprends que le libre-échange soit une fantaisie, mais certains y croient encore. Les grosses multinationales sont celles qui profitent le plus de cette liberté. Eux, ont la réelle liberté d'échange et on peut aussi, à ce niveau-là, parler des paradis fiscaux.

Tout ça est lié au fait que les banquiers-commerçants aient pris le contrôle du pouvoir économique, ce qui leur a permis de prendre le contrôle de l'État et de la capacité à édicter des lois ; ils se sont ainsi érigés en « juges et parties », c'est-à-dire qu'ils ont supprimé tout organe de contrôle réel et tout contre-pouvoir à leur puissance ».

Ils édictent des règles pour les mettre à leur service. Et vous avez

raison, les paradis fiscaux entrent dans ce jeu-là. Ils ont fait l'objet d'une guerre, mais pas dans le sens où Nicolas Sarkozy le suggérerait, soit qu'il fallait lutter contre les paradis fiscaux pour aller vers plus de morale économique. Tout au contraire, la guerre en question a consisté à lutter contre les paradis fiscaux qui échappaient encore aux plus gros acteurs de la finance internationale anglo-saxonne qui ont avalé tous les paradis fiscaux sous forme de comptes numérotés. Donc, effectivement, il y a un jeu géopolitique du paradis fiscal, dans la mesure où ceux qui édictent les règles sont ceux qui contrôlent l'émission et la circulation monétaire. C'est la raison pour laquelle Sarkozy disait que rien ni personne ne pourrait s'opposer au gouvernement mondial. C'est en place depuis fort longtemps, mais les gens n'en avaient absolument pas conscience. De fait, les gens croient encore aujourd'hui majoritairement en les « hommes politiques », alors que ceux-ci ne sont que des acteurs, non politiques, au service de ceux qui contrôlent le pouvoir économique réel. Il faut toujours s'intéresser aux rapports de force sous-jacents et vous comprenez tout de suite que l'on est dans une fumisterie !

Bien organisée...

...bien sûr, organisée de très longue date. Ces gens-là ont énormément d'expérience dans la manipulation des idées, des idéologies et des émotions des foules.

Oui, donc, on peut dire que quand on parle de « lutte » dans les médias mainstream et que les partis politiques parlent de « lutte contre des paradis fiscaux » ou les « grosses fortunes », on est dans le contraire, en fait...

On est dans l'imposture. Quand ces gens-là parlent de droits ou de libertés, c'est pour cacher la misère. Parce que quand vous vivez dans un monde réellement libre, vous n'avez pas sans cesse à la bouche le mot « liberté »...

Évidemment, plus ils en parlent, moins ils la concrétisent...

Dans un monde équilibré, vous ne penseriez pas à parler d'équilibre des pouvoirs et de séparation des pouvoirs. À partir du moment où on se met à entendre parler en permanence de liberté, de démocratie ou de République, vous pouvez être sûr qu'il s'agit de l'inverse. La République, c'est la *res publica*, c'est la chose publique. Or, en fait, ils ont appelé « République » un système politique entièrement au service des pouvoirs financiers.

On entend de plus en plus souvent les gens dire : « Mais on est quand même en démocratie, on a quand même de la chance ». Vous dites que nous ne sommes plus en démocratie. L'a-t-on déjà édité ?

Structurellement, nos pouvoirs politiques ont été organisés pour servir les intérêts de la haute finance. Mais au début de cette organisation, il y avait encore des contre-pouvoirs ancrés dans les mœurs et dans la réalité politique, en particulier au moment de la Révolution française, où il y avait encore un parti sous bannière royaliste qui s'opposait encore un peu à certains objectifs de la haute finance et de la grande bourgeoisie. Ensuite, cette opposition s'est transformée sous la forme de l'opposition entre le libéralisme et le communisme. Les contre-pouvoirs venaient alors de l'extérieur, de l'Histoire ou encore de constructions idéologiques qui étaient artificielles, mais qui existaient *de facto*.

Quand le Bloc de l'Est s'est effondré en tant qu'idéologie et régime politique, tous les contre-pouvoirs ont disparu, et les vices inhérents à nos propres régimes sont devenus évidents.

C'est comme ça qu'on a eu l'OMC, arrivée en 1994, juste après l'effondrement du Bloc de l'Est. Puis le traité de Maastricht....

La génération du libre-échange...

Exactement. Juste après le renouveau « unionique » européen. Le libre échange a connu un nouvel essor, si vous voulez, à partir du moment où les contre-pouvoirs extérieurs ont disparu.

Certains disent « Mais il faut investir le pouvoir ! ». Mais si je vous comprends bien, dans cette configuration, ça ne sert à rien de se faire élire, il faut faire autre chose, il faut changer le système...

Bien sûr, le rapport de force n'est pas dans les urnes, que j'appelle des « urnes funéraires », mais il est ailleurs, il est sur le terrain. Par hypothèse, vous ne pouvez rien changer dans les urnes, puisque les règles du jeu sont élaborées ailleurs.

Propos recueillis par Alexandre Penasse en janvier 2022.

* Docteur en droit et analyste en géopolitique juridique.

« La France a quitté en 2020 le peloton de tête du classement mondial des démocraties »

ENTRETIEN AVEC LAURENT MUCCHIELLI*

Qu'est-ce que l'expression « État profond » évoque pour vous ?

C'est une expression qui ne fait pas partie de mon vocabulaire. J'observe qu'elle est du reste très polysémique. Certains en ont un usage de type conspirationniste (autour de l'idée d'un gouvernement parallèle caché), d'autres désignent par-là l'action de la bureaucratie derrière les élus, ou encore les activités secrètes d'un État ou d'une agence d'État (la CIA par exemple). Pour ma part, je me contente d'observer d'une part les paroles et les actes des gouvernants, d'autre part les liens assumés ou dissimulés qu'ils entretiennent notamment avec les puissances économiques, industrielles et financières. Il s'agit notamment de comprendre les liens et conflits d'intérêts, les trafics d'influence et la corruption qui est une réalité très sous-estimée dans les pays occidentaux, comme nous sommes quelques-uns à le dire depuis longtemps¹.

Comment identifiez-vous la nature de l'État aujourd'hui ? Est-elle « simplement » autoritaire ? Dictatoriale ? Voire totalitaire ?

Même si certaines évolutions sont communes à beaucoup de pays occidentaux, je parlerai surtout du cas français que je connais le mieux. « Autoritaire », le pouvoir exécutif l'est de plus en plus puisqu'il cherche à imposer de force sa politique sanitaire à toute la société, en recourant notamment à une propagande massive et en fragilisant nombre de droits fondamentaux et de libertés individuelles. « Dictatorial », il le devient par moments, au double sens de la concentration des pouvoirs dans un petit nombre de mains (le Président de la République, son gouvernement et sa majorité à l'Assemblée nationale) et de la mise en sommeil des contre-pouvoirs. Le fait de vivre en « état d'urgence » quasi permanent depuis deux ans encourage cette dérive du fait de la large paralysie des contre-pouvoirs parlementaires et judiciaires. Se pose également le problème des liens d'intérêts du Conseil d'État et du Conseil Constitutionnel avec le pouvoir politique. En France, le Conseil d'État est à la fois le conseiller du gouvernement (il donne son avis préalable sur la légalité et l'opportunité des projets de lois) et le juge administratif suprême. Mais il entretient des liens consanguins avec le pouvoir exécutif puisque ses membres sont nommés en Conseil des ministres. En pratique, il est surtout frappant de constater l'importance des allers-retours que font nombre de conseillers d'État entre cette position juridictionnelle et des fonctions politiques directes (dans les cabinets ministériels notamment) ou indirectes (dans les directions de grandes administrations ou de grandes entreprises dont l'État est actionnaire). Dans certains cas, force est même de constater des nominations de complaisance dénuées de toute justification autre que les amitiés politiques². Quant au Conseil constitutionnel, il manque lui aussi cruellement de légitimité en France. Dans quasiment tous les autres pays démocratiques, il existe une cour constitutionnelle composée de véritables magistrats et dont la nomination est moins politisée qu'en France. L'actualité vient du reste de nous le rappeler avec les trois nouvelles nominations annoncées mi-février³. Vous me proposiez enfin le terme « totalitaire », qui me paraît en revanche inapproprié. Il devrait être réservé aux États dans lesquels un seul groupe exerce la totalité du pouvoir (parti unique), cherche à faire disparaître (au besoin par la violence) toute forme de contestation et n'est pas soumis aux aléas du suffrage universel.

Que reste-t-il du « triangle magique » de la démocratie (État de droit, droits de l'individu et souveraineté populaire) après deux ans d'état d'urgence sanitaire ? La démocratie telle que nous l'avons connue a-t-elle encore un avenir ?

Mes travaux antérieurs sur les politiques de sécurité m'avaient déjà amené à questionner certains aspects de la démocratie, au même titre que de nombreux juristes⁴. Je constatais que beaucoup de politiciens étaient prêts à rogner un certain nombre de droits fondamentaux et de libertés individuelles et collectives

sous prétexte de sécurité ou de lutte contre le terrorisme. Ceci a occasionné de nombreuses dérives ces dernières années : pénalisation tous azimuts, banalisation des procédures judiciaires d'urgence, brutalisation du maintien de l'ordre policier, fichage intégral de la population, etc.⁵ Dans *La doxa du covid*, je montre que, désormais, le sanitaire rejoint le sécuritaire pour menacer de façon inédite ces droits et ces libertés, dans une large indifférence qui fait froid dans le dos. En effet, nous constatons que le confinement fut aussi inutile que liberticide ; que ce système d'attestation obligatoire sous surveillance policière et menace de sanction pénale fut pratiqué de façon très discriminatoire et distingue tristement la France de la plupart des autres pays ; que l'acharnement à rendre indirectement obligatoire la vaccination a nécessité le recours à une propagande digne des dictatures (j'en démonte les mécanismes dans un chapitre du tome 1) et a piétiné des principes éthiques aussi cruciaux que l'inviolabilité du corps humain, l'interdiction des expérimentations médicales et le respect du consentement libre et éclairé⁶ ; que le gouvernement et tous ses affidés (inclus donc des médecins, des universitaires et des journalistes) ont été d'une totale hypocrisie au sujet de la pharmacovigilance : se précipitant sur ses chiffres lorsque ça les arrangeait (pour alerter sur la prétendue dangerosité de l'hydroxy-chloroquine), puis prétendant qu'ils ne valaient rien quand ça les dérangeait (pour cacher les effets indésirables des vaccins). Quant au fait d'imposer, en octobre 2021, lors même que les indicateurs de l'épidémie étaient au plus bas, le vote d'une loi prolongeant l'état d'urgence jusqu'à l'été 2022, avec la complicité passive de députés largement absentéistes, il m'a laissé sans voix... Une seule institution de protection de la démocratie s'est inquiétée de tout ça : le Défenseur des Droits. Mais ses avis sont seulement consultatifs. Pour toutes ces raisons, la France a quitté en 2020 le peloton de tête du classement mondial des démocraties du magazine *The Economist*. Et j'observe en sens inverse que les pays scandinaves, champions de la démocratie depuis fort longtemps, sont aussi ceux qui ont le moins piétiné leurs principes et maltraité leurs populations durant cette crise. Ce sont eux qui auraient dû nous servir d'exemple, et non la Chine !

Les devoirs avant les droits, comme l'a proclamé Emmanuel Macron, qu'est-ce que cela vous inspire ?

J'en reste abasourdi. Faut-il rappeler combien d'hommes et de femmes sont morts pour arracher de haute lutte nos droits depuis le XVIII^e siècle ? Je ne comprends pas le silence des intellectuels, le silence des magistrats, la timidité des politiques et la complicité des journalistes. Comment peut-on prétendre incarner les droits de l'Homme et donner à d'autres (comme la Chine ou certains pays africains) des leçons de démocratie si l'on est capable de prononcer de telles phrases ?

La doxa du covid, est-ce une nouvelle idéologie, voire une sorte de religion séculière à coloration sectaire ?

Pas exactement. La doxa est un concept popularisé par Pierre Bourdieu et qui désigne le discours des élites dominant une société. Discours dont la finalité est d'abord de légitimer cette domination, en l'occurrence en prétendant que les dominants sont les seuls compétents, donc seuls aptes à prendre les bonnes décisions, fût-ce contre l'avis des citoyens de base. Quand je parle de « doxa du covid », je désigne donc la narration officielle, qui a consisté à dire dès le début de l'épidémie 1) que nous risquons tous de mourir, 2) qu'il n'y a aucun traitement médical de la covid, 3) qu'il faut donc confiner la totalité des populations et enfin 4) que la « délivrance » viendra des vaccins. Les quatre affirmations sont fausses mais ceci permet de justifier les deux principales mesures politiques prises pour « gérer » prétendument l'épidémie, à savoir le confinement et l'obligation vaccinale indirecte (imposée par chantage). Je parle par ailleurs de « religion vaccinale » pour désigner à la fois la crédulité générale de nos élites face

au marketing des industries pharmaceutiques, et la propagande inédite que les gouvernements ont déployée avec la complicité de nombreux médecins et de nombreux journalistes notamment.

Se dire de gauche tout en souscrivant à la doxa du covid, est-ce compatible et politiquement cohérent ?

Les questions que soulève la gestion politique de cette épidémie transcendent le clivage droite-gauche. Mais je constate avec tristesse que la gauche intellectuelle et politique a largement sombré du fait de son incapacité à questionner la doxa et à comprendre les énormes enjeux économiques et financiers cachés derrière la religion vaccinale. Le résultat est un alignement sur le discours macroniste dont la rhétorique électoraliste (vous êtes avec moi ou alors c'est que vous êtes d'extrême droite) est pourtant grosse comme le nez au milieu de la figure. Du côté de la gauche intellectuelle, il faut sans doute ajouter une grande naïveté dans la croyance dans « la Science » et « le progrès scientifique », qui rejoint celle, encore plus partagée, de la croyance dans « le progrès par la technologie ».

Une démocratie digne de ce nom peut-elle être (seulement) sanitaire et/ou écologique ?

Certes pas. À mes yeux, la démocratie est un processus historique jamais terminé et jamais définitivement acquis dans lequel la majorité des forces politiques 1) défendent l'égalité de principe de la totalité des citoyens (luttent donc contre toutes les formes de discrimination), 2) défendent un ensemble de libertés individuelles et collectives, 3) luttent contre toutes les formes d'oligarchies c'est-à-dire d'accaparement du pouvoir de décision par un petit groupe particulier quel qu'il soit, 4) garantissent un ensemble d'institutions qui forment autant de contre-pouvoirs pour limiter celui de l'exécutif, quel qu'il ait été son mode de désignation. Cette définition permet d'entrevoir l'ampleur du désastre occasionné par la gestion politique du Covid. Quant à l'écologie (dont je suis également un défenseur acharné), elle se situe à mon sens sur un autre plan, qui nous amènerait notamment à parler de droit international.

Comment interprétez-vous vos démêlés avec Mediapart ? La doxa du covid a-t-elle réussi à bâillonner certains médias alternatifs ?

Ce qui a bâillonné tant de gens, en anesthésiant leur esprit critique, c'est d'abord la peur. Je l'ai constaté à de nombreuses reprises dans mes discussions avec des personnes de tous âges et tous milieux sociaux (y compris des collègues universitaires). Les gens étaient dominés par leurs émotions et donc incapables de réfléchir tranquillement. Ensuite, je pense qu'il existe un fort entre-soi et un certain corporatisme dans le milieu journalistique, surtout parisien évidemment (puisque tout y est archi-concentré). Ceci favorise des comportements très conformistes et suppose, inversement, une vraie prise de risque si l'on veut assumer publiquement une différence. Enfin, concernant Mediapart, il y a des phénomènes relevant du sectarisme politique (on veut tuer Raoult parce qu'on l'a catalogué homme de droite) et de l'orgueil (on se croit plus malins que les autres, alors qu'au final on a traité cette crise comme les autres médias) qui sont très visibles. Y a-t-il d'autres facteurs explicatifs, politiques ou économiques et financiers ? Je n'en sais rien. Toujours est-il que, me concernant, Mediapart a fait preuve d'une hypocrisie redoutable en nous censurant (sept autres collègues et moi-même) à quatre reprises dès que nous avons osé critiquer le dieu-vaccin, tout en claironnant partout qu'ils sont les défenseurs de la liberté d'informer, de la liberté d'expression, des lanceurs d'alerte et des intellectuels critiques. Je raconte ça dans le dernier chapitre du tome 2 intitulé « Adieu Mediapart ». J'en suis bien triste à nouveau, mais c'est la réalité.

Propos recueillis à distance par Bernard Legros, février 2022.



1 Pour ce qui me concerne : Philippe Bonfils, Laurent Mucchielli & Adrien Roux (dir.), *Comprendre et lutter contre la corruption*, Aix-en-Provence, Presses de l'Université d'Aix-Marseille, 2015.

2. Un exemple parmi beaucoup d'autres : la nomination comme « conseiller d'État en service extraordinaire » du médecin Yves Lévy, ancien directeur de l'Inserm et surtout époux de l'ancienne ministre de la Santé (« Le mari médecin de la ministre Buzyn recasé... comme conseiller juridique du gouvernement », *Marianne*, 10 octobre 2018).

3 Jean Quatremer, « Nominations au Conseil constitutionnel : une République d'obligés », *Libération*, 15 février 2022 (en ligne).

4 Par exemple Paul Cassia, *Contre l'état d'urgence*, Paris, Dalloz, 2016 ; Christine Lazerges (dir.), « Terrorismes », *Archives de politique criminelle*, 2016, n°38 ; Julie Alix et Olivier Cahn (dir.), *L'hypothèse de la guerre contre le terrorisme*, Paris, Dalloz, 2017.

5 L. Mucchielli, « Introduction au débat : L'état d'urgence, quelles conséquences sur les politiques publiques ? », *Sociologie*, 2017, 8 (4) [en ligne].

6 Ces aspects sont développés par les professeurs Philippe Ségur et Alessandro Negroni dans le tome 2 du livre.

* Laurent Mucchielli est sociologue, directeur de recherche au CNRS. *La doxa du Covid*, en deux tomes, aux éditions Éolienne, est son dernier essai en date (voir « lu, vu, entendu », p. 23).

L'éloge des nouveautés de la technocratie

On croit souvent que les publicités ont pour seul but de promouvoir la vente des produits vantés, or il apparaît que ce n'est pas nécessairement le but recherché. Ainsi, vous avez certainement vu les publicités pour voitures, omniprésentes, surtout en cette année sans salon de l'auto. Vous avez alors dû remarquer que beaucoup de ces publicités sont centrées sur les voitures « 100% électriques ». C'est assez paradoxal, car ces voitures représentent à peine 7,5% des ventes de véhicules neufs, et encore, c'est une moyenne pour l'Europe où certains pays tirent les chiffres vers le haut (Norvège, car l'énergie électrique est très peu chère vu sa production par l'hydraulique). Pourquoi les publicités négligent-elles autant les 92,5% du marché ?

Elles s'alignent ainsi sur les politiques qui ont trouvé dans ce mode de propulsion la solution aux émissions de CO₂ et la raréfaction programmée du pétrole. Pourtant, de plus en plus de voix s'élèvent pour contester ce choix et sa pertinence. Mais c'est inclus dans les programmes de la « croissance verte ».

Même Carlos Tavares, le patron de Stellantis, une multinationale qui regroupe Peugeot, Citroën, Fiat et Chrysler, émet de grandes craintes quant à la « brutalité » du passage à la voiture électrique. Lui qui n'est pas un militant écologiste, estime que le gain en émissions de gaz à effet de serre n'est effectif qu'à partir d'un grand nombre de km parcourus. Il affirme en effet que « compte tenu du mix énergétique européen actuel, une voiture électrique doit parcourir 70.000km pour compenser l'empreinte carbone de la fabrication de la batterie et commencer à rattraper un véhicule hybride léger, qui coûte deux fois moins cher qu'un véhicule électrique. ». Ce chiffre de kilomètres est identique à celui d'une étude de Damien Ernst, le spécialiste des dossiers sur



l'énergie, favori des médias. Par la suite (sous quelles pressions ?) il a revu ce chiffre à 35.000km. Tavares ajoute « l'électrification est une technologie choisie par les politiciens, pas par l'industrie, il existe pourtant des moyens plus rapides et efficaces, et surtout moins coûteux, pour diminuer de façon drastique le bilan CO₂ de l'industrie automobile. »

MORE AND MORE ENGLISH

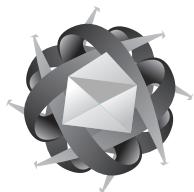
On constate que de plus en plus de signatures incluent des mots d'anglais. Dans le monde de la publicité, la signature est le

slogan présent sous le logo ou tout contre. Il permet de différencier la marque et de révéler sa personnalité, sa vision, ses valeurs et est parfois gardé pendant plusieurs années. Faisons une petite sélection des mots d'anglais présents dans les signatures (si vous devinez la marque qui correspond à ces signatures, vous êtes un.e champion. ne de connaissance des publicités). On trouve ainsi : *Drink true, Inox is enough, Transforming spaces, Smart money, Smart life, Better together, Dancefloor, Enjoy the music, enjoy Fun radio, Slow lover* en Gironde...

Venu des USA, une nouveauté technologique, le métavers, doit aussi être promu par de la publicité. Le mot métavers (traduction en français de l'anglais meta-verse) a été inventé par Neal Stephenson. Cet auteur de science-fiction reconnaît que « le métavers est une invention de ma part, qui m'est venue à l'esprit quand j'ai réalisé que les mots existants comme « réalité virtuelle » étaient trop maladroits pour être utilisés. ». Pendant *Super Bowl*, la finale du football américain la plus regardée à la télévision (100 millions de téléspectateurs aux États-Unis et 150 millions de par le monde), les publicités lors de la mi-temps sont les plus recherchées et sont vendues à des prix astronomiques (6,5 millions de dollars pour 30 secondes de pub). Cette année, une publicité pour le métavers a été la cible de beaucoup de critiques. En effet, pour promouvoir la réalité virtuelle, l'entreprise de Mark Zuckerberg a livré une vision dystopique et franchement déprimante du monde réel. Pour promouvoir ces technologies, il faut donc dévaloriser le monde dans lequel nous vivons. Et puis on s'étonne que beaucoup de fans de ces technologies toujours plus folles, qui discréditent le réel, tentent de fuir vers des paradis artificiels, que ce soit la drogue ou la dépendance aux images animées de leurs écrans.

Alain Adriaens

Illustration: Antoine Demant



COURRIER DES LECTEURS

Bonjour Alexandre,

Je souhaite réagir à l'article sur l'humusation (n° 53). Ce projet d'un nouveau mode d'inhumation me semble, tel qu'il est présenté, soulever une question fondamentale, que je n'ai jamais vu traitée. L'idée de l'importance d'une sépulture n'est sûrement pas absente de nos préoccupations aujourd'hui. À preuve d'exemple la place qu'elle a dans deux films relativement récents : *Les premiers, les derniers* de Bouli Lanners et *Le fils de Saül* de László Nemes.

Si on remonte dans le temps, on arrive bien sûr au drame d'Antigone exposant sa vie pour assurer une sépulture à son frère Polynice. Or, quelle motivation invoque-t-elle ? Celle de lois divines éternelles. Autrement dit, l'octroi d'une sépulture est un acte qui marque un écart par rapport à la nature et aux lois simplement humaines. C'est cette transcendance symbolique qui me semble écartée par l'humusation, qui ne me paraît considérer, justement, que la seule optimisation d'un processus naturel, d'une nature dont nous ne serions que partie. Or, la vie réduite à un processus, c'est bien là l'un des aspects du traitement politique et médiatique qui a pu être fait de la pandémie covidienne. N'y a-t-il pas là l'objet d'une réaction globale ? J'entends bien que, « *poussière, nous retournerons en poussière* ». Mais, suivant quel mode symbolique, avec quel écart pris par rapport à la nature, pour nous-mêmes et la communauté humaine, la question doit, je crois, être posée.

Bien cordialement,
Xavier

Contacté par mes soins pour donner une interview dans le cadre de notre dossier « *L'État profond contre la démocratie réelle* », voici la réponse de Jean-Claude Michéa. Même si elle est négative, elle a tout son intérêt : en peu de mots, il donne son éclairage particulier sur la problématique.

B. L.

Cher Bernard,

C'est bien, hélas, ce que je craignais ! Voilà 5 questions – certes fondamentales – mais auxquelles je serais tout à fait incapable de répondre de façon sérieuse,

c'est-à-dire autrement que de façon « journalistique ». Il me faudrait, en effet, un temps fou (sans compter qu'ici la première petite librairie se trouve à 30 kilomètres) pour traiter aussi bien de la notion d'« État profond » (un concept qui me semble assez obscur, même s'il permet évidemment de rompre avec la représentation mensongère et illusoire que l'État libéral tient à donner de lui-même) que de celle d'« hygiénisme sécuritaire » ou des différences précises qui existent incontestablement entre État « autoritaire », « dictatorial » ou « totalitaire » ! Or le peu de temps que je peux actuellement consacrer à la vie numérique (autrement dit à la position assise devant un ordinateur !) concerne avant tout, depuis quelques années, la question des formes modernes de la « loi de la valeur » (et, bien entendu, tout ce qui concerne le monde rural). Et il me faudra encore beaucoup d'années (à raison de 2 heures par jour, sauf lorsque la pluie tombe de façon diluvienne) pour parvenir à quelques résultats éventuellement publiables. Ma première réaction était donc malheureusement la bonne. Cela exigerait de moi un temps de préparation absolument incompatible avec le mode de vie que nous avons choisi (depuis bientôt 6 ans déjà). Désolé !

JCM

Bonjour à toute l'équipe de Kairos,

Par ce message, je tenais à vous marquer mon soutien. Devant le refus par l'AJP de prolonger la carte de presse d'Alexandre Penasse, je suis révolté. Cela étale une nouvelle fois au grand jour les collusions structurelles malsaines entre le pouvoir et la presse mainstream. Autrement dit toute la presse. Car les îlots de résistance, de probité journalistique et d'émancipation citoyenne dont Kairos est un des seuls en Belgique depuis 10 ans à porter l'étendard sans fléchir, sont aussi rares que les mesures rationnelles et démocratiques prises par le gouvernement (et acceptées par le silence assourdissant des élus du peuple) dans cette fausse crise sanitaire.

Si je vous lis, c'est pour cela : vous creusez à travers l'information superficielle la recherche de la complexité du réel et de la vérité. Votre courage est une gifle sur la face grise des lâches, des compromis, des déserteurs de la démocratie qui construisent la manipulation et l'atomisation de la société au profit d'un pouvoir totalitaire. Ne lâchez rien ! Ne lâche rien, Alexandre !

Daniel Modave

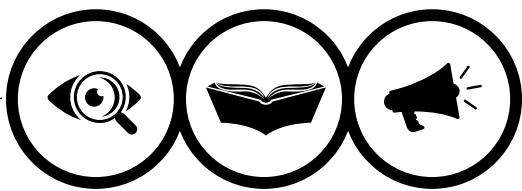
Peste émotionnelle et dérivées

L'image de la "peste émotionnelle", pour tenter d'expliquer la folie qui, parfois, s'empare d'un groupe d'humains déracinés, et crée autour d'eux un égrégore maléfique qui étouffe toute pulsation vivante, a été élaborée par Wilhelm Reich dans ses premières tentatives pour expliquer le fléau nazi. Et tenter d'empêcher son retour.

La peste émotionnelle avance masquée, toujours. Elle se montre avenante, amicale, pleine de bonnes intentions. Elle cherche votre adhésion, elle déploie, pour vous séduire – car elle ne connaît que cette forme-là de contact humain – tous ses charmes et toute sa bienveillance. Elle veut la Liberté et le Bonheur Pour Tous. Elle est très peinée quand, par hasard, on ne répond pas aussi favorablement à ses avances qu'elle estime le mériter. Elle fait alors part de ses doutes et de ses angoisses, vous concernant. Concernant votre état mental, vos Phobies – surtout vos Phobies-, votre soumission à de vils manipulateurs, votre manque de culture. Elle en fait part, mais jamais à vous. Elle en fait part à vos amis, à vos connaissances. Elle dit que vous fermez des portes et que vous ne voulez pas comprendre la qualité de sa Bonté.

Et elle continue à avancer, toujours masquée dans la plénitude de sa Vertu. Sans que vous le sachiez, elle change les règles du jeu. Elle enseigne à vos enfants que ce que vous leur transmettez n'est rien d'autre que du mensonge. Elle enseigne à vos enfants que ce qu'ils ressentent, ce qu'ils perçoivent, ce qu'ils connaissent intuitivement parce qu'ils sont les enfants de la Terre-Mère, n'est rien d'autre qu'un brouillard maléfique instillé en eux par leurs parents, et ce dès leur naissance. Elle enseigne que les contes et les légendes qui constituent la mémoire de la sagesse humaine ne sont que des récits imposés par des mystificateurs qui n'ont pour seul but que de perpétuer la Domination. Si vous tentez de la pointer du doigt, si vous tentez de prévenir vos frères et vos sœurs de ce qui est en train de se produire sous leurs yeux, elle aura beau jeu d'affirmer qu'elle n'existe pas et que vous devriez faire soigner votre phobie paranoïaque. Et sans que vous le sachiez, elle continue à changer les règles de la vie en société. En attendant, patiemment, le jour où elle pourra se dévoiler...

Michel Donceel



VU, LU, ENTENDU

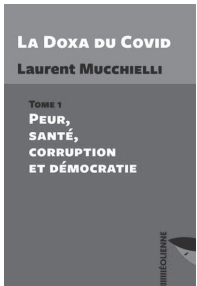


En défense d'une loi liberticide, le garde des Sceaux français Alain Peyrefitte avait déclaré à l'orée des années 1980 que « *la sécurité est la première des libertés* ». Pour aberrante qu'elle soit, la formule a fait florès et ressurgit à chaque tour de vis sécuritaire. C'est ainsi que, lors du basculement covidien, Big Brother expliquait doctement au cheptel humain hébété que « *le confinement, c'est la liberté* ». Dans cet essai aussi pédagogique que brillant, Michel Weber tord le cou à cette ineptie. Mieux encore, il renverse l'assertion et nous démontre que, tant d'un point de vue politique que psychologique ou philosophique, la liberté ne peut être que première : elle est la condition indispensable à une vie authentique et à la démocratie. Or, depuis l'avènement du capitalisme thermo-industriel, les dirigeants font tout pour contrôler une société massifiée, où le citoyen serait ravalé au rang de producteur-consommateur gogo et soumis. En Mai 68, de Gaulle agite la menace de la guerre civile, met en scène la vacance du pouvoir et renverse la situation : le mirage de la sécurité aura dévoyé les revendications libertaires. D'un point de vue psychologique, Bruno Bettelheim tire les conclusions de son internement dans les camps nazis : la disparition d'un environnement stable et son remplacement par un chaos dissociatif rend le recours à la liberté et à la spiritualité impératifs. La liberté est un absolu qui ne tolère pas d'être éclipsé par la relativité de la sécurité. Toujours incertaine, il s'agit de danser la vie, et ce contre les entreprises totalitaires, qui, comme Hannah Arendt l'a démontré, visent par leurs méthodes de conditionnement à éliminer la spontanéité elle-même, laquelle est la manifestation la plus générale et la plus élémentaire de la liberté humaine. L'auteur conclut par un éloge de la culture, c'est-à-dire de la création toujours renouvelée d'une atmosphère communautaire propice à une existence authentique, alliant liberté individuelle et solidarité collective. Outre ce livre, on recommandera *L'éloge du risque* d'Anne Dufourmantelle, trop tôt disparue, et qui est sorti récemment en édition de poche.

Michel Weber, *La Liberté est la première des sécurités. Plaidoyer psychothérapeutique*, Chromatika, 2021.
F. M.

Cette brochure inaugure la « Traque aux galimatias », une collection de textes courts pour faire le point sur un sujet précis, sans fariboles ni galimatias. Par les temps qui courent, nous ne le savons que trop, le discours politico-médiatique dominant sacralise le vaccin, considéré comme le marqueur indiscutable des progrès de la médecine moderne. Hervé Krief nous rappelle qu'Edward Jenner a inventé le premier vaccin contre la variole en 1796, à l'aube de la révolution industrielle en Angleterre. Loin d'être une coïncidence, il s'agit au contraire d'une même vision qui préside à l'avènement d'une production de masse standardisée. Celle-ci est non seulement la marque de fabrique de la société industrielle marchande, mais aussi celle de la médecine nouvelle. Celle-ci rompt avec les traditions médicales chinoises, grecques, ou simplement pré-industrielles qui, toutes, portaient leur attention à chaque être humain reconnu comme une personne unique, vivant dans un environnement spécifique. En imposant le monopole des médecins et pharmaciens diplômés, Napoléon 1^{er} rejette dans les limbes de l'obscurantisme tous les savoirs populaires. Il ouvre ainsi une ère profitable aux « sachants » estampillés par l'État technoscientifique. C'est ainsi que, dans *Knock ou le triomphe de la médecine* (1923), le personnage éponyme de la pièce de Jules Romain noue une alliance lucrative avec le pharmacien du village en décrétant que « tout homme bien portant est un malade qui s'ignore ». Krief constate aussi le parallèle entre les destructions écologiques provoquées par l'ère industrielle et l'affaiblissement de notre système immunitaire. Nous voici pris dans le cercle vicieux d'une médecine industrielle qui ne nous considère pas comme des individus, mais tente de colmater par des moyens techniques et déshumanisés les pathologies de la société marchande. Au terme d'un survol historique précis des conditions d'apparition et de diffusion des différents vaccins, l'auteur nous invite à « *restaurer notre immunité naturelle en osant le pari d'une vie simple, riche, pleine de poésie et de labeur partagés* ».

Hervé Krief, *Enquête sur une vaccination au-dessus de tout soupçon. Petite histoire des vaccins et de leur lien indéfectible avec la société industrielle*, Quartz, 2022, 58 pages.
F. M.



Sociologue et directeur de recherche au CNRS, Laurent Mucchielli est aussi de ceux qui sauvent l'honneur de la gauche en France. Viendrait-il de la droite que son essai serait à saluer de la même manière. Car il y fait une excellente synthèse et critique – sociologique, scientifique – de la doxa du covid (*i.e.* le narratif officiel), en retraçant chronologiquement la saga politico-sanitaire depuis ce satané mois de mars 2020, pour en arriver à décerner un zéro sur dix au gouvernement français qui, se présentant comme omniscient aux yeux de la populace, a empêché les médecins généralistes de soigner et n'a prescrit comme remèdes (sic) que le confinement total et la vaccination totale, dans une « *frénésie bureaucratique* », un « *enfermement dans le registre émotionnel* » et un « *hospitalo-centrisme* » aboutissant au « *nihilisme thérapeutique* ». Bien sûr, Bill Gates

et l'OMS ne s'en sortent pas mieux. Les mesures liberticides, la manipulation de la science, la casse de l'hôpital public, l'emprise des industries pharmaceutiques et du capitalisme financier, la corruption, le viol des foules par la propagande politico-industrielle, le conformisme et la soumission sont aussi dénoncés. Comment une telle doxa a-t-elle pu prendre corps aussi vite ? « [...] *le drame [est] que ceux-là mêmes (chercheurs et journalistes scientifiques) qui avaient parfois si bien identifié le problème ces dernières années sur d'autres enjeux environnementaux et sanitaires cruciaux [...] se sont montrés incapables de comprendre la façon dont ce lobbying s'est déchainé à l'occasion de la "crise du covid" en utilisant pourtant grosso modo les mêmes ficelles* ». L'auteur prend également la défense du professeur Didier Raoult, victime de coups bas de la part des politiques, des médias dominants et d'une bonne partie de ses confrères pour avoir voulu garder son indépendance thérapeutique. « *L'immodestie fondamentale de nos dirigeants n'a [ainsi] d'égale que l'inutilité des contraintes et souffrances qu'ils ont infligées aux citoyens* ». Ni oubli ni pardon, ajouterons-nous.

Laurent Mucchielli, *La doxa du covid. Tome 1, peur, santé, corruption et démocratie*, Éolienne, 2022, 127 pages.
B. L.



« *Lève les yeux !* » (de ton écran), tel est le nom de l'association dans laquelle Yves Marry et Florent Souillot sont actifs. C'est peu dire qu'ils connaissent bien le sujet de l'invasion de nos vies par le numérique. Comme bien d'autres, ils dénoncent l'influence néfaste des écrans sur les enfants, d'autant plus nocive que ces enfants sont jeunes. Il apparaît que des adolescents passent plus de 11 heures rivés à des écrans (télévision, PC, smartphone). De plus, la crise sanitaire a augmenté la puissance des GAFAM et même les États ont entamé la numérisation de l'éducation. Cette captation de l'attention est une véritable guerre déclarée aux humains. Ce que recherchent les plateformes est la captation de l'attention dans le but de faire du profit en revendant les données accumulées à divers clients : marchands pour fourguer leurs publicités ciblées, politiques pour influencer les électeurs. Comme une part croissante de la publicité est dirigée vers l'internet, les médias traditionnels sont fragilisés et adoptent peu à peu le fond et la forme des « médias » en ligne. Les citoyens mobilisés par les images deviennent incapables d'agir dans le réel. Les auteurs montrent comment les experts en « captologie » analysent nos cerveaux et déterminent trois systèmes d'attentions en compétition. Entre l'attention d'habitude, celle émotionnelle et celle exécutive, ils privilégient la première, car plus prévisible, et l'automatisation de nos comportements leur permet d'être plus efficaces. Ils détaillent aussi quelque chose de plus en plus connu : la fable de la dématérialisation du net alors qu'elle a un impact déjà énorme et qui va en grandissant, tant pour les émissions du CO₂ que pour l'extraction violente des métaux rares.. Et donc, « la croissance verte », durable grâce au numérique, est un moyen fallacieux de perpétuer le capitalisme en numérisant de plus en plus les objets. La déconnection est, en ce domaine, la seule méthode pour ne pas perdre *La Guerre de l'attention*. Le livre est touffu, parfois répétitif, mais apprend beaucoup sur un sujet qu'on croit connaître.

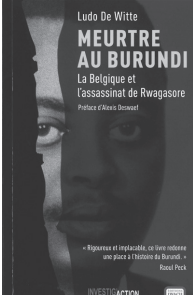
Yves Marry et Florent Souillot, *La guerre de l'attention. Comment ne pas la perdre*, L'Échappée, 2022, 253 pages.
A.A.



Philosophe-jardinier, Aurélien Berlan est bien placé pour nous expliquer ce que les mots travail, émancipation, liberté, délivrance et autonomie veulent dire, dans le cadre de la civilisation industrielle. Son essai très réussi nous ouvre les yeux sur une réalité trop souvent ignorée. Chercher à se délivrer de la nécessité pour atteindre la liberté (libérale) et l'émancipation se paiera toujours au prix fort : dépossessions (professionnelle par la division du travail, politique par l'enfermement dans la démocratie représentative), automatisation des tâches productives, assujettissement au salariat et à des macro-systèmes techniques sur lesquels le travailleur n'a aucune prise, contrôle biopolitique et dissolution de la vie privée, dépendance au marché et à la consommation de masse, pouvoir technoscientifique sur la nature et dégradations écologiques. Sans oublier les inégalités et la domination sociale, car « *la formule-clé de la liberté libérale n'est pas le laisser-faire, mais le faire-faire* », à savoir se défausser sur d'autres pour des tâches (politiques, professionnelles, techniques, etc.) que nous ne voulons pas assumer nous-mêmes et pour des biens que nous ne voulons pas fabriquer nous-mêmes. L'auteur nous fait revenir sur *terre... et liberté* : l'émancipation et la liberté passeront avant tout par l'autonomie matérielle, condition de l'autonomie juridique et politique. Assurer sa subsistance au quotidien à l'échelle locale ou régionale, sans avoir besoin de (contre-)maître(s) ni du « *marché industriel de l'économie globalisée* » exigera des efforts, mais la conception populaire de la liberté est à ce prix, ce que savaient les communautés d'avant la révolution industrielle. « *L'autonomie dans l'interdépendance* » doit redevenir une idée centrale. Après l'existentialisme (Jean-Paul Sartre), le municipalisme (Murray Bookchin), le convivialisme (Alain Caillé), Berlan forge le néologisme « *subsistancialisme* », articulé autour de l'autoproduction, l'autosuffisance et l'ancrage local. Mais

faire sécession de la megamachine ne suffira pas, il faudra aussi la saboter, ce qui rend nécessaire l'exercice de la politique.

Aurélien Berlan, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de la délivrance*, La Lenteur, 2021, 213 pages.
B. L.



En 1999, avec son *Assassinat de Lumumba*, Ludo de Witte avait provoqué un séisme politique qui conduisit la Belgique à présenter des excuses officielles au Congo. Après *L'Ascension de Mobutu* (2017), l'auteur continue à creuser le sillon des responsabilités belges dans la période-charnière de la décolonisation en se penchant sur le cas moins connu du Burundi. À la veille des indépendances, la Tutelle tente à tout prix de passer la main à ses alliés locaux, rassemblés au sein du Parti démocrate-chrétien (PDC) constitué à cet effet. Ses plans sont bouleversés par l'irruption sur la scène nationale du prince Louis Rwagasore, fils aîné du *mwami* Mwambutsa, le roi du Burundi. Proche de Julius Nyerere, futur dirigeant de la Tanzanie voisine, le prince s'impose à la tête du parti Unité et progrès national (Uprona) comme la grande figure patriotique du Burundi. La Belgique tente de l'écarter au motif que la dynastie royale est censée se tenir à l'écart du jeu des partis. Toutefois, les Nations unies imposent sa réintégration à une puissance mandataire dont le crédit international est au plus bas après l'assassinat de Lumumba, en janvier 1961. L'Uprona remporte haut la main les élections de septembre 1961. Rwagasore devient premier ministre. Il est assassiné dès le 13 octobre ! Rapidement arrêtés, ses assassins ne sont autres que les dirigeants du PDC. Mais derrière plane l'ombre de la puissance tutélaire : devant témoins, le résident Roberto Regnier avait affirmé quelques jours auparavant : « *il faut tuer Rwagasore* » ! Commence alors un jeu politico-judiciaire complexe dans lequel la Belgique fait tout pour s'exonérer de ses responsabilités, quitte à sacrifier ses anciens alliés, lesquels seront rejugés, condamnés à mort et exécutés aussitôt après l'indépendance du 1^{er} juillet 1962. Une histoire officielle dont s'accommodent les nouveaux dirigeants de Bujumbura, soucieux de maintenir de bonnes relations avec Bruxelles, qui n'hésite pas à faire du chantage à l'aide. Avec une grande rigueur dans le maniement des archives et un sens de la nuance remarquable, de Witte nous fait revivre, de manière passionnante, la façon dont les principaux acteurs, au premier rang desquels le roi Baudouin, tentent de faire face à des événements qui les dépassent. Son ouvrage fournit ainsi une contribution indispensable à l'actuelle commission parlementaire chargée d'examiner le passé colonial de la Belgique au Congo, au Rwanda et au Burundi, et de formuler des recommandations sur la réparation et la réconciliation. Et pour ne rien gâcher, il se lit comme un roman.

Ludo de Witte, *Meurtre au Burundi. La Belgique et l'assassinat de Rwagasore*, Investig'Action et Iwacu, 2021, 389 pages.
F. M.



Merci aux éditions du Seuil d'avoir pris le « risque » de publier une littérature qui scandalisera les bien-pensants de tout poil que l'événement covidien n'a pas manqué de révéler ou de générer en masse. Nous avons affaire ici paradoxalement à un franc parler anonyme derrière lequel nous pourrions reconnaître la patte du Comité invisible, dont la première œuvre *L'insurrection qui vient* (La Fabrique, 2007) m'avait agacé par sa prétention. Rien de tel ici, que de l'analyse politique de haut vol, exprimée dans une langue magnifique et accessible, un régal pour l'esprit ! Le moins « scandaleux » n'est pas de retourner l'anticonspirationnisme contre lui-même : « *L'accusation de conspirationnisme est le gardien du mensonge effronté* » ; « *La rhétorique anticonspirationniste vise, pour les propriétaires de ce monde, à s'adjuger le monopole de la faculté de conspirer* » ; « *La fulmination de tous les pouvoirs contre les conspirationnistes prouve assez combien le réel leur résiste* ». Et parmi ce réel, il y a ce que les auteurs dévoilent à foison par des aller-retours entre l'actualité (manipulation des masses par la politique de la peur, désinformation, soulèvements populaires en 2019, rôle de l'OMS, du Forum économique mondial, de la DARPA, des GAFAM, etc.) et leur enquête historique sur la biopolitique née avec la modernité, fil conducteur de leur essai. Du positivisme d'Auguste Comte à la Silicon Valley, des travaux du sociologue Leo Löwenthal à ceux de Gregory Bateson, de Dostoïevski à Lukács, de Staline à Thatcher, du projet MK-Ultra à la Fondation Rockefeller, de la CIA à l'OTAN, de l'eugénisme à la santé publique, de la guerre froide à l'*American way of life*, du taylorisme au *nudges*, du *Bauhaus* au *design* informatique, de la cybernétique au néolibéralisme, le fil est méthodiquement et implacablement déroulé. Si nous n'en étions pas encore convaincus, nous ressortirions de cette lecture avec le sentiment que la pandémie de Covid-19 est bel et bien un coup d'État mondial des oligarques contre les peuples préparés depuis longtemps, et aboutissement logique de la biopolitique. Dans la conclusion, nous lirons à propos de ceux-là que « *nous devons simplement nous débarrasser d'eux. La question n'est pas celle de la transition, mais celle de leur disparition* ». Un livre majeur qui donne envie de clamer « soyons conspirationnistes ! ».

Manifeste conspirationniste, Seuil, 2022, 379 pages.
B. L.

L'insoutenable légèreté du net

Commander une pizza ou un billet de train sur Internet, louer une trottinette électronique sur une plateforme de mobilité partagée ou encore surfer sur Vinted à la recherche d'une seconde main « tendance » : autant d'actions qui sont entrées dans notre quotidien et dont on s' imagine difficilement qu'elles puissent avoir une empreinte environnementale ou énergétique autre que nulle, voire même positive. Et pourtant, derrière un simple clic ou un banal « Like », que d'énergie dépensée et que de ressources insoupçonnées englouties. Car la face cachée du numérique est loin d'être aussi « verte » que les techno-prophètes de la dématérialisation et les gourous des GAFAM veulent nous le faire croire...

Comme l'indique le journaliste et documentariste Guillaume Pitron, qui s'est livré à une enquête approfondie sur les dessous cachés du soi-disant vert paradis numérique, « l'industrie numérique mondiale consomme tant d'eau, de matériaux et d'énergie que son empreinte est triple de celle d'un pays comme la France ou l'Angleterre. Les technologies digitales mobilisent aujourd'hui 10 % de l'électricité produite dans le monde et rejetteraient près de 4 % des émissions globales de CO₂... soit un peu moins du double

du secteur civil aérien mondial¹. »

Énergivores, hyper gourmands en eau et en charbon autant qu'en métaux rares, et super polluants, les beaux joujoux électroniques des GAFAM ? Comment est-ce possible, alors que la petite musique qui nous est quotidiennement serinée tend à nous faire croire à l'innocuité environnementale des TIC² ? Si nous regardons des heures durant des vidéos en *streaming*, draguons sur Tinder ou sommes à l'affût des derniers potins sur WhatsApp sans nous douter un seul instant du coût environnemental et social que cela implique, ce n'est pas le fruit du hasard. C'est le fruit d'un marketing « vert » très efficace, d'un « e-greenwashing » si savamment conçu qu'il confine à l'e-brainwashing. Et le phénomène ne touche pas que les citoyens lambda. La très puissante Commission européenne elle-même ne jure que par la dématérialisation et la « transition numérique » censée nous amener en douceur, à l'horizon 2030 ou 2035, vers les meilleurs des mondes digitaux.³

Derrière ce véritable matraquage publicitaire, on trouve des organisations bien implantées, ayant pignon sur institutions européennes et internationales. C'est par exemple le cas de Global e-Sustainability Initiative (GeSI). Basé à Bruxelles, ce groupe réunissant acteurs privés du numérique et organisations internationales se définit comme « une source majeure d'informations impartiales devant permettre la durabilité sociale et environnementale au moyen des TIC. » En fait, pour Guillaume Pitron, le GeSI est un puissant lobby dont les membres principaux ne sont autres que des sociétés telles que AT&T, Dell, Deutsche Telecom, Huawei, et IBM. À coups de rapports et d'études à la méthodologie pourtant douteuse, ils arrivent à des conclusions telles que celles-ci : « Les émissions évitées via l'utilisation des TIC sont près de dix fois plus importantes que celles générées par le déploiement de ces technologies⁴. » Et ce sont de tels rapports que reprennent, quasiment tels quels, des organisations aussi « sérieuses » que l'UIT (Union internationale des télécommunications), la Banque mondiale ou... la Commission européenne.

Pourtant, des chercheurs et organismes indépendants ont assez rapidement contesté la validité de telles affirmations. Selon Françoise Berthoud, chercheuse au CNRS, les critères et hypothèses de base utilisés par le GeSI ne sont pas fiables. En outre, « ces rapports ne se concentrent que sur les émissions de CO₂. Quantité de e-déchets ne sont pas comptabilisés comme tels, comme les voitures connectées. » Et de conclure : « Aucun organisme indépendant n'a cautionné ces documents⁵. »

UN CLOUD AUX EFFLUVES DE GAZ FLUORÉS

Les mots sont trompeurs. Lorsque nous disons que nos données sont stockées dans le « Cloud », nous avons tendance à imaginer un sympathique nuage immatériel et transparent, parfaitement neutre du point de vue environnemental et énergétique. Pourtant, si le Petit Prince de Saint Exupéry avait demandé à un concepteur ICT de lui dessiner un tel nuage, il aurait sans doute été fort surpris du résultat. En effet, au cœur du Cloud se situent des infrastructures bien matérielles, les fameux *data centers* ou centres de données qui stockent les précieuses traces que nous laissons sur Internet. Et les plus grands d'entre eux peuvent atteindre la taille de plusieurs terrains de football. Comme l'indique Guillaume Pitron, c'est le cas au Nord de Paris « où la communauté d'agglomération Plaine Commune, qui compte déjà 47 *data centers*, s'apprête à accueillir une usine numérique de 40.000 mètres carrés, soit cinq fois la taille de la pelouse du Stade de France⁶ ». Or, l'un des principaux problèmes rencontrés par ces monstres numériques bourrés d'électronique, c'est que les centaines de serveurs qu'ils abritent chauffent telle une cocotte-minute et doivent donc instamment être refroidis. Pour ce faire, on utilise principalement de l'eau, dont

les *data centers* sont grands consommateurs, et des gaz fluorés aux propriétés refroidissantes, dont on revêt généreusement les semi-conducteurs et autres circuits intégrés.

Dénommée HFC, la principale famille de gaz fluorés a, heureusement, remplacé les fameux gaz CFC, dont on s'est aperçu qu'ils détruisaient la couche d'ozone. Mais, en réalité, on a seulement déplacé le problème. En effet, s'ils gardent nos puces électroniques au frais, les HFC ont par contre la fâcheuse tendance à réchauffer l'atmosphère. Selon Bas Eickhout, un eurodéputé hollandais en pointe dans la lutte contre l'utilisation de tels gaz, « Une seule molécule de ce type de gaz est beaucoup plus puissante que le dioxyde de carbone. Leur pouvoir réchauffant est 2.000 fois supérieur en moyenne. Le NF₃ retient 17.000 fois plus de chaleur dans l'atmosphère que le CO₂. Quant au SF₆, le coefficient avoisine même le chiffre impressionnant de 23.500, ce qui en fait le gaz à effet de serre le plus puissant jamais produit dans le monde⁷. »

Les impacts du Cloud et des usines numériques qui en sont l'armature ne se limitent pas à leur gourmandise en gaz fluorés. Ils sont également consommateurs effrénés d'eau (pour refroidir les installations) et de charbon (pour produire l'électricité nécessaire). Sans compter qu'ils s'étendent souvent démesurément au détriment de terres agricoles ou de forêts, comme à Ashburn, en Virginie. Qualifiée de « Silicon Valley de la côte est », cette agglomération située à environ 50km au nord-ouest de Washington est devenue en quelques années la capitale mondiale des *data centers*, par laquelle transite pas moins de 70% du trafic Internet mondial. Mais au fur et à mesure que le Cloud étend son ombre sur cette partie agricole et forestière de la Virginie, c'est l'environnement et la biodiversité qui trinquent. En 2018, rien que pour la construction d'un seul *data center*, le True North de l'entreprise Compass, ce sont 43 hectares de forêts qui ont disparu. Et avec le développement annoncé de la 5G et des objets connectés (*Internet of Things*, IOT, ou Internet des objets), la tendance n'est pas prête de s'inverser.

On le voit, à l'instar de son homologue dantesque, l'enfer numérique est lui aussi pavé de bonnes intentions. Mais derrière la belle façade d'un monde hyper connecté et, soi-disant dématérialisé et favorable à l'environnement et au climat, la réalité qui se profile est nettement moins idyllique. Alors, que faire contre la puissance tentaculaire des GAFAM, adossés aux industriels des télécom et déjà talonnés par leurs concurrents chinois, les BATX (pour Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi) ? Dans les conclusions de son enquête, Guillaume Pitron prône notamment une plus grande sobriété dans la consommation individuelle de services numériques, voire un encadrement étatique fort, visant à limiter la pollution numérique, ce qui passerait notamment par la limitation du débit des infrastructures. Sera-ce suffisant pour brider les forces conjointes de notre *hubris* technologique et celles du libre marché ? Ou, comme certains le pensent, faudra-t-il en passer par une catastrophe de nature planétaire pour en revenir à plus de sagesse ?

Alain Gailliard

1 Guillaume Pitron, *L'enfer numérique. Voyage au bout d'un Like*, Les Liens qui Libèrent, p. 18.

2 Acronyme signifiant : Technologies de l'information et de la communication.

3 Comme le prouve par exemple le Pacte Vert pour l'Europe, approuvé en 2020, et qui mise à fond sur le développement des technologies numériques pour parvenir à la neutralité climatique en 2050.

4 Rapport SMARTer 2030 : *ICT Solutions for 21st Century Challenges*, GeSI et Accenture Strategy, 2015.

Citée par G. Pitron, *op. cit.*, p. 41.

6 G. Pitron, *op. cit.*, p. 130.

7 Cité par G. Pitron, *op. cit.*, p.102.

Illustration : Nicolas Drochmans



28 MAI 2022

Kairos fête ses 10 ans